Jean-Michel Verne

INSIDE DZ MAFIA

AU CŒUR DU GANG NARCO MAFIEUX

ARTHAUD

Jean-Michel Verne

Inside DZ Mafia

ARTHAUD

Jean-Michel Verne

Inside DZ Mafia

ARTHAUD

© Flammarion, Paris, 2025.
82, rue Saint-Lazare
CS 10124
75009 Paris

ISBN Numérique : 9782080462831
ISBN Web : 9782080462855
Le livre a été imprimé sous les références :
ISBN : 9782080462824

Ouvrage composé et converti par Pixellence (59100 Roubaix)

Présentation de l'éditeur

Une organisation criminelle jusque-là inconnue fait son apparition début 2023 à Marseille. Elle prend le nom de « DZ Mafia » et ne cesse depuis d’étendre son emprise du sud au nord du territoire. Présentée par les autorités comme une « menace majeure », cette mafia spécialisée dans le narcotrafic n’hésite pas à recruter via les réseaux sociaux de jeunes tueurs, souvent mineurs, pour faire régner la terreur à Marseille et dans bien d’autres villes. Cet ouvrage est une immersion profonde dans les arcanes de la « DZ » dont la plupart des meneurs sont aujourd’hui en prison. Ce livre choc est une radiographie alarmante de l’expansion du narcotrafic en France.

Journaliste et consultant spécialisé dans le domaine police-justice, Jean-Michel Verne collabore à plusieurs titres de la presse française et internationale. Auteur d’ouvrages de référence sur le crime organisé dans le Sud de la France et en Corse, il est également consultant pour TV Monaco/TV5 Monde et intervient régulièrement comme expert sur les chaînes nationales.

Inside DZ Mafia

À Pierre Michel pour son combat exemplaire contre
le trafic de drogue.
À Marie-Hélène pour sa patience.

« La mafia me tuera, mais ce sont d’autres qui voudront ma mort. La mafia me tuera quand d’autres y consentiront. »

Paolo Borsellino

LA NAUSÉE

Le ton est solennel en ce jour de novembre 2024 à Marseille. Les salons de la préfecture de région accueillent deux ministres au cœur du combat contre les narcos, Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur, et Didier Migaud, garde des Sceaux. Après le visionnage en comité restreint à l'Évêché de plusieurs vidéos postées par la DZ Mafia, les deux hommes affichent une mine plutôt pâlotte. La projection organisée au commissariat central laisse des traces…

Sur l'écran installé au centre de la salle Morandin apparaît un très jeune homme, les yeux fermés et le visage couvert de sang qui porte la marque de plusieurs impacts de balles de gros calibre tirées en pleine tête par un pistolet automatique.

À l'image, tout est noir : le tueur devenu cameraman asperge la place conducteur du véhicule de white-spirit avant d'y jeter un briquet. Les flammes montent. Mise en scène d'une technique désormais éprouvée sur la Canebière, le fameux « barbecue » aux effluves âcres de chair humaine grillée. La séquence est agrémentée d'un message à l'orthographe approximative. Les mots se veulent chocs dans une langue mal maîtrisée et vulgaire : « Voici la dernière étape pour tous les suceurs qui voudront essayer d'attaquer le pain de DZ Mafia. » « DZ Mafia », pour la première fois le nom de cette organisation apparaît au grand jour, diffusé sur les réseaux sociaux.

Malgré la vue magnifique sur le Vieux-Port et le palais du Pharo, dans la salle c'est ce qui défile sur l'écran qui capte l'attention. Derrière une grande table en U ont pris place les deux ministres, leurs directeurs de cabinet et les plus hauts responsables policiers, directeur général de la gendarmerie,

directrice adjointe de la police nationale, directeur général de l'administration pénitentiaire, le procureur de Marseille Nicolas Bessone, impénétrable comme à son habitude, le directeur du SIPJ[1] Philippe Frizon, que du beau monde en somme.

Mais on ne visionne pas ici une quelconque fiction de plateforme de streaming. Tous ces professionnels concernés par la lutte contre le narcotrafic sont confrontés au réel qui transforme Marseille en zone hautement criminogène. Tout est vrai ici, à commencer par le sang qui s'écoule à l'image. Les cadavres, les impacts de balle, les flammes… La violence crève l'écran. Autour de la table, certaines postures trahissent tension, voire malaise. On se réajuste fréquemment sur son siège.

En ce mois de novembre, dans cette froide salle de l'Évêché, tous ces responsables ne vivent plus les événements rapportés, mais prennent en direct et en pleine figure l'ampleur d'une mafia gangrenant les quartiers dans cette ville à l'équilibre sociologique si fragile. Une mafia qui semble incontrôlable. En 2023, quarante-neuf jeunes gens ont péri sous les balles, tous victimes du narcotrafic et des luttes de clans. Le chiffre plonge l'année suivante, signe évident que la DZ Mafia a gagné sa guerre contre ses rivaux ; vingt-quatre exécutions tout de même. Cette accalmie relative qui persiste sur les premiers mois de 2025 signifie-t-elle qu'une page est tournée ? Tant s'en faut, la criminalité fait partie de l'histoire de la ville.

La première vidéo présentée aux deux ministres a été postée sur Instagram. Il s'agit de l'exécution en mars 2023 de Rayan Boukoult. Rayan était proche du clan rival de la DZ, les fameux « Blacks » connus sous le pseudo de Yoda, référence à un personnage de la saga *La Guerre des étoiles*. De grands dessins de Yoda tracés sur les points de deal marquent l'emprise du clan sur la cité concernée. Après les Maghrébins, les Blacks prennent la main sur le trafic de résine de cannabis et de cocaïne.

Autrefois, ils travaillaient les uns avec les autres. Puis les choses ont mal tourné entre les uns et les autres pour prendre le leadership.

Tout aurait commencé par un incident dans une boîte de nuit de Phuket en Thaïlande. Les Marseillais des quartiers nord aiment bien la Thaïlande, ses plages et ses massages « body body ». Et puis maintenant avec la came, ils ont les moyens. Cette nuit-là, Mehdi Abdelatif Laribi dit « Tic », le « penseur » de la DZ, croise à une table le boss du clan d'en face, Félix Bingui alias « le Chat », sobriquet qu'il doit, dit-on, à son côté malin. Des invectives, des insultes fusent.

Bingui verse un seau de glace sur la tête de Laribi, des coups sont échangés, Bingui plus costaud prend le dessus, Tic est humilié. La rivalité des deux clans attisée par cette guerre prend un parfum de vendetta : le sang va couler et bien au-delà de ce que l'on pouvait imaginer. Yoda va payer le prix de l'offense. Quarante-neuf morts pour un seau de glace ? On a peine à y croire.

Dans la salle de l'Évêché, le visionnage des vidéos se poursuit, jusqu'à la nausée. Le jeune killer de la DZ qui filme le cadavre de Rayan est manifestement le tireur présumé, plus tard identifié comme un certain Matteo F. âgé de tout juste 18 ans. Matteo n'est pas algérien, ni même maghrébin, mais il a rallié le clan, comme d'autres, par intérêt, simplement pour l'argent et peut-être aussi comme une revanche sur l'existence. Matteo est petit, chétif. Il doit avoir pris beaucoup de coups dans les cours d'école. Aujourd'hui, c'est lui qui en donne.

Quant à Rayan, son erreur a été de miser sur le mauvais cheval en rejoignant les Blacks et d'avoir choisi la mauvaise équipe au mauvais moment. La vidéo continue de défiler sous le regard effaré des énarques : le corps de la victime est allongé à l'arrière d'une Opel Corsa stationnée sur le parking de la cité de La Busserine, haut lieu de vente de la came à Marseille.

D'autres vidéos insoutenables suivent : le racket d'un commerce de nuit avec toujours la présence des flammes qui montent après que les agresseurs cagoulés ont répandu un bidon d'essence dans les locaux. Puis une expédition punitive chez un couple d'Algériens, manifestement des parents d'un rival incarcéré. La violence est extrême. Le père est bousculé, une arme est placée sur le visage d'une gamine de 15 ans. Encore une fois de l'essence est répandue sur le sol. Mais là, rien de brûlé : il s'agit simplement d'impressionner un codétenu, de diffuser la peur au nom de la DZ Mafia.

Cette plongée au cœur du narcotrafic est confortée par la diffusion un mois auparavant sur les réseaux sociaux d'une conférence clandestine organisée par la DZ Mafia et mise en scène façon militants corses du FLNC. Des intervenants cagoulés jusqu'aux yeux se déclarent totalement étrangers au meurtre d'une victime collatérale, un chauffeur de VTC abattu un mois plus tôt par un gamin de 14 ans. La DZ n'assume pas les victimes collatérales de ce scénario fou. Si elle veut s'imposer à long terme, elle se doit d'afficher sa crédibilité.

Paolo – c'est le prénom du baby killer de cette expédition qui va déraper – est recruté via Snapchat par un détenu dénommé « le H ». Ce dernier se réclamerait à tort de la DZ Mafia, si l'on en croit le contenu de la surprenante conférence de presse. Cette sanglante erreur fait pour le moins désordre, d'autant que cette affaire est liée à un autre échec survenu deux jours plus tôt dans la cité Fonscolombes. Le H est toujours à la manœuvre dans cette valse à deux temps.

Nour, qui veut dire « lumière » en arabe, est un gamin de 15 ans qui vient de la Belle de Mai. Il a été recruté via les réseaux sociaux pour tirer sur la porte d'un appartement de la famille d'un membre de Yoda avec lequel le H est en conflit à la prison de Luynes. Tirer pour impressionner. Alors Nour, qui est accompagné d'un certain Kalis, marche dans les ruelles de la cité son arme à la main. Personne ne sait exactement ce qu'il s'est passé mais il apparaît que les chouffeurs[2] ont repéré le duo et coincé le malheureux au pied d'un immeuble avant de le « charcler ». On retrouve son corps supplicié, lardé de cinquante coups de couteau et partiellement calciné. Fin de l'acte I.

Acte II. Dans sa geôle, le H enrage. Il n'est plus question cette fois-ci d'impressionner l'adversaire, il faut laver le camouflet, la perte d'autorité, frapper les esprits et faire payer la mort du jeune Nour. Le recrutement se fait sur Snapchat, explique un enquêteur : « Paolo qui n'a que 14 ans est récupéré à Avignon en voiture par une femme qui le dépose dans un hôtel proche de la gare Saint-Charles. » Placé en foyer depuis l'âge de 9 ans, Paolo ne voit plus ses parents, incarcérés pour trafic de drogue. Depuis quelque temps, il vivote, passant son temps entre un point de deal et un campement de gens du voyage. Lorsqu'il a vu le post sur Snapchat offrant 50 000 euros pour éliminer la cible…

La suite de l'affaire glace le sang. Enfermé dans sa chambre d'hôtel, Paolo est rejoint par un complice recruté lui aussi sur Snapchat qui ne sera jamais identifié. Un scooter s'arrête devant l'hôtel quelques heures plus tard. Le conducteur range sa machine, entre dans le hall et grimpe vers la chambre du « commando ». Il remet à Paolo un revolver 357 magnum, arme rituelle des règlements de comptes, au même titre que le célèbre calibre 11,43 tiré lui par le fameux colt 45 qui ornait jadis la ceinture des officiers américains durant la Seconde Guerre mondiale.

Il est 4 heures du matin. Nessim Ramdane, chauffeur VTC, reçoit une commande pour se rendre à l'hôtel. Il ignore sa future destination. Paolo et

son comparse sont briefés sur leur cible : un trafiquant de la cité Félix-Pyat, repaire bien connu du clan des Blacks. Dans *Collateral*, le film de Michael Mann, Tom Cruise, tueur à gages, braque un chauffeur de taxi incarné par Jamie Foxx pour exécuter plusieurs contrats dans la même nuit. Max le chauffeur sera le héros, le vainqueur du bras de fer face au professionnel du crime.

Mais ici Paolo n'est pas Tom Cruise. Nessim n'est pas Jamie Foxx. Le chauffeur de VTC n'a guère de prédisposition pour jouer les héros en prenant la direction de la cité Félix-Pyat, connue comme un QG des Blacks.

Parvenu à proximité de la cité, le deuxième passager identifie la cible qui marche sur le trottoir. Les événements s'enchaînent. Paolo demande au chauffeur de s'arrêter, ce qu'il refuse, craignant que ses deux occupants déguerpissent sans payer la course. Paolo relève le chien de l'arme, ce qui rend la détente sensible à la moindre secousse, puis pointe son revolver dans le dos du chauffeur pour le menacer : « Arrête-toi. » Tout se joue en quelques secondes. Nessim, tétanisé, choisit d'accélérer. La voiture tressaute sur un dos-d'âne, Paolo a le doigt crispé sur la détente : le coup part tout seul, frappant le chauffeur en pleine tête. La voiture finit sa course devant le portail de l'école Saint-Charles. Les tueurs détalent à toutes jambes.

C'est le choc, l'émotion, la colère. Très apprécié dans les quartiers nord, Nessim aimait le foot, qu'il pratiquait en amateur, et officiait aussi comme éducateur de sport. Paolo lui a ôté la vie avant de fuir comme un cheval fou et d'être rattrapé grâce aux indications de son… commanditaire.

Acte III. Le H fulmine dans sa cellule, il n'assume pas d'être associé à cette horrible bévue et contacte police secours. « Commence un étrange dialogue. Le collègue au bout du fil a compris qu'il se passait quelque chose de grave et parvient à faire parler le taulard qui demeure confus dans ses propos », témoigne encore un enquêteur. Le H, habilement cuisiné par le fonctionnaire du PC de l'Évêché, finit par fournir les éléments qui permettent l'arrestation rapide de Paolo, apprenti killer devenu meurtrier par maladresse.

Deux ratés en moins de trois jours, c'en est donc beaucoup trop pour cette DZ Mafia dont l'image médiatique revêt une importance majeure. Il s'agit avant tout de faire peur, d'intimider pour imposer sa main sur un territoire. Il devient vital d'afficher crédibilité et puissance. Ces gens-là ont compris qu'au-delà du crime de sang, c'est bien l'idée qu'on se fait d'une

mafia qui génère la crainte et permet d'étendre son emprise sur la population. La recette fonctionne depuis des lustres en Italie, en Colombie ou aux confins du Mexique devenu la référence pour nos narcos marseillais en quête de reconnaissance. Le caractère totalement improvisé de ce « réglo » foireux écorne donc cette image si bien façonnée.

La vidéo de cette conférence clandestine ne vise qu'un but : rétablir l'image de méchants qu'il faut prendre au sérieux. La mort de Nessim est une bavure. Durant plusieurs semaines, la question s'est posée sur l'authenticité de ces images : s'agit-il vraiment de la DZ ? Plus tard, cela se confirmera.

La séance de visionnage est terminée dans la salle Morandin. Un policier se lève et brise le silence pesant : « Messieurs les ministres, nous allons vous expliquer les raisons qui font que nous avons affaire à un point de bascule. »

Point de bascule ? Nicolas Bessone, présent ce jour-là à l'Évêché, analyse plus tard : « On peut effectivement considérer cette vidéo comme un point de bascule. On voit ces gens user de méthodes utilisées par des organisations terroristes pour légitimer leurs actions. Ce parallèle avec le fonctionnement des cartels d'Amérique latine nous préoccupe. Le plus inquiétant se situe à la fin de la vidéo quand il est question de leurs moyens financiers, de leurs armes[3]. »

Un Marseille hors de contrôle apparaît donc en novembre 2024 sous le regard consterné de la délégation ministérielle. Le discours de Bruno Retailleau durant la conférence de presse qui suit dans les salons de la préfecture se veut offensif. La commission d'enquête sénatoriale qu'il avait initiée dix-huit mois plus tôt avec d'autres sénateurs « de droite comme de gauche » est posée sur la table : « Depuis une dizaine d'années les saisies de cocaïne ont été multipliées par cinq. Et désormais les drogues les plus dures [il répète « les plus dures »] sont disponibles partout, tout le temps. Partout, bien sûr à Marseille, dans nos rues, dans nos villes, dans les quartiers, partout aussi dans la ruralité, dans nos villages. »

Le mot « submersion » est prononcé : « On appréhende la pieuvre qui déploie ses tentacules souvent à partir de Marseille. Elle est en train de conquérir des villes moyennes partout en France. » Et le ministre d'évoquer « une menace existentielle contre nos institutions, contre nos démocraties ». Bruno Retailleau reprend lui aussi fort à propos l'expression « point de bascule », qu'il fait désormais sienne.

La menace se résume donc en un sigle désormais macabre, celui de la DZ Mafia que nous allons décrire dans toute sa complexité avec cette interrogation : comment un petit groupe d'individus, dont la plupart se trouvent en détention, ont-ils pu mettre l'État français à genoux, offrant ainsi une incroyable vitrine médiatique à la puissance du narcotrafic ? Retailleau a bien entendu délivré les quelques messages rassurants d'usage – nouveaux effectifs, nouvelles techniques d'enquête, etc. – mais ils peinent à dissimuler la réalité de ce mois de novembre : l'État pris en flagrant délit d'impuissance à juguler la dangereuse épidémie qui enflamme l'Hexagone. Du nord au sud du territoire, de Dijon à Toulouse, de Besançon à Valence, de Nice à Montpellier, la DZ Mafia déploie ses tentacules. De Matteo le killer psychopathe qui nous glace le sang aux jeunes recrutés pour incendier un appartement à Hyères, en passant par la mort du petit Fayed à Nîmes ou la tentative de racket du rappeur SCH, ce groupe protéiforme interpelle jusque dans sa dénomination. La DZ Mafia, c'est qui, c'est quoi ?

I
DZ, le casting

Une note du Sirasco[1] relève que la DZ Mafia « désigne un groupe criminel organisé s'articulant entre Mehdi Abdelatif Laribi@TIC[2] considéré initialement comme le chef mais semblant en retrait aujourd'hui et gérant ses affaires à l'étranger, Kamel Mimar @le K/Scarface[3], Mahdi Zerdoum @la Brute[4], Amine O. @Mamine Jalisco[5] et Gabriel O. @Gaby[6]. D'autres personnages sont également à considérer dans le noyau dur de ce clan tels Rachid Ghozal @Rach[7] et Z. @Evandro[8]. »

Tic, Mamine, La Brute, Gaby, Rach, Evandro… Les pseudos utilisés par nos narcos sur les réseaux sociaux sont ici bien plus marquants que les patronymes officiels de ces trafiquants, pour la plupart incarcérés pour des faits de trafic et d'assassinats ou se trouvant en fuite. Ils constituent un véritable fil criminel qui conduit au gré des écoutes, des sonorisations[9], des captures de messages Snapchat ou Instagram à reconstituer le processus criminel qui a conduit à cette année *horribilis* de 2023 où 49 cadavres sont venus s'amonceler sur le bitume phocéen pour le contrôle du trafic de stups. Mais qui sont donc ces hommes qui défient l'État, plongeant depuis deux années la France dans la peur ?

La note du Sirasco nous éclaire encore sur la désignation de cette énigmatique organisation : « Le sigle DZ désigne précisément (et plus familièrement) un Algérien ou une personne d'origine algérienne (Mahdi Zerdoum, Kamel Mimar et Rachid Ghozal sont tous trois d'origine algérienne). L'abréviation provient du mot "Dzayer", Dzaïr, ou Al-Djazir selon le dialecte qui désigne l'Algérie en langue arabe ou en berbère. "DZ"

est particulièrement utilisé comme signe distinctif et de fierté sur les réseaux sociaux. Le drapeau algérien […] accompagne d'ailleurs la signature DZ Mafia dans la plupart des annonces faites sur les réseaux sociaux. »

Snapchat, WhatsApp ou Instagram deviennent les véritables vedettes de cette saga criminelle qui voit poindre l'ère du crime 2.0. Un simple post avec l'indication d'une somme, le nom d'une cible désignée avec une adresse, une photo, suffit à recruter en une heure ou deux un tueur souvent néophyte, pour quelques milliers d'euros qui le convaincront de remplir sa sinistre mission. Le recruté tue sans états d'âme un individu qu'il ne connaît pas. Il tire comme dans un jeu vidéo GTA. Les points gagnés se transforment ici en billets.

Tel est le défi auquel la justice et la police – manifestement prises de vitesse – sont désormais confrontées. Elles sont bluffées par l'étonnante adaptabilité des as du Net qui utilisent en outre ces mêmes réseaux pour organiser leurs trafics de stupéfiants et inonder le territoire de cocaïne, haschich et, demain, de drogues de synthèse.

Le constat est édifiant. La France – comme tout le continent européen – bénéficie d'une offre jamais égalée jusque-là. Les prix bas, les quantités déversées par tonnes, les saisies réalisées qui augmentent de façon exponentielle ne sont en réalité que le marqueur de l'incroyable accroissement de la masse de produits déversés en Europe et dans l'Hexagone. Les chiffres donnent le vertige : la consommation de cocaïne a été multipliée par 10 entre 1992 et 2024 selon un rapport de l'OFDT[10].

Mais qui sont donc ces nouveaux barons de la drogue qui ont mis les cités marseillaises en coupe réglée ? Un homme se trouve au sommet de la pyramide, il s'appelle Mehdi Abdelatif Laribi alias « Tic ». L'homme du seau de glace de Phuket est considéré comme le penseur de ce qui deviendra en 2023 la redoutable et redoutée DZ Mafia. Mehdi est un enfant de la cité Bassens qui vit modestement dans son appartement HLM. Son père est chauffeur routier, sa mère demeure au foyer, mais il n'y a pas de misère chez les Laribi. Ils ont même reçu, dit-on, une bonne éducation.

Mehdi suit sans les suivre des études au lycée professionnel La Floride dans les quartiers nord. Il en sera exclu. Gamin à l'apparence physique fragile – on le surnomme alors « le rachitique » –, il commence les mauvais coups avec son frère Lamine. Dès l'âge de 12 ans, celui qui ne s'identifie

pas encore comme « Tic » s'illustre dans les vols, marchepied vers des activités bien plus lucratives comme le trafic de drogue.

Plus tard alors qu'il comparaît devant une cour d'assises, Mehdi décrit devant la cour son parcours de vie semé d'embûches : « J'étais le clown de service, j'ai séché les cours, on m'a viré. Et puis j'ai fait beaucoup de conneries, je fracturai toutes les voitures sur le chemin de l'école pour voler des autoradios et d'ailleurs je les vendais au père de mon collègue. Je ne suis pas un saint, je peux être méchant. » Mehdi a tout juste 22 ans et témoigne alors aux côtés de son frère pour un triple homicide. Il s'adresse en ces termes étonnants à la présidente de la cour : « J'ai fait connerie sur connerie mais madame, je ne suis pas un tueur, j'ai vraiment honte quand on m'accuse de ça, je ne suis pas un caïd, je veux juste être un petit jeune comme tout le monde.[11] » On pourrait croire à cette époque à une forme de sincérité.

Mehdi aurait pu connaître une autre trajectoire. Il est repéré très jeune par le réalisateur Christophe Ruggia qui lui trouve un talent d'acteur inné et lui confie un rôle dans le film *Les Diables* aux côtés d'Adèle Haenel. Puis Mehdi réitère avec Karim Dridi pour un second rôle dans *Khamsa*. Le réalisateur interrogé par *Le Nouvel Obs* le 2 novembre 2024[12] se montre sensible à la gouaille du gamin de Bassens : « Il était très juste et nature devant la caméra. Pendant les répétitions, il faisait partie des gamins qui restaient concentrés, il était turbulent mais il avait envie de bien faire et comprenait très vite. » Le témoin note toutefois chez ce jeune garçon une fascination pour Farid Berrahma, assassiné en 2006, considéré comme l'initiateur du trafic dans les cités. Un premier indice.

Mehdi aurait pu connaître une autre trajectoire certes, mais c'est bien la drogue et ses démons qui guident son projet de vie, d'abord dans le huis clos des murs ocre de la cité Bassens en collaboration avec son frère Lamine, le killer de l'équipe. Son destin bascule en 2017 avec une condamnation définitive à dix ans de prison pour un triple assassinat commis le 25 décembre 2011. Les trois victimes, Sony Albarello, Mohamed Bouhembel et Nouri Oualan, n'ont qu'une ambition : prendre le contrôle des Micocouliers, cité tenue par un certain Samy, allié des Laribi que le trio avait tenté d'éliminer quelques mois auparavant.

Ce 25 décembre, l'Audi des dealers pénètre à Bassens. Les trois garçons ont rempli leurs poches de gros billets verts, 60 000 euros au total, en vue d'acheter de la résine et d'alimenter leur futur plan aux Micocouliers.

L’Audi se range dans une impasse, les acheteurs attendent leur contact : ils ne rencontreront qu’une seule chose, la Faucheuse. Quelques heures plus tard, l’Audi calcinée est retrouvée chemin des Fraises sur la commune des Pennes-Mirabeau. Les trois cadavres gisent sur le siège arrière criblés de balles, leur corps partiellement brûlés… Les policiers notent que l’une des victimes gît dans une position étonnante, la tête tournée vers le dossier du siège contrairement aux deux autres qui sont assis normalement. Faut-il y voir un message ?

L’enquête établit que c’est le grand frère Laribi, Lamine, qui a froidement exécuté. Mehdi s’est « contenté » d’allumer la mèche pour brûler le véhicule. Le tueur est condamné à vingt-cinq ans de réclusion criminelle. Mehdi n’écope, lui, « que » de dix ans. Il sait qu’à la sortie, c’est lui qui prendra en main les destinées du clan. Celui qui voulait être « un petit jeune comme tout le monde » prend une autre envergure, bien plus inquiétante. Il étend son emprise sur Bassens, mais lorgne sur la Paternelle, cité ouverte sur l’autoroute A7 où viennent s’approvisionner des consommateurs venus de tout le département et même au-delà. La Paternelle, c’est la matrice de la naissance de la DZ Mafia. « À 24 ans, Mehdi gérait déjà quatre-vingts personnes, charbonneurs[13], chouffeurs, nourrices[14]. Il était propriétaire de plusieurs points de deal qui lui rapportaient 25 000 euros par jour », explique un policier qui l’a croisé à cette époque. « Pour réussir dans ce milieu, il faut plusieurs traits de personnalité. Beaucoup de ceux qui ont réussi l’ont fait en famille. L’histoire du grand banditisme renvoie toujours à une fratrie. On peut aussi s’appuyer sur des cousins, mais à terme cela peut affaiblir, les trahisons sont plus fréquentes. La cité qui les a vus naître est celle qui les a protégés et nourris. Ils naissent dans une cité et vont grandir en inspirant la crainte. Ils deviennent des gérants de plans redoutés, puis dans une deuxième phase ils s’implantent dans d’autres cités pour grandir.

« Tic a su plus que d’autres se projeter. Il a développé des trafics de stups sur la ville, mais également monté des filières d’importations en se rendant à l’étranger. Il a travaillé d’abord pour lui-même et ses propres plans, mais également pour d’autres en leur vendant de la came. Les plus gros trafiquants sont ceux qui gèrent de bout en bout la filière d’importation, c’est le cas de Mehdi. »

Le témoin évoque un garçon intelligent et discret, presque effacé, capable de passer d’une idée à l’autre, d’un danger à l’autre. Mehdi ne paye pas de

mine et se distingue toutefois par une allure féline. Et nous l'avons vu, Mehdi peut griffer… à mort.

Mehdi est bien le cerveau de la DZ Mafia comme le rappelle aujourd'hui le rapport du Sirasco 13 d'octobre 2024 : « Patron historique du réseau de la cité Bassens et des cités voisines (les Micocouliers, la Visitation et une partie de la Paternelle – plan dit du "maga" ou des commerces) au moment où la guerre de la Paternelle éclate en février 2023 contre le clan de Félix Bingui (Yoda) et à l'issue de laquelle il ressort victorieux. Cette guerre dévoilera l'ensemble de ses territoires phocéens (Font Vert, Castellas, Parc Kallisté…). […] Définitivement libéré en juillet 2021 il disparaît durant une certaine période des radars de la police judiciaire. Il part à l'étranger (Thaïlande, Maroc) et se trouve aujourd'hui le plus souvent réfugié en Algérie ou sur Dubaï, haut lieu d'échange et d'asile pour trafiquants d'envergure. » Le rapport note toutefois que le rôle opérationnel de Mehdi L. en cette fin 2024 semble plus effacé. Serait-il en disgrâce auprès de ses associés ?

C'est pourtant lui qui va déclencher une sorte de Pearl Harbor du crime en attaquant frontalement les Blacks du clan Yoda. Bingui et ses associés regroupent au sein du label des équipes disséminées entre le centre-ville et les quartiers nord. DZ se dispute avec Yoda le moindre bout de shit, le moindre rail de coke. Pour beaucoup issus de la communauté comorienne, les Blacks qui ferraillent sont la régénérescence d'un clan très puissant dans les années 2010, les Ahamada, centralisés autour de la cité des Lauriers qui va se livrer entre 2009 et 2015 à une guerre tout aussi sanglante, celle qui oppose alors les Ahamada au clan Bengler sur laquelle nous reviendrons en détail.

Yoda a quelques points communs avec la DZ, même si ce gang ne peut prétendre au même degré de structuration que ses ennemis. Le groupe s'est constitué par une mutualisation des moyens entre plusieurs personnages fédérés autour de Félix Bingui. Yoda mêle importateurs, flingueurs, blanchisseurs, racketteurs… « C'est une nébuleuse qui contrôle au début de la guerre environ quinze points de deal dans les cités de la Paternelle (plan de la Fontaine), la Busserine, Félix-Pyat, Plan d'Aou ou la Sauvagère. Par comparaison, la DZ en contrôle trente. Les principaux membres sont Gaël Milandou alias "Mouky", Sofiane Zrita ou Ahcène Mabrouk[15] », nous confie un enquêteur.

Le cas de Mabrouk surnommé « DSK » se doit d'être souligné. Le 13 octobre 2021 l'homme de 36 ans apparaît sur les écrans de la télévision colombienne entouré des policiers du Grupo de operaciones especiales. Objet d'une fiche rouge Interpol, il vient d'être interpellé sur l'île de San Andrès[16]. Cet événement confirme à ceux qui pouvaient encore en douter que les trafiquants marseillais sont bel et bien en contact direct avec les plus grands fournisseurs de cocaïne de la planète. Quant à Milandou, c'est en Espagne que les policiers locaux lui mettent la main dessus, preuve là aussi du caractère très international de ce clan.

Un événement important se produit au printemps. Félix Bingui décide de « carotter » une livraison sur un point de deal contrôlé par Kamel Mimar avec lequel il était jusque-là associé. Par effet rebond, Mimar rejoint la DZ, ce qui affaiblit d'autant le clan Yoda[17].

Pour imposer la DZ Mafia, Mehdi, l'organisateur, cherche une épée pour terrasser l'ennemi. C'est l'autre pièce maîtresse de l'équipe, Amine O., que l'on surnomme au choix Mamine ou Jalisco en référence à un célèbre cartel mexicain qu'il admire, ou Nemesio, du nom du chef dudit cartel. Amine O., c'est l'homme des contrats commandités depuis la prison, celui qui envoie l'ordre d'éliminer le concurrent, recrute les petites mains. Une habitante de la cité du Castellas se souvient pourtant d'un autre Mamine, un gamin des rues à l'allure dépenaillée qui venait quémander un morceau de sandwich à l'arrêt de bus. Rien ne laissait à penser que ce môme précarisé des Micocouliers deviendrait la terreur des quartiers nord.

Mais rapidement lui aussi présente des dispositions pour la délinquance, il fait ses classes aux côtés d'un personnage clé du trafic de drogue à Marseille, Karim Harrat. Surnommé le Rant en référence à Rantanplan, le chien rigolo de Lucky Luke, Harrat est réfugié alors à Dubaï, tire les ficelles du trafic « à la Pater ». Il doit sans doute ce sobriquet à une forme d'indolence, certains diront de servilité apparente envers Lamine Laribi surnommé Lucky Luke pour sa facilité à utiliser les armes. Lucky Luke – Rantanplan, la boucle est bouclée et le mystère levé. Harrat sera, nous le verrons, et bien malgré lui, l'un des acteurs de la montée en puissance de la DZ Mafia.

Amine O., quant à lui, est détenu, soupçonné d'avoir commandité ou participé à plusieurs assassinats, dont un triple homicide commis en 2021 et un double assassinat devant un restaurant McDo à l'Estaque. Amine O. décide de rejoindre Laribi et le tandem fonctionne contre Harrat. Portrait de

Mamine : « Son évolution dans le banditisme (vols à main armée puis implication dans des règlements de comptes en tant que participant… Puis en tant que commanditaire courant 2023 sur plusieurs règlements de comptes) ainsi que sa capacité de recrutement rapide d'équipes à tiroir pour DZ Mafia en ont fait une pièce maîtresse dans cette organisation criminelle[18] », commentent les spécialistes de la PJ.

Le duo agrège donc d'autres protagonistes comme Kamel Mimar. Scarface est l'un des leaders de l'équipe des Carmes, quartier qui s'étend entre les quais de la Joliette et la Porte d'Aix, marquant l'entrée dans ce que l'on baptisait jadis le quartier arabe avec au milieu la Butte des Carmes, lieu historique de Marseille. Scarface lui aussi a fait son trou. On le voit dans un premier temps lié au camp d'en face, en l'occurrence aux Blacks et à leur chef, Félix Bingui, avec lequel Mimar tombe pour association de malfaiteurs avec comme complices Ours ou Grosse Tête.

L'équipe est coincée après une tentative d'homicide où ils ont essayé d'éliminer une équipe à laquelle ils venaient de vendre de la came. Mimar est aujourd'hui dans la nature, on le dit en Espagne sur la Costa Brava.

Mahdi Zerdoum complète le trio Mimar, Amine O., Tic dans ce que les policiers surnomment « la coupole » de la DZ Mafia en référence à l'instance supérieure de Cosa Nostra, la puissante mafia sicilienne. Mais la comparaison s'arrête là : rien de commun, sinon le mot « mafia », entre notre cruel cartel marseillais et l'organisation rigoureuse et pyramidale de la mafia transalpine au demeurant tout aussi cruelle. Pas de commission dans la DZ, ni de chefs de région qui font allégeance au *capo di tutti capi* Toto Riina ou Bernardo Provenzano. La DZ est une structure qualifiée d'horizontale par les spécialistes, s'inspirant d'une organisation criminelle qui a connu son expansion en Hollande et en Belgique, la très redoutée Mocro-Maffia.

Cette bande criminelle issue de montagnes du Rif au Maroc s'est développée dans la zone Anvers-Rotterdam où transite une grande partie de la cocaïne déversée en Europe. Elle se caractérise elle aussi par une violence extrême et débridée qui a conduit à des centaines de morts sous la férule notamment d'un caïd glaçant, le redouté Ridouan Taghi. Ce dernier, désormais condamné à l'éternité de la détention au terme d'un maxi-procès retentissant, a fait vaciller l'État hollandais en éliminant avocats, journaliste et tous ceux qui se mettent en travers de son chemin. Un membre de la

famille royale fut menacé d'enlèvement et placé en lieu sûr, tout comme le Premier ministre.

Revenons-en à Marseille et au rôle de Mahdi Zerdoum dans l'organisation. Étrange surnom, « la Brute », que décryptent les policiers du Sirasco : « Son surnom ne semble pas usurpé et certaines investigations révèlent son côté belliqueux et sa volonté d'accroître par la violence ses "charbons" [points de vente de stupéfiants] au risque de froisser ses associés ou supérieurs. »

Ce portrait est étayé par la comparution en mai 2025 de l'intéressé devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône pour la tentative d'assassinat d'un charbonneur (dealer) dans le Moulan, une cité proche de la Paternelle. Le 21 juillet 2021, la victime voit débarquer Mahdi Z. accompagné d'un killer : « Il m'a demandé ce que je faisais là et qui j'étais », dira la victime lors de l'audience. Puis le témoin qui a compris se lève face à ses agresseurs, ce qui lui doit sans doute la vie sauve en évitant d'être touché à la tête. Mahdi Z. se tourne vers le porte-flingue. « Tire[19] ! » Cinq balles de 9 mm atterrissent dans le buste de celui qui a survécu par miracle et ne semble pas comprendre pourquoi il a été criblé de plomb. Après deux jours d'audience, « la Brute », qui nie être un tueur, est condamné à trente ans de réclusion criminelle. Face aux jurés il aura ces derniers mots : « Cela fait quatre ans que je suis en maison d'arrêt, dont deux au quartier d'isolement, j'ai quatre mandats de dépôt. Que j'aie ma peine le plus vite possible, je veux passer à autre chose[20]. »

La coupole comprend en outre un autre membre influent, originaire lui des quartiers nord. Il évolue avec Amine O. au Castellas, à la Visitation. Gaby s'est notamment retrouvé impliqué dans le double règlement de comptes commis le 30 août 2019 dans une chambre de l'hôtel Formule 1 de Plan de Campagne. La cible est Farid Tir, héritier d'une famille longtemps dominante dans le trafic mais dont la plupart des membres ont été éliminés au cours de guerres impitoyables, notamment avec le clan Remadnia.

Gabriel O. est notamment soupçonné d'avoir donné le « go », c'est-à-dire le top départ, aux deux tueurs qui ont froidement abattu Farid Tir et l'un de ses lieutenants. Tir avait fait part de son intention de reprendre l'un des points de vente de la Paternelle dénommé « les Magasins ». Mal lui en a pris. L'enquête révèle qu'avec perfidie Gabriel O. avait fourni à la victime un frigidaire que le rival installa dans la chambre d'hôtel. Gabriel O. aurait

pris soin de placer sous l'objet une balise de repérage qui conduira les tueurs directement à la chambre de l'hôtel Formule 1 et sur la cible.

Au noyau dur initial de la DZ s'agrégerait Rachid Ghozal alias « Rach », réputé proche du clan de Marignane lui-même dirigé par un membre de la communauté des gens du voyage. Rach est de même présenté comme proche de Walid B., chef du clan des Carmes que nous venons d'évoquer. Rach est lui aussi en fuite après une opération menée par l'antenne OFAST[21] de Marseille en 2020. Arrêté en Espagne un an plus tard, il n'a cependant pas pu être extradé, nous apprennent encore les enquêteurs.

S'ajouteraient à ce cartel des personnalités moins connues mais tout aussi efficaces à l'image de Z. alias « Evandro » ou de Mehdi Adraouamine alias Gato issu du gang des Oliviers A, une autre plaque tournante du trafic dans les quartiers nord. Le Sirasco attribue à Gato « un rôle de donneur d'ordres sur des faits criminels de haute intensité pour le compte de cette organisation criminelle[22] ».

Voilà brossé à grands traits l'organigramme de ce qui peut être décrit comme l'état-major de la DZ Mafia, lui-même relié à des centaines d'affidés contrôlés via les réseaux sociaux, ce qui lui confère un pouvoir de nuisance jusque-là peu connu dans l'histoire du grand banditisme. Nos ambitieux narcos d'aujourd'hui s'inscrivent – mais le savent-ils ? – dans la lignée de quelques anciens qui ont marqué l'histoire criminelle de la ville, à commencer par un certain François Albertini dit « François le Fou » qui sema la terreur dans le célèbre quartier de Saint-Jean à la fin du XIX^{e} siècle.

Plus d'un siècle avant la DZ, Albertini utilise les mêmes méthodes que nos amis des cités, ordonnant à un jeune proxénète de 16 ans d'abattre trois rivaux. C'est la preuve que la DZ n'a pas inventé la cruauté. Le milieu a toujours prisé les méthodes barbares, le mal est consubstantiel de l'idée même de mafia, c'est son ADN, sa ligne idéologique.

II
Des anciens aux nouveaux narcos

Depuis le début des années 2000, le milieu corso-marseillais jusque-là omnipotent a vu poindre les appétits des équipes de cités soucieux de leur damer le pion sur les juteux profits du trafic de drogue. Les fantômes de la French Connection hantent encore les mémoires, mais ce sont désormais des narcos à l'appétit insatiable qui défient l'État français et n'hésitent pas à piétiner les légendes.

Un fossé sépare le milieu dit traditionnel des narcos des cités. Ils n'ont pas les mêmes goûts, ne poursuivent pas forcément les mêmes objectifs, n'obéissent pas aux mêmes codes. Pourtant, ils partagent une même et profonde amoralité, un mépris évident pour l'humain et une fascination pour l'argent mal gagné. Cela fait des années voire des décennies que ces deux mondes se côtoient, l'un n'allant pas chasser sur les terres de l'autre. Aujourd'hui, les cartes sont redistribuées et beaucoup d'interrogations entourent un assassinat commis le 4 février 2025.

Le soleil brille en ce début de matinée dans la petite traverse du 14e arrondissement qui abrite les locaux d'une société de distribution de boissons. À la tête de l'entreprise depuis plusieurs années, associé à un homme apparemment étranger au grand banditisme, on trouve une figure du milieu, André Cermolacce dit « Gros Dédé » qui se présente comme rangé des voitures et ne craint pas visiblement de mauvaises destinées. Gros Dédé est affairé à vérifier des caisses de boissons promises au comptoir de plusieurs bars de la ville. Son lucratif business consiste à alimenter les commerces, mais également à placer des machines dans les halls de l'hôpital Nord, voire de l'Évêché.

Alors Gros Dédé est méticuleux pour satisfaire le client. Il plonge sa main large dans les cartons pour vérifier la commande. Sa tête est penchée en avant, il ne semble pas se méfier de quoi que ce soit. Dans le milieu, on le présente désormais comme un juge de paix, terme qui désigne celui que l'on consulte en cas de contentieux, qui arrondit les angles avant de prendre les armes. Enfin, ça, c'était à une autre époque, avant l'arrivée des jeunes loups des cités qui préfèrent tirer avant de discuter.

Gros Dédé n'a pas prêté vraiment attention à la mince silhouette encapuchonnée qui s'est glissée dans les locaux. Quelques secondes auparavant, l'intrus a posé sa trottinette à l'entrée de l'entrepôt. Son pas est lent et assuré, un peu comme Denzel Washington dans *Equalizer*. Un regard à droite, un autre à gauche, le killer repère très vite Gros Dédé affairé sur son carton. Le shooter se porte à la hauteur de sa cible, l'identifie en tournant le regard, sort une arme de poing : trois balles dans la tête et puis s'en va.

L'une des dernières gloires du milieu des années 1980-1990 rend son dernier soupir. Le tireur retraverse l'entrepôt sans plus s'affoler, récupère sa trottinette et rejoint un véhicule qui l'attend dans une ruelle proche. Le killer charge l'engin dans la voiture qui se dissout sous l'objectif d'une caméra de surveillance de la ville. Selon certaines sources, le killer serait descendu de la région parisienne…

Itinéraire d'un « beau mec »

Si Gros Dédé n'a jamais été considéré comme un décideur dans le milieu, il a toujours été proche des caïds qui comptent. Son nom s'associe à toute une époque, celle du milieu à l'ancienne où l'on gravit patiemment les échelons. Né à Marseille, il travaille comme plombier, cuisinier, avant de plonger pour la première fois devant le tribunal de Privas en 1974. Depuis, son CV s'enrichit sur le *Who's Who* du crime. Il part fort à la fin des années 1980 en entrant par la petite porte dans l'enquête sur l'assassinat du juge Pierre Michel en octobre 1981. On le soupçonne alors d'avoir fourni et maquillé la Honda 900 Bol d'Or utilisée pour ce contrat. Interpellé à deux reprises, le Corso-Marseillais est cependant mis hors de cause.

Je couvre en 1988 le procès du tireur et du commanditaire François Girard dit « le Blond » devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône. André Cermolacce contrôle alors le quartier de l'Opéra en compagnie de Nani Mancini, qui a émigré depuis en Amérique latine pour fuir les balles et tenir un casino. Régulièrement nous nous croisons sur le cours d'Estienne-d'Orves au retour des audiences devant la cour d'assises aixoise. Cermolacce me questionne, s'intéresse beaucoup au déroulement des débats.

Nos premiers contacts remontent à la parution d'un de mes articles dans la presse locale qui concerne une tout autre affaire. J'ai le souvenir d'une rencontre un peu surréaliste dans l'arrière-salle d'un restaurant du Vieux-Port où il fut question d'une « erreur de la police » dans l'enquête sur un assassinat que j'ai relatée. Autour de la table sont assis trois caïds, dont le visage se détache sous une lumière tamisée. Gros Dédé trône au centre. Les chaînes en or et les grosses chevalières brillent sous la lumière. Je reconnais que, tout jeune journaliste, je n'en mène pas large, bien que l'échange soit d'une grande civilité.

Les trois truands livrent alors leur version de cette affaire terrible où la mère d'un suspect interpellé dans ce dossier d'homicide se suicide en se jetant sous un train à l'issue d'une perquisition à son domicile. Les interlocuteurs l'assurent, « le petit n'y est pour rien ». Ils souhaitent le faire savoir. C'est encore une époque où il est possible de parler avec le milieu. Difficile d'imaginer aujourd'hui une telle rencontre avec les narcos de la DZ…

Gros Dédé est alors considéré comme le bras droit de Jacky Imbert, aussi dit « le Mat », lui-même décrit comme le véritable boss du milieu marseillais. En cette fin des années 1980, le Mat s'allie avec Francis Vanverberghe dit « le Belge » pour former l'une des plus redoutables équipes de killers de ces dernières décennies qui n'a rien à envier à l'équipe feu[1] de la DZ Mafia.

Ce trio des années 1980-1990 a un double rôle : nettoyer les cendres encore fumantes de l'empire de Zampa et annihiler toutes velléités de prise de pouvoir dans le secteur Aix-Marseille, André Cermolacce demeurant pour les policiers une pièce importante du dispositif.

C'est l'époque du milieu corso-marseillais qui, au-delà de Marseille, étend son emprise sur la zone d'Aix-en-Provence avec comme objectif numéro un le contrôle des établissements de nuit. Or plusieurs indépendants

pointent le bout de leur nez, entendent faire preuve d'autonomie. Il devient dès lors fondamental de reprendre la main, par la violence bien sûr. Ainsi pas moins de vingt assassinats sont recensés dans cette guerre des boîtes de nuit.

Deux dossiers marquent les esprits.

L'un concerne la disparition en 1988 du gérant de l'Oxydium aux Milles et du Retro 25 à Luynes. Gérard Doucet se volatilise en compagnie de son ami Luc Botello. La BMW de Doucet est retrouvée dans la pinède. Le sol porte la marque de traces de sang et de minuscules fragments d'os sont récupérés qui ne laissent guère de doute sur le funeste destin de ces deux hommes.

L'autre fait, qui en choquera beaucoup dans le milieu, peu habitué à de telles méthodes, fut l'assassinat le 18 septembre 1993 du jeune Michaël Dahan. Cette exécution commise dans un local de la cité Val Marie située au sud de la ville dans le quartier du Redon peut s'apparenter aux pratiques sauvages de la DZ Mafia. Ce jour-là les tueurs pénètrent dans un local et tirent quatorze balles de gros calibre sur la victime, âgée de 20 ans. Son seul tort fut d'affirmer qu'il allait venger la mort de son père, abattu trois mois plus tôt.

Psycho killers

Mais qui sont donc ces tueurs sauvages qui sèment la terreur en Provence ? Les policiers avaient eu la clé au cours de l'été 1993. Le 22 juin, en effet, un homme adresse un coup de fil anonyme au SRPJ de Marseille. Il évoque quatre assassinats dont celui du père de Michaël : « Celui qui tue, c'est Mariotti[2], celui qui conduit la voiture, Maillet. Je les balance parce qu'ils me doivent des sous. » Et le mystérieux interlocuteur de pointer du doigt André Cermolacce : « Ils m'ont fait une enculerie. C'est la même signature. C'est Gros Dédé et le Belge qui sont derrière. Il va y en avoir d'autres. »

Les enquêteurs sont désormais au parfum qu'un trio de nettoyeurs plus connu sous le nom de « bande du Louis XVI », du nom d'une pâtisserie du quartier de l'Opéra où ils aiment se retrouver, est impliqué dans cette furia sanglante qui marque un point de bascule dans le fonctionnement du milieu

de l’époque. Les trois killers s’appellent Laurent Boglietti, Jean-Jacques Maillet et Noël Mariotti.

Les policiers vont apprendre beaucoup sur cette équipe et sur le fonctionnement du milieu marseillais de l’époque en sonorisant en octobre 1993 un parloir à la centrale de Lannemezan. Ce jour-là, Noël Mariotti vient rendre visite à son frère Bruno, incarcéré depuis plusieurs mois. Tout le gratin du milieu défile dans la conversation, de Francis le Belge à Jacky Imbert en passant par un certain Roland dont on comprend qu’il peut s’agir de Roland Cassone, autre ponte du milieu local. On perçoit des inquiétudes face à certains collègues jugés peu fiables qu’il va falloir « charcler ». Il est question des amis, des ennemis, bref du quotidien de l’époque où l’on devine qui a fait quoi, qui a tué qui et pour quelles raisons.

Un extrait résume un peu la mentalité du moment et le fossé qui sépare ce que l’on appelle aujourd’hui le haut du spectre du bas de l’édifice. On voit ainsi apparaître dans la conversation l’un des clans dominants du milieu corso-marseillais depuis les années 2000, les Barresi. Le nom des Campanella, figures montantes, est également évoqué.

On apprend au détour de l’échange que les Mariotti ont été en conflit un temps avec Cermolacce au sujet d’une partie de poker qui est déroulée au France, un bar bien connu de la mafia locale. Puis le conflit s’est réglé à l’amiable.

À un certain moment, le dialogue, parfois surréaliste, prend une autre dimension, celui d’une analyse du fonctionnement du milieu[3].

« B. (Bruno Mariotti) : Tu sais pourquoi personne ne dit rien, parce qu’ils n’ont pas balancé les gros, c’est-à-dire Barresi et ceux qui fument[4] […] il y a deux milieux dans le milieu, le petit et le grand milieu. Tant que ça dégage le petit milieu ça arrange le grand milieu et puis un jour le grand milieu il voit que ces mecs ils vont tourner.

[…]

B : et Joël ?

N. (Noël Mariotti) : Joël, il fait les machines à sous sur Toulon, Joël, il a acheté une villa à Tourves Saint-Maximin. »

Plus loin, il est clairement question de règlement de comptes contre un rival manifestement pressant : un certain F. associé à un certain Piff. L’élimination du premier semble plus urgente que celle du second. On sent par ailleurs que les frères Mariotti en réfèrent à une autorité supérieure.

« B. : Ce qu'ils comprennent pas c'est que F. il touche aux armes. Piff, c'est pas grave, il a jamais tenu un calibre peut-être de sa vie. F. il peut te faire à toi, tu le comprends pas ! Il faut faire le boucher pas le veau, est-ce que tu le comprends ça ?

[…]

N. : attends, je vais pas parler de ça, il s'en fout, autant dans quatre-cinq mois je le vois plus ! »

On voit bien que le milieu n'a pas attendu la DZ Mafia pour utiliser des méthodes expéditives. Certes, le langage et les personnages ont changé, mais la décision de tuer est la même. Pas la moindre once d'humanité dans tout cela. On tue parce qu'il faut tuer.

Mais l'intérêt de cette conversation reste dans la formulation du petit et du grand milieu. Le petit, c'est celui qui exécute et le grand, celui qui tire les ficelles, commandite tout en étant prêt à effacer toutes les traces en éliminant ses propres tueurs devenus trop encombrants.

Dans l'ombre commencent à poindre doucement, lentement, mais sûrement, nos amis des cités jusque-là utilisés comme petites mains du « grand milieu ». De la main-d'œuvre en somme.

Trop de cadavres jonchent les trottoirs en ce début des années 1990 dans cette guerre des boîtes de nuit aixoises, trop de sang sur le dance floor. Il est temps pour la police de siffler la fin de la partie en lançant l'opération Retro 25. À défaut d'avoir de réelles suites judiciaires, le coup de filet arrête le massacre. Gros Dédé est dans la nasse. Il s'en sortira.

Mais ce n'est que partie remise. Son casier prospère en matière de proxénétisme. Il plonge dans les années 2000 pour une affaire de corruption de policiers de la PJ de Marseille, rebelote en 2016, cette fois-ci dans des dossiers de jeux clandestins. Les bingos placés dans les arrière-salles de bars, c'est le dada de Gros Dédé. D'où des rivalités, d'où des tentatives d'assassinat. Il échappe par miracle en 2004 aux balles des tueurs dans le quartier des Catalans. Ce jour-là, le tireur juché sur un scooter se montre plutôt maladroit. Par la suite, Gros Dédé ne se déplacera plus sans un pistolet-mitrailleur Uzi sur le siège de son 4 × 4.

Vingt ans plus tard, l'homme, en quête de notabilité, ne se balade plus avec son arme. Le climat semble apaisé. On dit Cermolacce retiré des affaires du milieu, soucieux d'en développer d'autres, propres celles-là. Mais sa réputation lui colle à la peau. « Des informations sérieuses parlent au contraire de son implication encore forte dans le domaine des jeux, une

piste qui pourrait constituer un mobile à son assassinat, explique un enquêteur. Malgré le succès des jeux en ligne, les tables de poker ou de barboute [jeux de dés] sont opérationnelles à Marseille avec de fortes sommes placées sur le tapis vert. Contrairement aux idées reçues, la banalisation des jeux en ligne n'a pas fait disparaître les bingos des arrière-salles des bars. Ils génèrent toujours d'importantes recettes. »

Ce secteur juteux a-t-il attisé les convoitises de la DZ Mafia en recherche de diversification ?

Certains éléments de son assassinat interpellent les policiers, notamment l'utilisation d'une logistique low cost. Le killer est repéré la veille par des témoins, tournant autour des entrepôts de l'entreprise. Les caméras de surveillance ont par ailleurs, nous l'avons vu, suivi un véhicule venu récupérer le tueur qui a placé sa trottinette dans la voiture avant de disparaître. Autre aspect intrigant, l'utilisation ici d'un pistolet automatique plutôt que l'habituelle kalachnikov popularisée par les gangs des cités, ce qui pourrait écarter la thèse d'une commandite des narcos marseillais. Mais un enquêteur spécialisé dans les affaires marseillaises se souvient que pour exécuter Rayan Boukoult, le jeune Matteo F. avait abandonné sa kalach pour un colt 45 qui s'est enrayé à plusieurs reprises.

Le caractère très « moderne » du mode opératoire peut renvoyer *a contrario* à la DZ et à une volonté de se diversifier en prenant en main des activités lucratives comme le jeu clandestin et la distribution de boissons, deux secteurs maîtrisés par la victime.

La mort de Gros Dédé marque à n'en pas douter un basculement, une rupture dans l'équilibre qui voyait depuis quelques années le milieu dit traditionnel contrôler le centre-ville et les gangs des cités gérer le trafic de drogue. Jamais en effet ces derniers n'avaient osé s'en prendre à un boss de l'autre rive. L'assassinat de ce « beau mec » sème le trouble sur l'état de santé du milieu dit traditionnel. Confidence policière : « On ne sait pas ce que font les Corso-Marseillais, car ils ne se rendent pas coupables, contrairement à la DZ Mafia, de trouble majeur à l'ordre public. La clé de l'action publique est bien souvent une communication médiatique exacerbée, or ces derniers temps la guerre entre la DZ et Yoda produit un phénomène de saturation de l'espace judiciaire. »

Dans ce contexte, la main de la DZ demeure une piste sérieuse, même si ici elle n'est pas unique.

Berrahma visionnaire

Comprendre la DZ Mafia implique forcément de poursuivre la machine à remonter le temps et de se projeter dans une autre année charnière, 2006, marquée par deux assassinats emblématiques.

Nous sommes en mars. Les policiers de la brigade criminelle de la PJ sont appelés pour intervenir sur la route départementale qui relie les communes de Berre et de Vitrolles. À leur arrivée sur place, ils découvrent un 4 × 4 Mercedes criblé comme une passoire. À l'intérieur gît Roch Colombani, la tête enfoncée entre les sièges conducteur et passager. Entre ses cuisses trône un pistolet Glock chargé qu'il n'a pas eu le temps d'utiliser. Les tueurs ne lui ont laissé aucune chance.

Roch Colombani était surtout connu jusque-là à travers une affaire d'assassinat à Nice touchant son cousin Christian Tomasi et un trafic de stupéfiants entre la France et l'Espagne. Mais c'est son activité dans le secteur des machines à sous dans la zone de l'étang de Berre qui a visiblement motivé cette exécution commanditée, les policiers en sont convaincus, par un certain Farid Berrahma.

Originaire de Salon-de-Provence, ce dernier peut entrer dans le casting de la « Maghreb Connection ». Connu par ses surnoms, « l'Indien » en raison de sa queue-de-cheval et du catogan qui ne le quitte pas ou plus communément comme « le Rôtisseur », le truand est un voyou formé à l'ancienne qui a compris les enjeux modernes. « Rôtisseur » car il a pris pour habitude de faire griller ses victimes dans leur véhicule au cours des règlements de comptes, non tant par sa volonté d'afficher sa cruauté que pour effacer toutes traces et indices exploitables. C'est en quelque sorte un effet pervers des progrès de la police scientifique. On flingue et on brûle.

Berrahma a plusieurs cordes à son arc dont le domaine de jeux clandestins dans la zone de l'étang de Berre, un secteur que lorgne Roch Colombani, d'où son exécution sans sommation. Mais le Rôtisseur s'illustre beaucoup dans le trafic de drogue. On le voit souvent en Espagne proche d'Antoine Cossu, le beau-frère de Francis le Belge qui supervise au cœur des années 1990 un important trafic de cocaïne en provenance d'Amérique du Sud, démantelé par la PJ de Marseille. Nom de code de l'opération : Topaze. Cossu est un malin connu sous le surnom de « Tony l'Anguille » pour sa faculté à échapper aux poursuites judiciaires. Mais ce n'est qu'une

réputation : durant l'opération Topaze, l'anguille est prise dans l'impressionnant filet policier qui ramène d'autres gros poissons comme les Varois Perletto ou une figure mythique de « la French », Jean-Claude Kella. C'est l'heure de gloire des vieux de la vieille du milieu la tête plongée dans la coke qui développent leur business entre la Colombie, l'Espagne et la France.

Berrahma, que l'on surnomme aussi « le Gris », apparaît dans des écoutes du dossier Topaze et l'on comprend qu'il est en phase de reconquête de territoire au moment de son interpellation en Espagne en 2001. Berrahma est extradé mais remis en liberté en France dans l'attente du jugement de son dossier qui est disjoint. Des écoutes du dossier Topaze laissent entendre que Berrahma rentre « pour faire le ménage ».

L'Indien choisit, et cela le mènera à sa perte, d'entrer en guerre avec les Corses pour le contrôle des machines à sous et le racket, non seulement sur la zone de l'étang de Berre, mais également sur Aix-en-Provence, zone placée sous influence insulaire depuis l'assassinat du Belge à Paris en 2000. Roch Colombani se serait montré très entreprenant pour reprendre les affaires de Berrahma durant son exil ibérique. Ce dernier aurait donc réglé le problème à sa façon.

L'histoire veut qu'un étrange pacte se soit alors noué lors des obsèques entre le père de Colombani et plusieurs membres influents du milieu corse présents, dont un certain Ange-Toussaint Federici dans le dessein de venger la mort du fils. « ATF » est avec son frère Jean-François le bras armé de l'équipe dite des « bergers braqueurs de Venzolasca » qui doit ce surnom à une très lointaine activité pastorale sur la plaine orientale. Elle est surtout connue comme une équipe criminelle de premier plan mêlant activités légales et illégales. Une mafia en somme.

Le 4 avril 2006, ATF engage son chargeur dans le véhicule qui le conduit au bar des Marronniers situé dans le 14^{e} arrondissement. Il accompagne un commando de sept tueurs qui a pris place dans trois véhicules. À l'intérieur du bar, Farid Berrahma regarde un match de foot de Ligue des champions entre le Milan AC et Lyon en compagnie de deux de ses lieutenants. Le commando pénètre dans le bar, arrose les lieux au fusil d'assaut, au fusil à pompe et au pistolet automatique. Un déluge de plomb s'abat sur l'Indien, touché par neuf impacts. Ses deux associés sont eux aussi criblés de balles. L'enquête permettra plus tard de confondre ATF, touché par un tir de riposte, et de remonter grâce à un prélèvement ADN au caïd corse, dont on

apprend qu'il fut opéré par la suite dans une clinique marseillaise sous un faux nom avant d'être exfiltré[5]. Les Corses ont signé leur crime : il intervient le jour anniversaire de la naissance de Roch Colombani.

S'il s'intéressait aux machines, Farid le Rôtisseur avait d'autres desseins, notamment celui de développer le trafic de drogue dans les cités des quartiers nord. « Sa force était d'avoir réussi à monter une filière d'importation de résine de cannabis en provenance du Maroc et d'alimenter les points de deal, notamment le Castellas et les Micocouliers, en s'associant à des familles locales, proches des gitans de l'étang de Berre. Il fonctionnait avec un deal passé avec les Corso-Marseillais qui contrôlent le centre-ville lui laissant les mains libres dans les quartiers nord en échange de rémunérations », explique un enquêteur de la PJ qui a suivi la montée en puissance de Berrahma. « Son assassinat a en fait totalement déséquilibré le rapport de force. On peut dire que sa mort a en quelque sorte porté sur les fonts baptismaux quinze ans plus tard la future DZ Mafia. »

Berrahma mort, de nouvelles guerres se déclenchent en effet entre équipes des cités pour reprendre la filière d'importation laissée vacante. Le monde du crime a horreur du vide. « À partir de cet instant ils se sont dit : c'est mon tour. » La guerre pour le petit royaume de la came peut commencer et elle sera dès cette époque d'une terrible intensité.

Et pendant ce temps-là que font les Corso-Marseillais ? Deux familles sont dès cette époque à la pointe, nous l'avons dit, les Barresi et les Campanella, deux patronymes qui tintent fort sur le centre-ville, deux royaumes sur lesquels lorgneraient les narcos à l'appétit féroce de la DZ Mafia. Mais s'attaquer à eux, c'est une autre affaire.

Retour dans les quartiers nord avec notre machine à remonter le temps pour tenter de comprendre comment la France a pu laisser prospérer la gangrène qui de Marseille s'est propagée au fil du temps à tout le territoire. Le signal d'alarme a sonné à plusieurs reprises au cœur des années 2000 mais personne ne semble l'avoir entendu.

Blacks contre gitans

Nous sommes le 27 janvier 2009. Il est 3 heures du matin. Cinq jeunes dealers du clan Bengler roulent à bord d'une Peugeot 405 passablement

cabossée sur le chemin de Sainte-Marthe. Depuis quelque temps, ce clan issu de la communauté des gens du voyage est en conflit féroce avec les Comoriens de la famille Ahamada dirigé par Djoussouf, surnommé « Sénateur ». Jusque-là, les deux équipes se partageaient sans animosité deux plans de drogue dans la cité des Lauriers. Les Blacks, en échange de certains services, dont la fourniture de véhicules, avaient laissé un petit point de vente aux gitans. Des miettes en somme.

Le plan principal tenu par les Blacks étant considéré comme plus juteux aiguise les appétits des gitans, qui veulent se l'approprier. Les deux frères Nicolas et François Bengler ont les dents longues et souhaitent désormais prendre le contrôle des Lauriers avec l'intention de monter leur propre filière d'importation. Ils sont fortement soupçonnés d'avoir éliminé un membre de l'équipe d'en face, un certain Frédéric Tapia en 2008. Pour les Ahamada, ce crime ne peut rester impuni. Et la vendetta peut commencer.

La Peugeot 405 stoppe à hauteur d'un feu rouge sous le pont de chemin de fer qui traverse les cités. À l'intérieur du véhicule, les cinq occupants somnolent, seul le chauffeur ouvre un œil pour guetter le feu vert. Il n'a pas prêté attention au break Laguna qui vient de stopper derrière eux, peu après qu'une moto s'est portée à leur hauteur. Deux tireurs descendent du break, arrosent la Peugeot à la kalach : trois des occupants sont abattus. Deux autres sont grièvement blessés mais parviennent à se glisser à l'extérieur et à se sauver comme un gibier blessé fuyant son chasseur. Placés sur le côté droit de la Peugeot, ils ont échappé au pire. Parvenus sur place, les policiers relèvent quatorze impacts dans la voiture et quarante-deux douilles jonchent le sol. C'est l'un des règlements de comptes les plus sanglants de l'époque. Encore aujourd'hui, le pont de chemin de fer porte les stigmates du carnage et des impacts de calibre 7,62 et 9 mm. Marqué dans l'histoire du crime.

Dans les couloirs de l'Évêché, on parle désormais du « quintuple Sainte-Marthe », considéré comme l'acte de naissance du narcobanditisme. Le terme désigne des équipes polyvalentes qui peuvent passer d'un enlèvement à une livraison de drogue, d'un « réglo » à une tentative de racket ou un braquage avec une grande fluidité. Leur pouvoir, ils le tiennent bien sûr des profits inouïs tirés du trafic de came. Cette tuerie de Sainte-Marthe consacre en outre l'usage désormais généralisé de la kalachnikov, cette fameuse AK47 que l'on se procure de plus en plus facilement dans les quartiers nord pour à peine 1 500 euros : une arme redoutable, précise, fiable et d'une grande facilité d'utilisation. Elle permet de tirer en rafale ou au coup par

coup. Qu'elle soit russe, de fabrication chinoise ou serbe, la kalach prospère depuis des décennies dans le monde entier à des millions d'exemplaires. C'est l'arme de tous les conflits de par le monde y compris ceux qui opposent les narcos.

Le conflit Blacks-Bengler suppure, les morts se succèdent alors que dans l'ombre des plus jeunes observent. Ils comptent tirer des enseignements de la généralisation d'une violence aveugle collée à une logique d'entreprise, celle de la drogue.

L'un des dossiers les plus emblématiques de cette période témoignant de la percée des narcos concerne une nouvelle fois les frères Nicolas et François Bengler, placés cette fois-ci en position d'attaquants supposés.

19 novembre 2010. Les Bengler, pense la police, décident de s'en prendre à la cité du Clos la Rose tenue par les Ahamada. Deux véhicules, une Audi TT et une Alfa Romeo 147 rouge, pénètrent dans l'enceinte et se rapprochent du point de deal. Le jeune Jean-Michel Gomez a pris sa place de « chouffeur » en s'installant dans un fauteuil comme un petit prince du deal. Soudain des détonations, cinq balles touchent Jean-Michel, qui décède quelques heures plus tard à l'hôpital militaire Laveran. Lenny, 11 ans, a plus de chance, il survivra, mais prend une balle dans la mâchoire.

Toute la violence de l'époque s'exprime dans une conversation enregistrée entre Stéphanie, compagne de François Bengler, et Crystèle, compagne d'un complice, qu'elle désigne sous le doux surnom d'« Ange »[6].

« Stéphanie : T'as vu encore ce p'tit jeune qu'ils ont tué au Clos ?

Crystèle : On tue pas ma sœur Ange pour rien… j'avais envisagé tout à l'heure Ange… mais je dis rien à Ange parce que…

S. : 11 ans et 16 ans… Putain c'est grave… il est pas mort le petit de 11 ans. Mais bon il va être amoché […] et toi tu l'as pas appelé l'autre ?

C. : Non… mais il m'a dit rappelle-moi vers 8 heures au moment de manger… mais j'ai pas appelé. J'ai rappelé hier soir vers 9 heures et demie… mais il répondait plus… mais Juanito m'a dit appelle-moi demain on va manger… nanana… je suis dehors et tout et j'ai dit ça va mais tant il va t'appeler… Ange parce qu'il est dehors, Ange.

S. : Tu l'as appelé ?

C. : Hein ?

S. : Ben appelle-le.

C. : Ah non ! C'est bon ! pour faire quoi ? … »

Malgré de très fortes présomptions qui pourraient notamment découler de ces écoutes, Nicolas et François Bengler ainsi que leurs complices présumés seront pourtant acquittés plusieurs années plus tard par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône pour ce crime. La déposition de Lenny, devenu très évasif à la barre – il ne semble plus reconnaître les agresseurs –, aurait lourdement pesé dans le verdict.

Les frères Bengler sont en revanche condamnés le même jour pour l'enlèvement en décembre 2010 du frère d'un buraliste du parc Kallisté. Le 14 décembre, Mohamed Kacemi gigote, allongé sur un matelas, les mains et les pieds attachés, dans une villa de Célony sur les hauteurs d'Aix-en-Provence. Depuis six longues journées, il désespère dans le noir, sa vue est obstruée par la cagoule qui couvre son visage. L'angoisse le gagne, il ignore où il se trouve mais pressent que le pire peut arriver.

Soudain, un bruit de porte qui s'ouvre : « Police. » Mohamed vient d'être libéré au terme d'une remarquable enquête de la brigade criminelle qui, grâce à une analyse de téléphonie, les a conduits à cette villa discrète. Les policiers découvrent le malheureux tapi dans un réduit sordide avec pour seule compagnie ce matelas jeté à même le sol et quelques boîtes de conserve. Son visage est tuméfié, la victime est terrorisée. Durant leur perquisition, les enquêteurs tombent sur une tronçonneuse dont on imagine aisément l'usage qui allait en être fait. Un frisson les parcourt.

Les investigations révèlent que les Bengler souhaitaient par ce kidnapping faire pression sur le frère du buraliste, par ailleurs trafiquant de drogue à ses heures, car ils lorgnent sur sa filière d'importation. Icham – c'est son prénom – tombera d'ailleurs quelques années plus tard pour trafic de drogue. Cet épisode témoigne surtout d'un phénomène de diversification de cette narco-criminalité vers de nouvelles sources de profit comme le racket ou le rapt, phénomène qui va se développer avec la DZ Mafia.

Des victimes de plus en plus jeunes, une sauvagerie incontrôlée, des appétits insatiables, le terreau de la DZ est bien là, il ne demande qu'à mûrir au gré des différentes guerres qui s'ouvrent entre gangs des cités avec leur lot de cadavres. Pour les policiers, il faut s'adapter à cette nouvelle forme de délinquance. Deux hommes sont alors aux commandes de la police judiciaire de Marseille : Éric Arella, le patron, et Fabrice Gardon, son adjoint.

Éric Arella a dirigé la DIPJ[7] qui couvre alors toute la région sud de 2015 à fin 2022. Il se souvient de l'intensité du travail : « Le grand virage s'opère

durant l'année 2016, marquée par un nombre très important de règlements de comptes, vingt-sept au total. Avec Fabrice Gardon, nous avions mis en place depuis deux ans la méthode proactive qui consiste à agir en amont par l'investigation et le renseignement pour procéder à des interpellations préventives par le biais de procédures d'association de malfaiteurs qui permettent de déjouer des "réglos" avant qu'ils ne soient commis. Je note que dans cette année 2016 nous avons déjoué douze règlements de comptes, chiffre exceptionnel. Mais pour parvenir à de tels résultats il convient d'avoir des moyens importants, du personnel mobilisé. »

Et c'est là tout le problème, l'État n'a semble-t-il pas compris toute l'importance des enjeux dans ce moment charnière, ce qui a permis au narcotrafic de prospérer dix ans plus tard dans des proportions que l'on ne pouvait imaginer dans le pire des cauchemars d'un ministre de l'Intérieur. Le ver pénétrait lentement dans le fruit alors que bien des services enviaient le dynamisme de la PJ de Marseille, qui ne pouvait anticiper de se faire déborder ainsi, tant le service pensait maîtriser la situation par sa connaissance fine des réseaux issue de la mise en place de la méthode proactive. Ces investigations sont alors confiées à des équipes d'enquête dédiées et détachées du travail quotidien des saisines judiciaires, ce qui permet une analyse à long terme de l'évolution des réseaux mafieux.

Éric Arella, qui dirige aujourd'hui la Sûreté publique de Monaco, a connu la gestation de la DZ Mafia durant l'année 2022 et rappelle qu'il avait alerté à plusieurs reprises sur la montée en puissance du narcotrafic marseillais et sur son extension à d'autres villes, Avignon, Nîmes, Nice, mais également Dijon ou Besançon. Comment anticiper *in fine* un tel développement du narcotrafic, des prix aussi bas, une surproduction de cocaïne exponentielle, du shit en veux-tu en voilà, débarquant par dizaines de tonnes, des consommateurs irresponsables qui ne pensent pas une seconde à ce qui se cache derrière le business sordide de la came ? Comment en effet penser au pire du pire alors que certaines années sont effectivement plus morbides que d'autres, mais jamais on n'aura pensé au cap effrayant de l'année 2023 avec ses quarante-neuf cadavres hachés à la kalach ?

« J'avais par ailleurs alerté en 2022 sur la nécessité d'être attentif à la réforme de la PJ qui tendait à départementaliser le fonctionnement, alors qu'il est *a contrario* nécessaire d'avoir une vision transversale compte tenu de cette volonté expansionniste. Je n'ai pas été entendu, c'est regrettable[8].

Ceci étant, concernant la DZ Mafia, nous n'avions pas imaginé qu'elle prenne une telle dimension. »

Aujourd'hui, les narcos continuent de grimper sur l'échelle du profit, de s'entretuer pour garder la main sur la martingale de la came. Ce système mortifère plonge des quartiers entiers dans la peur.

III
2021-2023 : la DZ monte en puissance

Depuis 2016, le marché de la came à Marseille ne cesse de prospérer de même que les règlements de comptes. En 2021, le conflit se cristallise sur le plan stratégique de la cité de la Paternelle dans un conflit qui oppose un certain Karim Harrat[1] et le clan Laribi pour arriver *in fine* à cette opposition frontale entre la DZ Mafia et les Blacks de Yoda. Nous nous référons ici à deux guerres de la Paternelle comme curseur de la montée en puissance de la DZ Mafia.

Marseille pue donc la came en cette année 2021 qui voit poindre les appétits insatiables de Karim Harrat. À son niveau, il est en quelque sorte un précurseur de la DZ Mafia, celui qui comprend que l'on peut tout obtenir par la violence et l'argent. Plus cette violence est aveugle, sauvage, imprévisible, plus elle génère un sentiment d'impuissance mêlé de peur, la peur de ces chiens fous qui tirent comme ils respirent avec une kalach. On arrive, on arrose et on s'en va, qu'importent les victimes collatérales.

Cette violence imprévisible fait la force des trafiquants qui ont décidé de prendre en main un territoire pour imposer leur loi, celle de la mafia. Rien ne se passe sans eux, ne serait-ce que simplement pénétrer dans une cité pour voir un malade, effectuer une livraison, livrer du courrier, réparer une fuite d'eau, placer un compteur électrique… Tout est compliqué dans les cités. Territoire marqué par la douane des dealers qui décide qui entre et qui sort. L'État est dépassé, débordé, impuissant.

Le nœud du conflit, la cristallisation des ambitions, se situe autour de cette cité de la Paternelle où quatre points de deal sont tenus par les Blacks. Philippe Frizon, ancien de la PJ de Marseille, explique : « Tout commence par l'élimination en 2019 de Farid Tir, le frère de Karim, manager du rappeur Jul, liquidé cinq ans plus tôt en 2014. Farid aurait été abattu car il voulait reprendre le point de deal des Magasins à la Paternelle. Cette guerre va générer des règlements de comptes durant deux années. Une équipe se constitue qui regroupe Harrat, Amine O., Gabriel O. et Z. même si ces deux derniers ont été interpellés en septembre 2019. Au fil du temps, Amine O., Gabriel O. et Z. vont s'allier et se retourner par la suite contre Harrat. » Mais on n'en est pas là en ce début 2021. Harrat, alias le Rant, a toujours le vent en poupe.

Philippe Frizon insiste sur le caractère stratégique de l'année 2021, marquée au printemps par une autre guerre qui débute opposant deux autres gangs. D'un côté, les Oliviers A, tenus par un certain Kamel M. alias « Souris » associé avec Eddy M. dit « le Barge » ; de l'autre, les Blacks qui tiennent les Lauriers et la plupart des points de deal des cités marseillaises et des grandes villes du sud de la France. Les cadavres jonchent le sol.

Harrat profite de la situation pour s'engager en 2021 dans ce que la PJ baptise la « première guerre la Paternelle », conflit qui déborde sur Bassens, fief des Laribi, et sur les anciens points de deal tenus par les Bengler.

Le conflit va se cristalliser autour du point de vente stratégique des Magasins. Harrat était au départ l'un des porte-flingues du clan Laribi.

Dans un premier temps, l'élève parvient à dépasser le maître en s'alliant les services de « la Brute » alias Mahdi Zerdoum. Mais Zerdoum retourne très vite sa veste, se range du côté de Laribi pour faire la guerre à Harrat. Ce dernier est dès lors soupçonné d'être impliqué dans plusieurs règlements de comptes, ce qui amène son interpellation le 14 novembre 2021 à l'aéroport de Casablanca sur mandat d'arrêt international.

Une affaire retentissante va permettre de mieux comprendre le fonctionnement des réseaux marseillais, l'affaire Sky ECC, qui met en scène un système de communication cryptée créé au Canada qui sera quasi exclusivement utilisé par le crime organisé à travers le monde[2]. Le système fonctionne avec des mobiles spécifiques sur lesquels est greffé un système de communication qui permet d'échanger SMS, photos, vidéos mais également des messages vocaux. Au total, près de cent quatre-vingt mille appareils ont été diffusés à travers la planète. Grâce à la collaboration

d'Europol, trois pays concentrent leurs efforts pour craquer le système : la France, qui abrite le serveur, la Belgique et les Pays-Bas qui parviennent les premiers à identifier le code. Si le système prévoit bien un mode d'effacement de messages sur l'appareil concerné, il contient une faille : les messages sont conservés sur le serveur, et cela, les criminels l'ignorent.

Les policiers européens mettent alors la main sur une véritable caverne d'Ali Baba du crime, plus d'un milliard de messages et d'images parfois insoutenables où l'on voit des corps torturés ou passés dans des hachoirs à viande… Le craquage a permis notamment de confondre et d'interpeller à Dubaï Raffaele Imperiale[3], l'un des membres les plus actifs du supercartel. Cette structure – pilotée par le leader de la Mocro-Maffia, Ridouan Taghi[4], un Irlandais, un Serbe, un Colombien et le Napolitain Imperiale – est considérée comme responsable de l'importation du tiers de la cocaïne importée en Europe via les ports d'Anvers et de Rotterdam. Sky ECC permet également d'interpeller en Colombie Otoniel[5], le successeur de Pablo Escobar, ou de neutraliser le clan serbe Kavac[6].

Concernant Marseille, le décryptage de Sky se concentre en priorité sur Karim Harrat qui dialogue à livre ouvert sur plusieurs exécutions, dont celle de Farid Tir, en 2019, considérée comme un acte fondateur de ce qui deviendra plus tard la DZ Mafia. Les conversations entre Karim Harrat et Mohamed Seghier[7] permettent ainsi de comprendre que ce dernier veut venger l'assassinat de son frère Karim, qu'il attribue à Farid Tir. On apprend aussi par Sky que l'exécution de Karim Seghier, en août 2010, a été fêtée à Dubaï avec champagne et jolies filles au menu.

Installé à Dubaï, Karim Harrat gérerait les règlements de comptes à répétition pour lesquels il est inculpé et qu'il nie. Il nie aussi avoir recruté via les réseaux sociaux de très jeunes killers qu'il aurait envoyés en mission. La DZ Mafia tirera de précieux enseignements de ses méthodes expéditives.

Mais, en cette année 2020, tout va encore pour le mieux dans le petit monde du Rant grâce à un personnage qui a beaucoup intéressé les policiers marseillais, mais pas qu'eux, un certain Abdenasser L. alias « Nisso »[8]. « On s'intéresse à lui à la fin 2020 à la suite d'un signalement transmis par la sous-direction pour la lutte contre la cybercriminalité devenu depuis l'OFAC[9] », explique Philippe Frizon avant de poursuivre : « Nisso apparaît comme le principal pourvoyeur d'appareils Sky sur la région Sud. C'est au départ un dealer de petite envergure. On ignore ici comment il s'est

connecté au réseau Sky au niveau national et international. Ce que l'on sait, c'est qu'il est proche de Karim Harrat et de son lieutenant de l'époque, Mahdi Zerdoum. »

Si les Marseillais manquent d'informations sur Nisso, il n'en est pas de même du juge d'instruction de la Junalco[10] Brice Hansemann, qui interroge l'intéressé le 28 juin 2021 dans son bureau parisien. On apprend alors que Nisso s'est connecté avec le réseau Sky tout simplement via le site Internet de l'entreprise en cliquant sur une icône : « Devenir revendeur, contactez-nous ? » et qu'il a fait ses premières armes en 2019. Cela aurait été motivé par sa « passion pour l'informatique[11] ».

Mais Nisso a d'autres passions, notamment l'argent et la came. Il parvient à caser des dizaines d'appareils vendus entre 1 200 et 3 000 euros pièce en fonction de la durée d'abonnement. Il aurait eu d'autres fonctions, celle de contrôler un plan de drogue. Pourtant, ce garçon aurait pu avoir un autre parcours. On est loin du gamin perdu dans les cités sinistres, ce qu'il reconnaît lui-même : « J'étais éboueur, pour la commune de Marignane, je suis rentré en 2020 un peu avant le confinement. Pour vous répondre, j'ai eu un bac économique et social à Marseille au Lycée Notre-Dame de la Viste. Après mon bac ES, j'ai fait un diplôme en comptabilité-gestion au lycée Marie-Curie à Marseille. J'ai arrêté au bout de la deuxième année car cela ne me plaisait plus. Par la suite, j'ai travaillé pour un label de musique, 13^{e} Art Music, j'étais le community manager de quelques artistes, je gérais leurs réseaux sociaux. Vous me demandez comment je suis rentré à la mairie de Marignane par le biais d'un ami […], il était agent de voirie et ensuite je me suis intégré à la société et j'ai travaillé jusqu'à mon arrestation[12]. »

Curieusement, ce n'est pas pour des faits marseillais qu'il plonge, mais pour sa participation à un réseau installé dans le Pas-de-Calais qui ne lui valent pas moins de quinze chefs de mises en examen, notamment pour association de malfaiteurs, blanchiment et fourniture de prestations en cryptologie. On apprend dans cette audition que Nisso s'est rendu au Mexique, qu'il a rencontré des Hollandais avec lesquels il a parlé de Sky, preuve si l'on en doutait que les trafiquants marseillais sont parfaitement connectés au niveau international.

Face aux questions pressantes du magistrat, Nisso commence à lâcher quelques clés sur son rôle en reconnaissant qu'il est chargé de récupérer des fonds dans la cité des Micocouliers. Face à lui, le juge dispose des messages

enregistrés via Sky qui mettent en scène un individu répondant au pseudo de KLRLAO et qui n'est autre que lui-même. Sa position est inconfortable.

Nisso dirige la manœuvre dans le détail. Ainsi, le 6 février 2021, il s'inquiète de la présence de policiers dans le secteur qui nécessite de trouver un appartement comme planque aux Micocouliers[13] : « les gars par Allah il faut un appart, je suis avec le gérant là il faut un appart obligé la même au Castellas a coter ou vers la Maurelette ». On comprend que les trois cités, le Castellas, les Micocouliers, la Maurelette, c'est un même et unique royaume. Plus loin, Nisso s'agace : « Pask on peut faire des sous mais y'a des pannes le temps que le gérant va chercher les affaires il les cache dehors tout çà donc il faut obligatoirement trouver un appartement. »

Puis KLRLAO se fait plus pressant encore : « Non dans l'appartement il met de quoi on a besoin pour la journée au charbon », « comme ça le gérant se fait pas rendre fou avec les aller retours ». Le charbon n'est autre que le travail sur un plan de drogue. D'où l'expression « charbonneur » pour désigner le dealer présent sur place avec sa sacoche qui fournit les clients et engouffre les billets.

Les messages révèlent aussi des méthodes de management musclées des gérants dont l'un est roué de coups car, dit-il, « il nique les Micou ». « Se gros fils de pute quand c'est Ferat c'est 4 000, quand c'est lui on fait des 1 700. » On comprend de façon limpide qu'un plan des Micocouliers tournant à plein régime rapporte 4 000 euros par jour. Et surtout que l'on n'hésite pas à passer à tabac un gérant pour mauvais rendement. Des photos du « gros fils de pute » le visage tuméfié sont diffusées pour l'exemple sur Sky ECC. Nisso répond : « Ça va servir de leçon pour les autres gérants. » Management par la terreur donc dans ce Marseille de la peur. Un management dont va s'inspirer plus tard la coupole de la DZ Mafia.

Nisso continue son business et se croit avant tout à l'abri des regards, bien caché derrière la technologie de Sky qu'il croit inviolable. Il se trouve en réalité à l'air libre, mis à nu. Tous ses faits et gestes au jour le jour, tous ses contacts, tout ce qu'il dit ou écrit sont une mine d'or pour les policiers lancés à ses trousses. Rien ne leur échappe, notamment l'aspect financier des transactions, les paiements bancaires.

Le 10 mars 2021, un commandant de police se trouvant dans les locaux de la PJ à Nanterre constate ainsi que « régulièrement en fin de mois Abdenasser L. (KLRLAO) recevait des factures de paiement émanant de la

structure Sky ECC identifiables par leur Sky ID se terminant par ECC ». L'enquêteur note aussi des paiements en bitcoins.

Une liste impressionnante de contacts apparaît avec des pseudos étonnants associés à un identifiant de cinq lettres : Donald Trump, Poutine, Verstappen, Gatsby, Sergi Roberto, Gargamel, Rolex ou… Saddam Hussein. Dirigeants mondiaux, pilote de F1, joueurs de football, l'imaginaire presque enfantin des trafiquants témoigne d'un niveau culturel qui l'est tout autant.

Au fil des investigations les enquêteurs parviennent à identifier Harrat au travers de deux ID et de pseudos assez prévisibles de joueur de foot brésiliens : Diego Costa et Thiago Alcântara. Le policier note : « KLRLAO se présentait comme un lieutenant de ce dernier, présent sur place, il relayait les instructions du Rant, organisait et gérait les préparations des pochons de cocaïne et de cannabis tant dans les quantités que dans leur tarification, recevait les comptes tous les jours et récupérait les sommes en espèces afin de payer ses jeunes et faire retour des grosses sommes d'argent au Rant[14]. »

Mais les conversations ne se limitent pas à des questions logistiques sur le trafic de drogue, il est aussi question d'éliminer les concurrents. Le 25 février 2021, un individu converse avec Nisso sous le pseudo 2DNYQN. Derrière ce code se dissimulerait en fait l'un des futurs membres du noyau dur de la DZ Mafia (« La Brute ? »). Ce dernier affirme avoir reçu des menaces des cousins des Rahrah, une équipe rivale. 2DNYQN demande s'il a le feu vert « pour le faire dormir ». On comprend : « pour toujours ». On comprend que ces tueurs de la came obéissent toujours à une chaîne hiérarchisée. On ne tue pas sans l'aval du chef, en l'occurrence ici Harrat. Et comme dans une entreprise on suit la hiérarchie. Pas question en effet de contacter directement le boss.

2DNYQN s'inquiète auprès de Nisso : « Le frère sa ma suivi taleur le couz a Ali Rahrah et Farès Rahrah[15] quoi je l'ai que sur jaune a boco stp voi avec le r que là il va fair Dodo le couz a Ali ». En message clair cela signifie que le killer qui se sait suivi par deux ennemis demande à Nisso de contacter le Rant à Dubaï pour valider l'élimination de la cible.

2DNYQN : « Je l'es croisé a un snack il m'a dit quoi tu bosses au Micou je lui pk il m'a dit fait tes sous et taille toi ils von mourir. »

Le contact explique par la suite à Nisso qu'il est parti et qu'il a été suivi jusqu'à Sainte-Marthe. Et de conclure : « J'ai réussi à leur faire un boulot ». « Mais voilà frère, j'ai pas peur de eux j'ai déjà bossé sur son couz je sais où le trouver », « je lui fait fair Dodo ». « Moi c'est pour ma secu Frérot

moi ou eux frero »… « et oui mon frère, moi sayer je suis op. J'ai le pilote déjà ».

Voilà en quelques mots de langage SMS froid comme un rasoir la programmation d'un règlement de comptes dont on ignore au demeurant s'il est allé jusqu'au bout. C'est aussi simple que cela, quelques mots postés comme un message de mort dans une lutte sans merci, pour la survie dans l'enfer de la came marseillais.

Parfois, il ne s'agit plus de came ou de flingage, mais de commandes d'armes vaguement codées. Le 21 juillet 2020 tombe ainsi sur Sky la commande : « 2x7,65 ; 3 gilets lourds (s, l et xl), 2X9mm12 coups mini, 1 revolver 6 coups tout sauf 38 spécial, 1 Pompe six coups min, 2 Scorpion, ou 2 Guitar ou 2 m4 ». La commande est manifestement destinée à une expédition punitive avec deux pistolets 7,65 et deux 9 mm, un revolver 9 mm, un fusil à pompe, deux pistolets-mitrailleurs Scorpion ou au choix deux kalachnikovs (Guitar) ou deux M4, une version raccourcie du fameux M16 américain, donc plus facile d'utilisation, preuve qu'il est décidément aisé de s'approvisionner en armes dans les quartiers nord de Marseille, véritable armurerie à ciel ouvert.

Mais Nisso ne se contente pas de transmettre les demandes de validation de ces « contrats » très particuliers à son boss installé à Dubaï. Le fidèle lieutenant tient une comptabilité précise et rigoureuse du trafic par des messages réguliers détaillés sur Sky comme en cette journée du 6 décembre 2020 sur les ventes de cannabis et de cocaïne :

« 06/12 chite :
Départ : 1210+800=2010
600 sous
Fermeture = 1410
Caisse = 15700+600 =16300
1500 mandat Barcelone
= 14800
Il reste 9,8 kg et 23.690 détaille[16] »

Tel serait, d'après le procès-verbal d'interrogatoire de Karim Harrat de juin 2021, le bilan d'une journée de deal de cocaïne et de résine aux Micocouliers sous son contrôle. La drogue est un business qui rapporte gros, alors comme dans tout business il faut organiser, régenter et punir quelquefois les récalcitrants et neutraliser définitivement les concurrents…

Sky aurait pu continuer longtemps à fonctionner si une opération combinée menée le 9 mars 2021 par les polices belges et néerlandaises n'avait sifflé la fin de la partie et poussé les utilisateurs marseillais à ne plus communiquer via ce système. Le même jour, la police française place sous scellés trois serveurs informatiques à Roubaix dans les locaux de l'hébergeur OVH loués par la société Sky Global. Grâce à leur décryptage, les policiers européens ont eu pendant des mois et en direct un panoramique du trafic de drogue avec toutes ses ramifications, qu'il s'agisse d'achat, de vente, de blanchiment ou bien sûr de représailles. Le sinistre spectacle des messages Sky est effarant, terrifiant comme cette chambre de torture installée dans un container. On y voit un fauteuil de dentiste, des sangles pour attacher les futurs suppliciés et tout un matériel destiné à faire parler les récalcitrants.

Sky a surtout permis de mieux mesurer l'ampleur du trafic de drogue en Europe et particulièrement de la montée en puissance de la cocaïne. Jérôme Bonnet, patron de la DNPJ[17] et alors directeur d'Europol, nous confie avec inquiétude en 2022[18] que « la consommation de cocaïne a augmenté de 30 % en deux ans sur le Vieux Continent avec la France en première ligne ». Drogue jusque-là réservée aux jet-setteurs et aux fêtards, la coke s'est démocratisée pour devenir accessible aux classes moyennes qui trouvent parfois dans cette poudre blanche le moyen d'assurer des tâches harassantes. Du chauffeur livreur à l'infirmière, du vendeur de voitures au cadre surbooké, tout le monde a désormais accès à cette drogue aux effets dévastateurs à moyen et long terme. Les nez saignent après la bonne « snifette » pour le plus grand bonheur des narcos colombiens ou mexicains qui de l'autre côté de l'océan ont décidé d'inonder l'Europe de leurs produits.

Mais le Rant n'a guère eu le temps d'asseoir son empire. Il est interpellé au Maroc en novembre 2021 alors qu'il se trouve en transit à l'aéroport de Casablanca entre Dubaï et la Turquie. Début 2023, le voilà extradé vers la France et mis en examen pour quatre affaires de règlements de comptes sur Paris et Marseille[19]. Le décryptage de Sky lui est fatal sur un crime commis sur l'autoroute A7 à hauteur de la sortie des Arnavaux qui mène notamment à la cité de la Paternelle. Nous sommes en août 2020. Deux frères Moussa sont visés. Le plus jeune, âgé de 19 ans, meurt sur le coup, le conducteur plus âgé est grièvement blessé d'une balle dans la bouche. La Clio noire est retrouvée criblée de balles de 7,62, comme une signature, celle du calibre

de la kalach. Et les messages échangés sur la messagerie prétendument inviolable de Jean-Pierre Eap sont précieux : Karim Harrat y apparaîtrait comme le commanditaire. Un autre triple homicide lui est attribué à Châteauneuf-les-Martigues. Le corps de l'une des victimes est retrouvé démembré, vraisemblablement découpé à la… tronçonneuse.

C'est la fin de Rantanplan qui depuis quelque temps « semblait perdre un peu la tête » dans son exil dubaïote selon Philippe Frizon. L'éloignement du terrain lui sera fatal à tel point que ses propres lieutenants, nous l'avons vu, passent à l'ennemi, comme Mahdi Zerdoum qui rejoindra la DZ Mafia. Tout comme Meziani, le caïd des Oliviers A, qui s'associe aux gagnants pour terrasser Harrat.

Le Rant n'a plus de troupes, décimées, laminées. La Pater, les Micocouliers, Bassens, tout lui échappe. Arrêté en 2021, à l'aéroport de Casablanca, il est extradé un an plus tard vers la France où il est incarcéré et mis en examen pour « assassinat et association de malfaiteurs ». Il nie les faits qui lui sont reprochés.

Une autre guerre va donc naître sur les cendres de son royaume, celle qui opposera au cœur des années 2022 et 2023 les nouveaux rois de la came à Marseille : la DZ Mafia et Yoda, avec comme matrice encore et toujours la cité la Paternelle. La DZ Mafia lance les hostilités avec l'intention de tout prendre sans laisser de miettes à ses rivaux. L'opération « extermination » est enclenchée.

IV
« Nés pour tuer »

Les équipes des cités se sont peu à peu structurées autour d'un unique objectif, le commerce de la drogue. Elles ont pris de l'envergure, déployé leurs ailes noires pour monter leurs propres filières d'importation de façon à générer le plus de profit possible sans être tributaires de l'intervention des clans traditionnels du milieu corso-marseillais. Plus de tutelle, plus de déférence à donner aux anciens, ce sont désormais eux les petits rois de Marseille, qui n'ont plus qu'une obsession : éliminer l'adversaire.

Et dans ce sport féroce, la DZ va largement l'emporter, notamment au cours de cette année 2023 où l'on ne compte pas moins de quarante-neuf morts liés au narcotrafic, pour la plupart attribués à cette vendetta entre DZ et Yoda pour le contrôle du trafic dans les cités perdues.

Matteo F. n'a que 18 ans, mais en ce 13 mars 2023 il signe, nous l'avons vu, l'un des crimes emblématiques de la DZ Mafia, pour lequel il est mis en examen. Il s'agit de l'exécution de Rayan Boukoult dont le corps est retrouvé calciné dans un véhicule incendié sur le parking de la cité la Busserine[1]. Matteo n'a rien d'un gosse des rues dépenaillé livré à lui-même. Bien au contraire, s'il a connu quelques traumatismes quand son père a quitté sa mère, la laissant seule et désemparée avec ses quatre enfants, rien ne le prédestinait à devenir l'un des plus grands criminels qu'ait connus Marseille.

Incarcéré dès l'adolescence à plusieurs reprises, notamment à Fresnes pour des affaires de trafic de drogue, il fait la connaissance d'un caïd qui le prend en main. Relâché, il revient vivre auprès de sa mère à Gardanne et de son nouveau mari, P-DG d'une grande société immobilière. Matteo ne

manque de rien, sinon de ce père qui vit en Corse avec lequel il ne parvient pas à rétablir le lien. Son destin est tracé au travers d'une mystérieuse dette à honorer auprès du caïd croisé à Fresnes. Cette dette, il l'aurait honorée dans un premier temps comme chauffeur de tueurs pour éliminer des affidés de Yoda en guise de rite initiatique. Puis, un jour, il lui est demandé d'intégrer l'équipe feu aux côtés d'autres shooters. L'initié devient killer, tueur impitoyable.

Telle est la descente aux enfers d'un gamin pour lequel la vie humaine n'a aucune espèce de valeur. Sa froideur, son absence de sensibilité a d'ailleurs glacé les policiers de la PJ. L'un d'eux nous raconte qu'après son interpellation Matteo livre des confidences effroyables. Il avoue dès son premier interrogatoire que dans une précédente expédition punitive où il était censé faire peur à la cible, il avait en fait tué de ses mains le malheureux en l'étranglant. Matteo : « Quand j'ai serré son cou et quand il est mort je n'ai rien ressenti. J'ai compris que j'étais fait pour ça. » Est-ce la réalité, un fantasme, une fanfaronnade ? Il se refusera à en dire davantage.

Matteo se révèle comme un psychopathe hors norme au service d'une entreprise criminelle qui l'est tout autant. Son relais présumé, celui qui semble avoir tiré les ficelles, ne serait autre que le redouté Nemesio alias « Jalisco » ou « Mamine ».

Le 20 janvier 2023, Matteo qui n'est encore que simple chauffeur se fait en quelque sorte la main avec l'assassinat de Djamal Boukhdech à la cité Consolat, des faits de complicité d'assassinat pour lesquels il sera par la suite mis en examen. Sa vraie carrière de killer, il la débute avec l'assassinat de Rayan, embarqué à Aix-en-Provence puis exécuté durant le trajet vers Marseille, tassé à l'arrière d'une voiture avant que celle-ci ne soit incendiée sur le parking maudit de la Busserine[2].

Débute pour Matteo un incroyable parcours criminel qui se poursuit avec l'homicide perpétré le 17 mars 2023 dans le périmètre de la cité la Maurelette. Ce crime illustre la sauvagerie et l'absence de contrôle véritable de ce tueur qui est chargé de semer la peur sur un plan de drogue de la cité. Il débarque à pied venant de la cité du Castellas, encagoulé et muni d'un fusil automatique. Son objectif est de cibler le vendeur du plan. Mamadou Diallo, un jeune charbonneur de 24 ans, a tout de suite compris la situation alors que pointe le canon de l'arme. Il prend immédiatement la fuite.

Mais s'il a semé la peur sur le plan de la Maurelette, Matteo n'a pas rempli sa mission : il lui faut retrouver Diallo qu'il course désormais en

direction de la rue Paul-Coxe. Le rapport de police décrit avec précision le déroulement des faits : « Monsieur Diallo a tenté de fuir et de se réfugier dans un recoin de la rue Paul-Coxe mais il a été rattrapé par l'auteur des faits. Il a immédiatement levé les mains en l'air et aurait eu le temps de courir s'il avait eu le discernement nécessaire car son meurtrier a passé de longues secondes à manipuler son arme en changeant de chargeur. Il a ensuite été purement exécuté, essuyant une première salve de tir, puis une seconde alors qu'il était à terre[3]. » La victime décède de cinq impacts de balle au niveau du thorax.

On ne gardera de Mamadou que le souvenir d'un garçon aux antécédents psychiatriques et au casier comportant déjà violence avec arme sur personne chargée d'une mission de service public et dégradation de véhicule.

Mais Matteo n'en a pas fini, il se dirige à nouveau vers la Maurelette pour arroser le plan de drogue et tombe nez à nez avec un sexagénaire qui se rend à la mosquée toute proche, son tapis de prière sous le bras. Kamel Guenai est frappé de plusieurs balles mais survit à ses blessures. Il a eu dans son malheur beaucoup de chance, aucun organe vital n'étant atteint par les projectiles. Interrogé, Matteo explique qu'il pensait avoir affaire à un gérant du plan et qu'il aurait confondu le tapis avec une arme…

Dans cette nuit de folie meurtrière, Matteo prend en otage une automobiliste circulant dans une Golf qui est pétrifiée : « Démarre, avance ou je te tue. » La voiture est retrouvée aux Micocouliers. Pas de trace de Matteo.

Ce garçon dangereux n'en a pas fini avec son carnet de commandes, qu'il remplit avec zèle. Le 22 mars, c'est muni cette fois d'un pistolet Glock 9 mm chargé de 15 balles qu'il est soupçonné d'avoir abattu, en compagnie d'un certain Ahmed, un autre membre du clan Yoda. Adlaire Aboudou Issilane, c'est son nom, rentre à son domicile au guidon de son puissant scooter Yamaha TMAX. Il s'arrête devant la grille d'entrée de son immeuble du quartier de la Villette. La frêle silhouette de Matteo se détache dans la nuit. Adlaire tombe sur le sol avec son scooter à l'arrêt puis se relève et tente de fuir à pied : Matteo le touche dans le dos, la victime s'effondre. Le shooter l'achève comme un chien alors que le dealer se trouve allongé sur le sol. Ahmed, lui, a pris peur, il se réfugie dans la voiture des tueurs, une Renault Captur[4].

Matteo se confiera plus tard aux policiers : « Je ne voulais pas qu'il reste à moitié vivant, je voulais le tuer. Je me suis mis à côté d'un grillage, j'ai enlevé le chargeur, j'ai mis les deux cartouches dans le chargeur et j'ai réengagé le chargeur. J'ai tiré la culasse, je me suis mis au-dessus de lui, je me suis abaissé et je lui ai tiré à bout portant, même à bout touchant du casque. »

Le 29 mars, c'est Elies Bellaouel qui est abattu à la Paternelle. Son corps criblé de plomb est retrouvé deux jours plus tard sur un terrain vague. Matteo est poursuivi pour ces faits. Le 30 mars, une tentative d'homicide est perpétrée à la Busserine, Matteo est soupçonné, mais ne sera pas mis en examen.

La saga du killer fou de la DZ, sorte d'épouvantail aux mains pleines de sang recruté pour terroriser la concurrence, prend fin le 3 avril après qu'il a rempli son ultime et sinistre contrat : le double homicide de Mohamed Djenette et Djibril Diallo dans un snack de la rue Vincent-Leblanc, au cœur du quartier de la Joliette. L'établissement est contrôlé par le clan Yoda. Un témoin qui habite à proximité évoque un individu blessé qui se tient le bras pour sortir de l'établissement. Mais à l'intérieur l'un des dealers a été tué sur le coup, l'autre grièvement blessé décédera à l'hôpital des suites de ses blessures.

Matteo ne le sait pas encore, mais sa saga criminelle vient fort heureusement de prendre fin. Durant la nuit, les policiers sont informés par un renseignement anonyme qu'une Peugeot 308 qui correspond à celle filmée par les caméras de surveillance sur les lieux du double assassinat stationne vide de tout occupant sur un parking de Gardanne, commune située à une trentaine de kilomètres de Marseille. Plusieurs policiers de la BRI se mettent en planque autour de la voiture mais au bout de quelques heures personne ne s'est présenté. Décision est prise de mettre la voiture sur un camion plateau avant de l'embarquer pour un examen plus poussé.

Les gyrophares de la dépanneuse percent dans la nuit noire quand survient un véhicule avec quatre personnes à bord dont Matteo. Le killer sort de la voiture et s'approche du dépanneur pour l'interroger : « Pourquoi tu embarques cette voiture ? » Matteo est immédiatement maîtrisé. Quant aux trois autres occupants, deux femmes et un homme, ils seront mis hors de cause et relâchés.

Après avoir nié les faits dans un premier temps, Matteo finit par reconnaître sa responsabilité, expliquant qu'il a pris livraison de la voiture

dans la région de Roanne et que l'arme utilisée pour l'assassinat, un pistolet automatique, se trouvait dans la boîte à gants.

Bien que ces faits ne soient pas repris dans la procédure, il est possible, de source autorisée, que ce double assassinat de la Joliette soit en fait une réplique à un autre homicide commis dans l'après-midi dans une cité marseillaise. Un émissaire de la DZ mandaté pour prendre un point de deal avait été abattu au cours de cette attaque manquée.

Au total, Matteo, malgré son jeune âge, est désormais mis en examen dans six dossiers d'assassinats et une tentative. Trois autres pourraient allonger la liste, dont une tentative d'homicide le 11 janvier 2023 à la cité des Aygalades. En attente de son jugement, il est incarcéré dans la prison de Grasse, placé officiellement à l'isolement mais il parvient tout de même à communiquer avec son jeune frère, qui sera plus tard mis en examen pour complicité dans l'assassinat de Rayan et dans deux autres dossiers impliquant son frère. Une conversation du 19 septembre 2023 est particulièrement édifiante. Elle dure presque une heure, de 18 h 57 à 19 h 51[5]. Pour les enquêteurs la tâche est difficile, il faut décoder ce sabir étrange, mélange de parler des cités et de langage texto.

« Matteo : T'as dit quoi ?

Frère de Matteo : J'ai dit deux.

M. : Ouais.

Frère de Matteo : J'ai appelé ton avocate frérot, elle m'a dit que c'est impossible que je les ai. Du coup j'ai bipé le Zin et frérot en gros il m'a dit débrouille-toi. Sur ma vie, sur ma vie, il m'a dit débrouille toi il m'a dit ouais, je sais pas quoi, c'est chaud en ce moment. Parce que c'est chaud frérot. Genre il m'a dit ouais.

M. : Attends de quoi et frérot j'ai pas compris. En fait déjà quand tu parles et tout fait attention parce que c'est écouté et répète moi j'ai rien compris.

Frère de Matteo : Frérot j'ai appelé l'avocate, le sang.

M. : Hey mais tu lui as expliqué frérot que ouais c'est pas pour. Dis-y comme ça, dis-y.

Frère de Matteo : Ouais je lui ai expliqué frérot, elle m'a dit non elle ne pouvait pas, c'était impossible, c'était un truc genre secret défense, pas secret défense. Du coup, j'ai bipé le Zin, je lui ai dit, il m'a dit que c'était tarpin[6] chaud pour moi frérot. Il l'a dit ouais frérot moi je lui conseille de plus parler à ton gros ça va t'apporter que des problèmes. Il m'a dit que le

sang oui il voulait plus se mêler de ça il m'a dit frérot en mode laisse tomber ; il m'a dit frérot dis à ton gros le sang qu'il se débrouille, tu vois, c'est quoi ?

M. : De qui Nemesio il a dit ça ?

Frère de Matteo : Et oui. Et frérot il m'a bloqué et tout le sang. Et frérot la fin il m'a dit tarpin attention à toi, c'est chaud et t'as vu frérot t'as fait une vidéo à l'ancienne, à l'ancienne, le sang ? Ou genre t'étais sous le porche, tu t'es mis en caleçon et tu disais à Dylan ou Hugo Leonardi, tu disais genre ouais tu vas venir à la ZAC, tu vas me sucer, pas tu vas me sucer, tu disais un truc comme ça et bah en gros ça t'a affiché frérot ça l'a mis sur Tik Tok le sang. »

On comprend à l'évocation de cet échange que Matteo s'est beaucoup trop exposé en se montrant en vidéo sur les lieux des assassinats, se mettant en scène comme une sorte d'ange de l'enfer détenteur d'un pouvoir de vie et de mort sur n'importe qui. En quelques semaines, le gamin chétif qui prenait des claques dans la cour de l'école s'est transformé en un autre, un « sicario » redoutable et redouté qui tue comme on respire. Sans états d'âme.

Mais désormais les choses ont tourné, Matteo est banni par sa hiérarchie de la DZ Mafia et manifestement son mentor présumé, « Nemesio », prend ses distances. Presque une excommunication. Trop voyant, trop bravache, trop encombrant le Matteo. Alors beaucoup seraient contents de s'en débarrasser. Mais Matteo n'en a cure. Il n'a aucune espèce de conscience ou moralité, comme le prouve une autre conversation enregistrée à 19 h 51 min 55 secondes ce 19 septembre[7].

« Frère de Matteo : Et oui frérot, le sang faut montrer. Tu vois c'est quoi le sang ? Parce qu'à l'heure d'aujourd'hui ça te fait passer toi pour une balance. Le sang. Y'en a frérot qui font tarpin le buzz, mais quand je te dis tarpin le buzz sur toi frérot. Y'en a le sang qui veulent t'enculer. Y'en a le sang ils essayent de me bifer frérot, le sang y'en a trop de trucs bizarres qui se pressent. Ça m'envoie des messages, ça me dit beleck sur toi, t'entends t'as des contrats sur toi. T'as des contrats sur toi après le sang. Tu vois les gens c'est des beaux parleurs, mais en attendant le sang ça me dit ça frérot.

Matteo : Ils disent quoi un peu les gens de Gardanne sur moi, ils disent quoi ?

Frère de Matteo : Ah le sang je te mens pas frérot qu'ils parlent vraiment plus de toi les gens de Gardanne, ça y est. Ils triquent le sang. Je te mens

pas, y a que les vrais qui demandent des nouvelles mais sinon les autres ils parlent plus de toi. »

Même incarcéré pour une longue période et coupé du monde, Matteo semble soucieux de son image et de sa réputation alors qu'il est manifestement cramé dans le circuit. Les contrats contre lui commencent à tomber. Mais son sentiment de toute-puissance, sa déconnexion de la réalité prend toute sa mesure dans l'échange qui va suivre. Il évoque son avenir judiciaire avec un optimisme totalement coupé du réel.

« Matteo : Avec les remises de peine, ma peine, avec les remises de peine, ma peine va descendre à vingt et un ans et après je suis aménageable ! T'as vu les peines comme moi, jamais ils ne me laisseront sortir jamais, genre, t'as vu les mecs comme nous genre jamais ils me laisseront sortir en fin de peine. Ils vont me faire aménager genre en bracelet, en semi-liberté ou en conditionnelle.

Frère de Matteo : Après tu peux faire un truc dans la légion étrangère ou je ne sais pas quoi ?

M. : Et non ça n'existe pas ça ! On est pas aux States. Non dans le pire des cas, comme hein à 35 ans je suis dehors, ça c'est dans le pire des cas. Et à tout moment, si je prends vingt ans et bah là dans dix ans je suis dehors avec des remises de peines, aménagements et tout […].

Frère de Matteo : Après mon sang frérot en vrai de vrai, ils ont quoi contre toi ?

M. : Eh j'ai avoué le sang.

Frère de Matteo : Oui, mais tu as avoué quoi ? J'ai avoué que la Joliette ou j'ai avoué anam quand même ?

M. : Frérot, je te mens pas le sang que ils ont pété quoi. Ils ont pété frérot la Joliette, ça veut dire là ils me reprochent deux et en fait là il y a deux assassinats à la Joliette et un blessé par balles. Et en plus il y a quoi, il y a un mec à la Pater…

Frère de Matteo : Mais pourquoi, parce que à la Pater, le sang que le sang ça a pété.

M. : T'as vu le calibre que j'ai utilisé à la Joliette, c'est le même qui a été utilisé à la Pater et ça a pété l'Alfa Romeo blanche à Gardanne, je sais pas si tu te souviens l'Alfa Romeo blanche elle a pété à Gardanne et ça a dit genre c'est ta voiture qui a servi à la Pater, tu vois ce que je veux dire ? T'as vu je vais te dire un truc aujourd'hui, le jour de mon jugement je vais y aller en pleurs, mais quand je te dis en pleurs sur ma vie c'est… tu vois je vais

être en pleurs, je regrette. Je suis désolé les daronnes et tout ouais je suis désolé d'avoir tué vos enfants, je pleure devant eux… Je m'en bats les couilles.

Frère de Matteo : T'es bon toi. [rires]

M. : Mais sur ma vie, c'est comme ça que ça marche. »

« C'est comme ça que ça marche »… Matteo a compris qu'il était définitivement coincé sur certains homicides comme à la Joliette, où il a avoué les faits, ou à la Paternelle, confondu par des éléments matériels.

Seule fenêtre ouverte sur la vie comme une lueur d'espoir, une lumière de vérité pourrait transparaître d'échanges téléphoniques avec sa petite amie Leslie. La jeune fille est totalement effarée par ce qui est reproché à Matteo en se remémorant les soirées passées avec lui alors qu'il venait tout juste de tuer. Peut-on placer des sentiments, de l'humain en somme sur ce flot de sang ? Comment surnager ? Comment expliquer l'inexplicable, cette mutation d'une jeunesse qui bascule dans l'ultraviolence ?

Depuis Matteo, les policiers de la brigade criminelle (rebaptisée depuis la réforme DCOS, Division de la criminalité organisée et spécialisée) s'interrogent sur l'arrivée de nouveaux shooters encore plus jeunes et inexpérimentés sur des règlements de comptes où se multiplient les incidents de tir et les victimes collatérales. L'affaire Socayna a particulièrement marqué les esprits.

Le 10 septembre 2023, cette étudiante en droit décède dans sa chambre de la cité Château Saint-Thys après que des agresseurs ont rafalé un point de deal. Un projectile traverse un panneau de contreplaqué placé sous la fenêtre de la victime avant de l'atteindre en plein visage. La mère de Socayna décrit une fille studieuse qui passait son temps à bosser la tête dans les livres. Le narcotrafic a tué une nouvelle fois une victime totalement étrangère à cet univers morbide. Le tireur sera interpellé. Il n'a que 15 ans et reconnaîtra avoir été embauché pour régler un obscur contentieux avec une autre cité, Château Saint-Loup, que la DZ Mafia cherche à contrôler. Il a été écroué le 2 février 2024.

Les policiers sont confrontés à un nouveau phénomène, celui d'une main-d'œuvre faiblement rémunérée qui bien souvent n'a jamais utilisé une arme à feu. Des vidéos surréalistes d'initiation au maniement des armes circulent. Le killer ne connaît pas son donneur d'ordre. Recruté via les réseaux sociaux, pas connu, le jeune tueur parvient plus facilement à s'approcher de sa cible, qui a tendance à baisser la garde. Le plus souvent, le killer amateur

ne vient pas de Marseille, parfois de l'étranger, ce qui complique la tâche de la police, confrontée à une forme d'ubérisation du crime.

C'est une constante, le tueur de Socayna comme les autres jeunes recrutés pour ces contrats n'ont pas conscience de la gravité des faits commis.

Tel est le cas d'E., 16 ans, recruté par la DZ pour éliminer les membres d'un gang toulonnais de la cité Guynemer. Derrière cette affaire se dessine une nouvelle fois Mamine alias « Nemesio », qui sera mis en examen et incarcéré comme commanditaire.

Le 11 novembre 2023 un double homicide se déroule sur le parking du restaurant McDo de l'Estaque, connu pour son joli port planté à l'ouest de la ville. La cible ce soir-là est une Peugeot 108 immatriculée dans le Var dans laquelle s'entassent cinq jeunes, trois garçons et deux filles. Eddy, 22 ans, et Éléonore, 25 ans, sont tués sur le coup. Lana, 19 ans, a le pouce arraché par une balle de kalach. Un autre occupant est sévèrement touché au thorax, mais il survivra.

Éléonore était, d'après des proches, totalement étrangère au trafic de drogue. Elle n'avait qu'une ambition, s'installer comme esthéticienne dans le Var, se marier, avoir des enfants. Tout aurait basculé quand elle a rencontré Lana, une jeune fille en déshérence et sans emploi qu'elle décide d'héberger.

Le 11 novembre, Éléonore, Lana et ses trois copains connus des services de police, notamment pour trafic de stupéfiants, prennent la direction de Marseille pour faire la fête sur le Vieux-Port. L'arrêt à 22 h 40 sur le parking du McDo leur sera fatal.

Un an plus tard, le tireur à la kalachnikov est interpellé. Il n'a rien d'un tueur professionnel. E., comme les autres, a été recruté sur les réseaux sociaux. La vraie cible était l'un des trois garçons, qui aurait eu maille à partir avec la DZ Mafia au sujet d'un vol de cargaison de drones utilisés pour effectuer des livraisons en détention… En langage de trafiquant, on appelle cela « carotter ». La DZ n'a pas apprécié. Elle le fait savoir, comme toujours avec brutalité.

E. vient de Haute-Garonne où il est né en 2007. Interpellé le 6 novembre 2024, le suspect débarque dans les locaux de la PJ de Marseille en compagnie de trois autres complices. Très vite, les fonctionnaires qui le prennent en charge sentent que ce jeune garçon a des choses à dire. Ce dernier reconnaît d'emblée qu'il est le tireur et désigne un comparse

surnommé alternativement l’Animal ou le Rôtisseur comme le commanditaire, lui-même en relation directe avec la DZ Mafia.

E. explique avoir accepté le contrat en raison de menaces exercées sur sa famille. On lui avait promis 10 000 euros pour l’opération, il n’en aura que 3 000 à partager en deux. Sur sa part, il aurait acheté une PlayStation et un téléphone. E. ne savait même pas sur qui il devait tirer. Il recevra sur Signal une vidéo avec à l’image les dépouilles des victimes. Quelqu’un est donc venu assurer en quelque sorte le service après-vente pour confirmer l’exécution et poster la vidéo sur Signal. Il est question d’une silhouette habillée de noir se glissant près du véhicule.

On apprend ce jour-là qu’E., alias « Mowgli » car il porte les cheveux longs, s’est d’abord placé à l’arrière de la voiture pour tirer un première fois, puis il s’est approché côté conducteur pour rafaler à nouveau. Quarante-quatre balles sont tirées. E. n’avait jamais touché à une kalach, c’est l’Animal qui lui en apprend le maniement dans un échange sur Instagram…

Tout a été prévu. Circulant à bord d’une Peugeot 3008, le commando est pris en charge après le « réglo » par un groupe constitué de deux femmes et de deux hommes qui les attendent sur un autre parking avec un jerrican d’essence. E. et son comparse se déshabillent, jette leurs vêtements dans la voiture, qui est aspergée et incendiée. Deux jours avant le crime, E. achète sa tenue dans un Decathlon. L’une des filles se charge de récupérer l’arme, qui est placée dans un cabas à carreaux. Elle disparaît. Un autre complice prend en charge l’équipe feu pour les conduire à leur planque : un Airbnb loué pour l’occasion.

Puis, le lendemain, ils déménagent vers une deuxième planque, louée du côté de l’Estaque. Ils y resteront durant trois jours avant de regagner Toulouse pour repartir illico vers Paris où le commando se rend pour une opération de séquestration, finalement annulée. Alors E. et son comparse rentrent à Toulouse. Le comparse dénommé Younes repart à Marseille pour une autre macabre expédition.

Après Matteo, la liste de ces apprentis killers ne cesse de s’allonger sur les registres de la brigade criminelle. À l’image de Ryan, interpellé en février 2025 pour une tentative d’homicide dans le bar O’Malley de la rue Paul-Coxe. Ryan n’a pas la dextérité de Matteo : son Glock s’enraye au moment de passer à l’action, les consommateurs le maîtrisent. Le patron du

bar qui est la cible aura eu ce jour-là un atout dans sa manche, la baraka. Matteo, lui, ne l'aurait pas loupé…

D'autres gamins shooters apparaissent dans l'interminable listing des règlements de comptes marseillais ou de tentatives : Christ, Samy, Anifou, Carlo Oucoudy passent à l'action à Château Saint-Loup, aux Lauriers ou à proximité des Baumettes et souvent ratent leur cible. Certains ne sont même pas payés avant d'être purement et simplement lâchés par leurs commanditaires comme du bétail que l'on laisse partir à l'abattoir judiciaire.

Cette année 2023 et sa cohorte de cadavres soulignent la montée en puissance de l'organisation, son pouvoir désormais hégémonique marqué par l'élimination méthodique du clan Yoda et la prise en main de la plupart des plans de drogue des 14e et 15e arrondissements, à savoir les cités Font-Vert, les Micocouliers, la Visitation, les Marronniers, Bassens, le Castellas, Consolat, Parc Kallisté, la Viste, la Solidarité.

Il s'agit désormais pour le groupe d'étendre son influence à d'autres territoires selon une double stratégie : prendre purement et simplement la place des locaux, ou s'associer à certains d'entre eux en leur apportant aide ou assistance, la DZ fonctionnant dès lors comme une sorte de société de prestation de services avec au menu : assassinats, livraisons et racket à la demande, avec une spécialité : les incendies criminels. Faites votre choix, la DZ Mafia l'exaucera.

V
La DZ à l’assaut du territoire

C’est bien une guerre qui est en cours actuellement en France, mais pas seulement. Belgique, Hollande, Suède, Espagne, Italie, la totalité des pays européens sont concernés par cette inexorable montée en puissance des narcos. Et la DZ Mafia est l’un des plus grands dangers en ce domaine, tant elle a de propension à se dupliquer, à se franchiser en somme pour conquérir des territoires bien au-delà de la sphère marseillaise. Son point fort demeure le Midi, où elle a réussi à s’incruster durablement dans le paysage du trafic de drogue.

La Vaucluse Connection

9 mai 2025. Saïd[1] passe à côté d’une boulangerie du quartier d’Encagnane connu comme un haut lieu du trafic de stups dans les Bouches-du-Rhône. Encagnane est en quelque sorte la banlieue d’Aix-en-Provence avec ses cités proprettes qui n’ont rien de commun avec les quartiers nord de Marseille, mais où le deal fonctionne à plein régime.

Ce jour-là, Saïd ne vient pas se fournir en stupéfiants, il rentre chez lui, où l’attend sa mère. Ce garçon brillant est un exemple de réussite et d’intégration. Jeune gendarme, as du numérique et de l’e-sport, il participe depuis des mois à une action de sensibilisation au danger des jeux vidéo auprès des élèves. Mais le crack de la souris a un gros problème : ses vidéos de sensibilisation censées être réservées au circuit interne de l’Éducation

nationale ont été postées sur Instagram ou Facebook. Depuis un mois, ce militaire rattaché à la garde républicaine vit un enfer sous forme de posts hostiles du style : « Harki fais gaffe à toi », « Traître à la solde la France ». Alors quand il passe dans le quartier, les lazzis fusent : « Sale gendarme de merde. » La situation est à tel point tendue que le militaire n'a pas hésité à porter plainte contre sa propre institution, qu'il accuse de ne pas l'avoir suffisamment protégé. Une instruction est ouverte à ce titre à Paris.

Ce préambule pourrait donner un mobile à ce qui se déroule par la suite sur le long boulevard du Docteur-Schweitzer. Soudain deux individus s'approchent : l'un est muni d'une kalachnikov, l'autre d'un portable avec lequel il filme la scène. Le gendarme comprend très vite la situation et explique qu'il n'a rien à voir avec le plan de drogue tout proche et s'agenouille en signe de soumission. Ses agresseurs ne sont pas convaincus. La victime reçoit un coup de crosse puis une première salve de projectiles avant de se relever. Rapidement mis au sol par un balayage, il reçoit une deuxième salve allongé de nouveau sur le bitume. Les tueurs sont persuadés que le contrat est rempli. Saïd gît sur sol, ne bouge plus, avec la présence d'esprit de faire le mort. Atteint de huit balles notamment au foie, ce garçon survit miraculeusement après avoir subi une lourde intervention chirurgicale.

L'audition des agresseurs, arrêtés rapidement, notamment sur Manosque, permet de comprendre que cette équipée sauvage est totalement étrangère aux fonctions de la victime. Saïd a été choisi au hasard, comme un gibier dans une chasse, dans un scénario assez incroyable.

Les trois membres du commando, âgés de 17 à 18 ans, ont en fait pour mission de choisir et tuer sur place une cible désignée comme l'auteur d'une double tentative d'homicide perpétrée en mai 2024 sur des charbonneurs affiliés à la DZ Mafia.

Après plusieurs passages la cible ne se manifeste pas. L'un des jeunes, muni d'un portable, entre en contact visio avec le commanditaire, quant à lui incarcéré à la prison du Pontet dans le Vaucluse. Ce dernier ordonne de trouver une nouvelle cible au hasard pour marquer l'emprise de la DZ sur le site. Des cibles potentielles sont présentées au taulard, qui donne son feu vert quand Saïd passe sur l'écran. Un scénario insensé, presque irréel.

Une jeune fille originaire de Manosque se charge de récupérer les auteurs une fois le contrat accompli. Elle sera interpellée. On note, à l'image de ce

qui s’est passé au McDo de Marseille, que les femmes – et c’est une nouveauté – ont un rôle récurrent de soutien logistique dans ces assassinats.

« Ce plan était à l’origine tenu par Yoda via un certain Nassim K., gérant par ailleurs d’un bar à Marseille dans le quartier de la Capelette, explique un policier. Ce dernier est assassiné dans le Golden Bar le 18 février 2023. Et c’est Imran A. qui prend alors le contrôle d’Encagnane pour le compte de la DZ. » Mais la situation du gérant se complique quand il se retrouve impliqué dans un assassinat commis à Marseille le 15 août de la même année[2].

Considéré comme le logisticien de la DZ, celui que l’on surnomme Monsieur Propre aurait donné le go, le top départ à l’assassinat de Dylan Guerini Tachouaft. Logisticien signifie qu’il est chargé de fournir les véhicules, voire les armes utilisées dans les règlements de comptes, et par la suite d’éliminer les traces en incendiant les véhicules.

Les policiers estiment que, incarcéré à la prison du Pontet, Monsieur Propre cherche à reprendre coûte que coûte le contrôle du plan d’Encagnane, ce qui laisse à penser qu’il pourrait prendre le rôle du commanditaire mystérieux qui agit dans l’ombre lors de la tentative d’homicide contre Saïd. Mais ces présomptions demandent à être étayées judiciairement. Nous reparlerons d’Imran A., qui s’avère incontournable dans la sphère DZ.

Le marié était en noir

Les policiers n’ont pas manqué de noter qu’en cette année 2025 la DZ Mafia étend ses tentacules sur le Vaucluse, département dont sont issus les killers d’Encagnane. La montée en puissance des « narco killers » prend une tournure encore plus dramatique le 22 juin 2025 dans le paisible village de Goult. Nous sommes dans le Luberon chic où les touristes aiment à se reposer sur les terrasses de leur riche demeure avec vue sur les remparts du x^{e} siècle.

Ici on s’attend davantage à croiser Michel Drucker ou quelques stars du cinéma que des killers munis de kalachnikovs. C’est pourtant ce qui va survenir vers 4 h 30 du matin à proximité de la salle des fêtes du village. Hassan A., un garçon connu des services de police (sa fiche judiciaire

compte pas moins de vingt-six signalements), a pourtant tout prévu pour que son mariage soit une vraie fête. Une centaine d'invités, une Mercedes classe G rutilante et une mariée très en beauté qui rayonne au milieu des invités. Elle a 27 ans, elle est originaire d'Apt, c'est une fille du Vaucluse qui épouse un garçon pas forcément très recommandable comme en témoigne malheureusement la tournure des événements.

Hassan, sa femme et un garçon de 13 ans qui les accompagne ont pris place dans la Mercedes. Quatre individus armés surviennent à l'arrière du véhicule et ouvrent le feu. Hassan sort une arme de poing dissimulée sous le siège conducteur, ouvre le feu à son tour et enclenche la marche arrière. L'un des agresseurs est mortellement touché par le tir de riposte, puis il est renversé par le chauffeur qui parvient à prendre la fuite en direction de Cavaillon. Les shooters se sont dispersés en filant à pied dans la garrigue. Deux d'entre eux sont rapidement interpellés à quelques kilomètres de là.

Les enquêteurs de la section de recherche de la gendarmerie de Marseille refusent d'emblée de mettre en cause la DZ Mafia faute d'éléments plus précis mais il est clair, selon leur chef, le colonel Christophe Berthelin[3], « que l'on assiste globalement à un affrontement de réseaux locaux avec le soutien de la DZ Mafia. La DZ Mafia est une très grosse structure de vente. Pour le reste de leurs activités ils sont en pleine restructuration. » L'officier évoque ainsi le développement du racket qui se banalise dans les campagnes provençales.

En raison du partage de compétences entre zones police centrées sur l'urbain et zones gendarmerie côté rural, le responsable livre une expertise assez précise sur les départements du Vaucluse, du Var et des Alpes-Maritimes en évoquant vingt-cinq dossiers liés au narcotrafic traités par son service qui couvre toute la région PACA.

Il livre aussi un regard plus global sur le narcotrafic en relevant de nombreuses failles dans la politique de lutte contre ce phénomène : « Il faut selon moi trouver un autre système car en réalité on n'y arrive pas. On a également un problème juridique avec certaines décisions de la Cour européenne des droits de l'homme qui ne nous aident guère à contrer les narcos. »

En attendant, à Goult, le marié était en noir et les enquêteurs vont s'attacher à mieux comprendre son parcours. Originaire de Cavaillon, Hassan A. occupait un emploi officiel dans une épicerie proche de la cité du Docteur Ayme, véritable vivier du narcotrafic.

On peut également s’étonner de sa surface financière qui lui a permis d’organiser un mariage somptueux dans une commune connue comme un paradis pour riches. Ce soir-là, la pièce montée s’est écroulée sur un mariage et deux enterrements sans que cela prête à sourire.

Deux heures après le drame, le sang a continué de couler, cette fois-ci sur la zone commerciale Cap Sud à Avignon. Deux tueurs à moto s’en prennent à un véhicule. On dénombre un mort et un blessé grave sans qu’un quelconque lien soit établi avec le mariage sanglant. Curieuse coïncidence cependant.

Le Vaucluse est considéré comme une sorte de route vers la conquête du territoire pour les policiers qui sont désormais confrontés à une montée en puissance de la DZ Mafia vers le département du Gard et particulièrement le secteur de Nîmes.

À Nîmes, la DZ fait la loi

L’annonce tombe comme une bombe dans les médias nationaux. Le lundi 21 juillet 2025, le maire LR de Nîmes, Jean-Paul Fournier, instaure un couvre-feu qui interdit aux mineurs de moins de 15 ans de se trouver dans les rues des quartiers sensibles de la ville entre 6 heures et 21 heures.

Cette mesure coercitive fait suite à une succession d’événements très inquiétants, dont la découverte du cadavre calciné de Yanis. Le supplicié qui n’est âgé que de 19 ans a été torturé et ligoté avant que des promeneurs ne découvrent sa dépouille abandonnée dans un champ de vigne de Saint-Bénézet, à quelques kilomètres de Nîmes. Ses tortionnaires usent des mêmes méthodes que celles de la DZ Mafia sur Marseille. Pour marquer les esprits, imprimer leur loi, les assassins ont posté sur la messagerie Telegram les images du calvaire de ce garçon originaire de Tremblay. Yanis est venu charbonner pour quelques centaines d’euros sur le plan du centre commercial Wagner dans le quartier de Pissevin. Le site ne compte aujourd’hui que des commerces fermés et des boutiques peu accueillantes, comme le soulignait dès 2018 un rapport du Sirasco 34[4] dressant un inquiétant constat de la criminalité de la ville.

Sept ans plus tard, c’est une situation quasi incontrôlable qui règne dans le secteur. Trois jours après la découverte du corps de Yanis, un commando

armé rafale sur Pissevin. La cible est cette fois-ci un jeune de 16 ans qui parvient par miracle à échapper aux balles de 7,62. Pissevin vit (on serait tenté de dire survit…) désormais sous le joug des narcos qui vont jusqu'à interdire l'accès de la cité au service de ramassage des ordures, dont les employés se mettent en grève. Au-delà de ces faits de violence, un message très menaçant diffusé sur les réseaux sociaux précipite la décision du maire. Une décision de couvre-feu prise visiblement sous l'effet de la panique.

Dans un message posté sur Telegram, les narcos nîmois ciblent en effet la population de la ZUP sud dans un langage qui rappelle la situation du Mexique où les cartels pour asseoir leur pouvoir n'hésitent pas à déclencher le chaos dans la population.

Les mots inspirent de la terreur : « Le premier qui traîne en Zup sud sera tué comme les précédents années. Faites attention à vous. On va tuer même les petits de 5 ans. Gardez vos gosses chez vous en sécurité. Chaque personne qui croise nos hommes en noir sera criblé de balles. Même le p'tit jeune qui va chercher du pain pour sa mère. Clients, guetteurs, vous allez y passer. Arrêtez de prendre votre consommation à Pissevin, vous risquerez de mourir »…

D'une certaine façon les autorités locales, en instaurant ce couvre-feu sous l'effet de l'urgence, ont plié sous le joug de cette narco mafia derrière laquelle se dessine en réalité la DZ Mafia, qui franchit un cap sur la terre nîmoise. Il ne s'agit plus ici de terroriser seulement le concurrent mais d'imposer sa loi à toute une population par un mécanisme désormais décrit sous le label de « narcoterrorisme », signe qu'un cap est franchi.

Depuis deux ans la DZ s'est associée au plan du Mas de Mingue qui livre une guerre sans merci aux adversaires de Pissevin, comme le souligne un autre rapport[5] qui évoque un moment fort, la mort du petit Fayed en 2023 : « Dans le cadre de ce contentieux, Mas de Mingue chargeait des Marseillais (notamment employés comme charbonneurs sur Nîmes) de l'exécution des basses besognes, conduisant le 21 août 2023 à un "rafalage" du point de deal de la galerie Wagner de Pissevin (action en représailles d'une précédente attaque sur Mas de Mingue) menant à l'homicide d'une jeune victime collatérale : Fayed H. âgé de 10 ans. Dans le cadre de cette affaire hautement médiatisée, plusieurs Marseillais en lien avec l'équipe de Corot alliée aux Oliviers A et avec le clan Laribi (aujourd'hui DZ Mafia) étaient identifiés. »

Quatre noms sont cités dans le rapport, des suspects interpellés depuis et confondus à Marseille : Ryan H., membre de l'équipe de Corot, Allou S., un charbonneur des Oliviers A, Dadi M. et Ahmed S., revendeur de la cité Benza liée à la Paternelle.

D'autres événements vont conforter cette implantation des Marseillais sur Nîmes, notamment l'interpellation le 10 octobre 2023 dans le quartier du Mas de Mingue d'un Vitrollais, Amine A., suite à la séquestration d'un individu dans un appartement « nourrice[6] ».

Le Vitrollais explique, penaud, avoir été recruté par le Mas de Mingue. D'autres infos parvenues aux policiers via les services pénitentiaires font état d'un rapprochement en détention à la prison de Luynes de Nadir H., gérant historique du Mas de Mingue, avec Mahdi Zerdoum dit « la Brute », l'un des boss emblématiques de la DZ. Les deux hommes se seraient entendus pour « nettoyer » le quartier de Pissevin, qui aurait eu la mauvaise idée de se rapprocher ces dernières années de Yoda, alors en guerre totale avec la DZ.

L'influence de la DZ ne se limite pas au Mas de Mingue : des éléments prouveraient une présence de l'organisation dans un autre lieu de deal stratégique, celui du Chemin-Bas d'Avignon, objet de fréquents règlements de comptes. La DZ, si elle donne beaucoup de coups, en reçoit parfois, comme ce 20 février 2024 où l'un de ses protégés, Mohamed Bridi, est assassiné sur le point de deal du Portal. Trois suspects, dont deux Arlésiens, sont interpellés pour ces faits à Marseille dans la cité Maison Blanche. L'un des suspects craignant les foudres de la DZ demande alors sans succès aide et protection au clan Yoda.

Mais cette année 2025 marque à n'en pas douter un tournant dans la montée en puissance de la guerre des narcos sur Nîmes avec en vedette cette DZ Mafia qui exporte dans cette commune très étendue ses méthodes et sa sauvagerie.

Ici, à Nîmes, le milieu est solidement implanté depuis le début des années 1990 avec quelques figures emblématiques comme Serge Leynaud alias « le grand Serge » associé à Jean-Michel Michelucci[7]. Une autre famille qui s'illustre dans le secteur juteux de la collecte de déchets s'opposera aux Leynaud-Michelucci, ce qui entraînera une terrible guerre mafieuse.

Au début des années 2000, de nouveaux clans prennent la main. La barbarie commence cependant à poindre avec le double barbecue des frères Munoz et Maldonado, qui lorgnaient d'un peu trop près le marché des

machines à sous sur Nîmes. L'influence marseillaise est déjà prégnante, à commencer par les méthodes.

De grands spécialistes du braquage pointent leur nez. Ils vont écumer la France et la Suisse. La famille Bourriche s'illustrerait quant à elle dans le trafic de stupéfiants[8]. Des équipes de braqueurs commencent à sévir au Mas de Mingue ainsi que dans des séquestrations à domicile particulièrement violentes dont celle, le 28 janvier 2014, du directeur du centre commercial Leclerc et de son épouse, qui sont enfermés trois heures par deux individus cagoulés qui les aspergent de produits ménagers, occasionnant de graves brûlures aux victimes avant de dérober des objets de valeur.

Mais, peu à peu, c'est bien le narcotrafic, largement plus rémunérateur, qui prend la place des activités traditionnelles avec comme points stratégiques les cités Pissevin (Zup sud), Mas de Mingue (Zup nord), Valdegour et Chemin-Bas d'Avignon.

Ce dernier point de vente rayonne sur 9 000 habitants et voit le règne de trafiquants comme Karim B., Mohamed B. ou Aissam E.

À Valdegour (5 000 habitants), deux familles se disputent le marché.

Le gros morceau demeure cette zone de Pissevin avec ses 25 000 habitants et le point de deal névralgique de la galerie Wagner, qui est l'objet de toutes les convoitises. En 2018, deux clans s'affrontent ici : le clan Guest et le clan Belghitti. Le rapport du Sirasco 34 note cependant la présence « d'un certain nombre d'outsiders désireux de prendre la main sur ce quartier à la faune interlope ».

Quant au Mas de Mingue, qui n'est pas encore aux mains de la DZ Mafia, il voit poindre de nouveaux trafiquants issus du quartier comme Ayoub K., Abdelaziz B. ou Nadir H. dont le nom est évoqué plus haut.

« Il ne faut pas croire que le contrôle des plans de drogue soit la seule motivation des voyous à Nîmes, explique un journaliste observateur attentif de la criminalité locale. Ce qui se passe actuellement est aussi motivé par une sorte de vendetta sur fond d'échéances judiciaires pour certains de ces trafiquants. Le récent procès en appel de l'assassinat en janvier 2021 du jeune Abdelkader sur le Mas de Mingue a ravivé bien des rancœurs, certains ayant plus parlé que d'autres. »

Apparaît au cœur de cette enquête une clé USB contenant des écoutes captées non par la police mais piratées par des dealers : ces conversations ont littéralement glacé le sang de tous ceux qui y ont eu accès[9]. Celui que l'on surnomme « La Casté » (sans doute une référence à la célèbre cité la

Castellane à Marseille) apparaît comme fil conducteur dans des conversations dignes d'un scénario de film noir.

Il est notamment question d'une expédition punitive aux Jonquilles, une autre cité, un autre lieu de deal. L'échange met en scène La Casté en boucle Telegram avec un dénommé B. et deux autres personnages non identifiés.

« La Casté : Oui il était bien en bas de chez moi il criait tous La Casté… La Casté… Et Ismaël les a croisés mais tranquille, attends, ils sont en train de se préparer aux Jonquilles à attends, il va sortir le loup… T'es chaud on va y aller le sang.

B. : Vas-y dis-nous mais on n'a rien, on n'a pas de cagoule, on n'a rien.

La Casté : C'est bon, deux gilets pare-balles, cache-nez, casquette capuche, trois gants en latex je conduis le Tmax, je le gare, comme ils sont aux Jonquilles on les tue tous. »

Plus tard, La Casté envoie un message audio : « Je m'occupe de tout le sang… carré carré ! Les pare-balles sont là prêts, les chargeurs remplis, tout est nettoyé à l'essence y a tout qu'est prêt frère… »

Une autre conversation volée à l'insu de La Casté démontre que ces jeunes tueurs-trafiquants vivent dans un monde parallèle où la vie ne pèse plus rien. Il s'agit avant tout de tuer l'ennemi sans états d'âme, sans réfléchir vraiment aux conséquences et c'est en cela que le narcotrafic présente un danger majeur.

Ce Gomorra nîmois se poursuit donc toujours en boucle avec La Casté dans le rôle principal :

« La Casté : Oh ces fils de pute, ils viennent me chercher chez moi.

B. : Ils le respectent pas le sang, ils croivent que c'était la Casté d'il y a deux ou trois ans, le gamin.

La Casté : Je vais y aller le sang laisse tomber, je vais t'en tuer cinq moi […]. Là où je regrette le plus c'est à l'époque où on est allé, je voulais mettre une ça m'a tiré, je voulais lui mettre une balle dans la tête.

B. : À qui ?

La Casté : Au mec, le guetteur je lui ai mis une balle ça m'a donné envie encore tu vois c'est quoi ? […] Du Glock au tacos sec ! […] Tu sais qu'il y a le chargeur, j'appuie çà tire !

Z. : Ouais, je sais.

B. : Décharge-le, le sang, décharge-le !

La Casté : Je le décharge le sang ?

B. : Oh mais décharge-le vers là-bas, qu'est-ce que tu fais wallah ?

[Des bruits de culasse sont alors enregistrés.]

Z. : Mais c'est quoi ces balles le sang ? T'as mis des balles zebi.

La Casté : Du 9.

Z. : Oh elles sont rouillées.

B. [qui rigole] : Il meurt pas il attrape le covid il attrape, le sida il attrape. »

Dans une autre conversation, il est question d'une nouvelle expédition punitive destinée visiblement plus à impressionner l'adversaire qu'à tuer. On note chez l'un des acteurs une certaine réserve devant le risque d'avoir des victimes collatérales, signe que parfois la raison l'emporte comme si une parcelle d'humanité reprenait le dessus sur la folie sanguinaire de ces killers de la drogue.

« La Casté : De toutes façons on va faire le plan pour demain par où on part.

B. : On va tout ranger ça après.

La Casté : On va bien se préparer là. Tu disais le sang.

B. : On a même pas d'habits de sang.

La Casté : On va récupérer les habits, tu as les habits chez toi, c'est qui les habits. Ils sont dans le camtar ?

C. : J'ai tout donné le sang, tu en veux combien ?

La Casté : 4 ou 5 mais Z. ça fait deux jours qu'il doit y aller, survets noirs et il faudra acheter des cagoules et des gants… Le sang c'est vrai il y a pas les cagoules et les gants frérot… Oh la, on les a même pas récupérer… Donne, tu en a une comme ça… Donne… Je me fais péter avec sinon… Wallah le sang je me fais péter avec, je rentre avec et je laisse la cagoule… t'inquiète le sang moi, ça me suffit une capuche gilet noire, le Glock, le Sten… le camion reste chez G. … Toi, il faut que tu récupères un bail que tu restes branché avec nous… On va faire le plan pour demain, la stratégie.

C. : J'irai récupérer à fond un bail[10] à King Market, je l'active. Demain, je regarde par la fenêtre, je devrais les voir, à quelle heure ?

La Casté : 8 h 30.

C. : 8 h 30 ?

La Casté : Oui, nous on va se préparer à l'avance on sera debout, tu sais quoi, à 7 h 30 on sera tous debout à 7 heures et à 7 h 30 on sera prêts.

C. : Le sang, je te mens pas, il faut pas faire les zèbres, t'as vu. Parce que même les condés ils vont se dire ils ont attaqué un dimanche, le jour où Anis est mort.

La Casté : Oui, je vais prendre des habits avec une cagoule cache-nez, il me faudra juste deux paires de gants et voilà, oui, c'est bon, c'est bon le sang… Parce que lui il veut pas qu'on le tue demain, il veut juste qu'on lui…

B. : Pourquoi tu vas le tuer demain ?

La Casté : Non, mais je vais envoyer une rafale, je vais viser en l'air, je vais quand même viser vers eux.

B. : Eh non, frérot, tu fais n'importe quoi, tu veux tuer et après on se barre comment ? On est à pied.

La Casté : Non, je veux pas le tuer mais si j'envoie une rafale pour qu'il voit que les balles, elles tapent les murs, tu vois ce que je veux dire. »

À ce moment précis, le dénommé B. reprend la main sur la conversation et ramène son interlocuteur à la raison, ce qui a sans doute évité un drame au centre commercial proche du point de deal visé : « Wallah tu me fais peur, tu sais viser quand même ? Tu vas pas envoyer une rafale les yeux fermés, tatatata, tu vas tuer des gens au centre commercial, il y aura des enfants, il y aura des darons, il y aura des pères. On arrive, on regarde frère comment ça va se passer. On va cibler les murs et on envoie une rafale aux guetteurs histoire de leur faire peur. »

La Casté va finalement renoncer au pire. Pour cette fois.

Cet échange témoigne déjà – même si la DZ Mafia n'est pas encore entrée en scène – de la tension qui règne en cette année 2020 entre les points de deal de Nîmes. On relève un certain degré d'organisation de ces clans sur un mode quasi militaire où le chef opérationnel décide de tout, prépare et organise. Puis se dessine le commanditaire, souvent mystérieux, qui décide si ce jour-là quelqu'un doit mourir au non. L'apparition dans les commentaires de « Jum », considéré depuis comme le boss du Mas de Mingue, permet de comprendre que dans ce contexte de rivalités exacerbées la DZ va bientôt agrandir son territoire et pas seulement vers l'ouest de la région PACA. Le Var lui ouvre les bras.

Hyères dans le viseur de la DZ

Janvier 2024. Cela fait des mois que les policiers de la PJ savent que la DZ Mafia après avoir mis K-O debout les ennemis de Yoda sur les trottoirs

marseillais ont décidé d'étendre leur emprise sur le Var, département limitrophe des Bouches-du-Rhône où les connexions avec la criminalité locale font partie de la grande histoire du milieu. Dans les années 1980-1990, un certain Jean-Louis Fargette, surnommé « le Grand » ou « la Savonnette », régnait en maître sur le secteur, en connexion avec les troupes de Francis le Belge. Fargette assassiné en 1993 devant son immeuble de la ville italienne de Vallecrosia où il s'était réfugié, interdit de séjour sur ses terres varoises, un autre clan, celui des Perletto, prend la suite, en association aussi avec le clan du Belge.

On retrouve simultanément les frères Pascal et Franck Perletto[11] en synergie avec les amis de Marseille sur le fameux dossier Topaze, un lourd dossier de trafic de cocaïne démantelé par les enquêteurs de la brigade des stups de la PJ de Marseille supervisés par le commissaire Éric Arella.

Mais depuis ces années de gloire, le milieu varois n'est, à vrai dire, plus ce qu'il était. L'heure est désormais au narcotrafic et aux équipes des cités qui sèment la terreur sur la zone de Hyères, particulièrement au Val des Rougières qui attise toutes les convoitises, à commencer par celles des Marseillais de la DZ Mafia.

L'ouverture du bal débute dans la nuit du 20 au 21 janvier 2024 quand trois véhicules pénètrent au pas dans cette cité. Plusieurs suspects ouvrent le feu sur le point de deal sans atteindre personne, mais en recevant en revanche un puissant tir de riposte avant de fuir. Les policiers arrivés sur place saisissent des armes et interpellent deux suspects. Contrairement à ce qu'elle espérait, la DZ n'a pas mis la main sur le point de deal.

Une opération est alors montée le 20 février, pilotée par un certain Hachmi K., considéré par la police comme affilié à la DZ Mafia. Mais le Val des Rougières résiste toujours, d'autant que le commando de la DZ est interpellé et écroué.

Mais manifestement, les Marseillais ne lâchent pas le morceau. Une autre opération, menée dans la nuit du 27 au 28 février, aurait pu tourner en une véritable tragédie. La veille, des tirs sont relevés en direction d'un immeuble sans faire heureusement de victimes. Une équipe d'incendiaires pilotée par la DZ décide de s'en prendre à l'appartement où loge un dealer concurrent avec sa famille. Une vidéo prise par un des membres du commando montre un individu qui asperge la porte d'un appartement situé au deuxième étage du bâtiment K avant d'être victime d'un retour de flamme. Quant aux occupants de l'appartement, trois sont brûlés, dont l'un

grièvement. Sans l'intervention efficace des pompiers, le feu aurait pu se propager à tout l'immeuble et le bilan s'alourdir.

La gravité de la situation amène le maire de Hyères, Jean-Pierre Giran, à réagir avec virulence. L'édile réclame d'importants renforts de police pour ramener le calme. Dans le même temps, le préfet du Var prend une décision inhabituelle, en rendant un arrêté interdisant « à tous les individus résidant dans les Bouches-du-Rhône et connus pour des antécédents judiciaires en matière de stupéfiants de circuler ou de stationner sur la voie publique » à Hyères « sans motif légitime ».

Cette mesure, jugée par certains liberticide, est une arme qui peut s'avérer efficace pour restreindre les visées hégémoniques d'une organisation criminelle. On peut s'étonner d'ailleurs qu'elle ne soit pas davantage utilisée dans d'autres territoires. Le Var se singularise par des actions de confiscation de véhicules de consommateurs venus s'approvisionner sur les points de deal. Une mesure très dissuasive qui pourrait, pourquoi pas, se généraliser.

Les incidents du Val des Rougières connaissent un heureux dénouement judiciaire avec l'interpellation en octobre 2024 de sept suspects ; cinq sont incarcérés. L'enquête sur l'incendie permet de mieux cerner le processus de recrutement des petites mains de la DZ Mafia. Les auditions des suspects confirment que l'incendie est une réplique violente aux tirs de riposte subis par le commando de la DZ les 26 et 27 février.

Six jeunes au total sont impliqués dans l'incendie. Ils viennent de Montpellier ou de Lyon s'expliquer devant un juge d'instruction du tribunal judiciaire de Toulon. Comment des profils dits du « bas du spectre » se retrouvent-ils impliqués dans une affaire aussi grave alors que manifestement ils n'ont pas encore acquis une très grande expérience dans la criminalité ?

Des amateurs en somme, bien souvent manipulés par les commanditaires de la DZ qui ne remplissent pas leurs promesses de rémunération quand les choses tournent mal. Ils s'appellent Kylian, Salah, Raphaël ou Hilane et ont tous un point commun : ils ne savent pas vraiment pour qui ils opèrent, tant le filtre des réseaux cryptés comme Telegram ou Signal se montre efficace. En fait, le client est virtuel, un pseudo, alors que la cible, elle, est bien réelle.

Kylian, un jeune de tout juste 18 ans, explique au magistrat comment, de Montpellier, il s'est retrouvé en quelques heures à collaborer à l'incendie

d’un appartement à Hyères.

« Le soir du 27 février, je suis parti de chez moi à Montpellier en train jusqu’à Marseille, je suis allé à Aix-en-Provence. […] On m’a récupéré en voiture à la gare Saint-Charles. […] Il y avait juste moi et mon cousin Ali C. Vous me demandez qui était le chauffeur, je ne le connaissais pas. On est parti récupérer quelqu’un sur Aix-en-Provence, vers le centre-ville. […] C’était une personne nommée le Lyonnais, après on a été directement sur Hyères. Nous avons d’abord récupéré trois personnes à la gare de Toulon avant d’aller sur Hyères. […] Nous sommes arrivés à Hyères vers 23 h 40 ou minuit. […] Nous étions tous dans la même voiture. Je crois que c’était une Renault Clio. Ensuite nous sommes arrivés à Hyères. La police était là. Du coup on s’est caché dans la forêt en attendant que la police parte. On a reçu un message vers deux ou trois heures du matin pour nous dire qu’on allait nous récupérer et nous jeter sur Toulon, moi, mon cousin C. et le Lyonnais. Les trois autres personnes ont dit qu’elles partaient sur Marseille[12]. »

Kylian va finalement passer la nuit à Toulon en compagnie du Lyonnais. Il explique avoir dormi dans un hôtel puis s’être réveillé vers 11 heures : « J’ai aperçu la vidéo de l’incendie sur mon téléphone sur le réseau Telegram. Puis je suis allé vers le point de stups vers 14-15 heures. Je me suis fait courser et je ne suis plus revenu, j’ai perdu mon téléphone. »

Kylian quitte Hyères en stop pour Marseille où il dort chez une connaissance avant de regagner Montpellier.

On note dans ce récit toute la force de la DZ Mafia. Celle de réunir en quelques heures des jeunes qui ne se connaissent pas avec pour seul objectif de gagner quelques billets sur un point de deal, puis de les disperser dans la nature, ce qui complique évidemment la tâche des services de police qui n’ont aucun recul en termes de renseignements.

Le plus notable est que ces jeunes ne savent même pas pour qui ils travaillent. Interrogé par le juge sur sa participation à la reprise du point de deal pour le compte de la DZ Mafia, Kylian reste évasif. Est-ce de la peur ou de l’ignorance, sa réponse est édifiante : « Vous me demandez si je savais que je travaillais pour des Marseillais, oui, çà je le savais. Vous me demandez si je savais que je travaillais pour une organisation criminelle particulière, non je ne savais pas. […] Je sais que c’était un point de deal tranquille, un peu calme. Je venais juste faire le guetteur, prendre mon argent et repartir. […] Et aussi quand j’ai vu la vidéo, ça m’a fait un peu

[…] et j’ai vu que c’étaient pas du tout des enfants de cœur. Vous me faites remarquer que j’y suis tout de même retourné ce jour-là, oui, c’était pour l’appât du gain pour l’argent[13]. »

Kylian présente le profil type de la petite main fort utile que l’on peut amadouer pour quelques centaines d’euros sans que l’intéressé ne mesure vraiment dans quel piège il est tombé.

Son cousin Ali semble plus au parfum sur l’identité de ses commanditaires. Face au juge qui le questionne sur ce point, le Montpelliérain est plus précis : « J’ai été contacté ils m’ont dit que c’était un quartier de Hyères et que la DZ était en bonne entente avec ce quartier. Vous me demandez à quel moment je comprends qu’il n’y a pas de bonne entente, c’est quand je me fais tirer dessus[14]… » Ali a le profil type du lumpenprolétariat de la came : 18 ans, pas de diplôme, pas de travail et le vœu dit-il de devenir « électricien ».

Son casier judiciaire est déjà marqué par une condamnation pour cession de stupéfiants. Ses rapports familiaux sont compliqués après qu’il a agressé son père lorsque celui-ci a découvert une bombe lacrymogène dans sa sacoche. Sa mère avait porté plainte contre son fils, mais aujourd’hui les rapports se sont aplanis dit-il. Il serait à la recherche d’un emploi, ce qui ne convainc pas forcément le magistrat instructeur.

Il ressort de ces témoignages que la DZ a couplé l’incendie criminel avec une reprise en main du plan, ce qui a échoué devant la riposte musclée des locaux qui ne semblent pas disposés à passer la main aux Marseillais.

Guetteur, charbonneur ou simple chauffeur, chacun a un rôle défini dans cette expédition, comme Salah qui a pour mission de conduire les intéressés sur les lieux. Lui n’est pas vraiment bavard quand on le questionne sur la DZ Mafia : « C’est un groupe connu sur Marseille je ne suis pas dans leur groupe, c’est tout. Vous me demandez qui m’avait confié ces missions de transport le 27/02/2024 c’est un ami qui n’avait pas de voiture qui m’avait demandé de faire ça de façon rémunérée. Vous me demandez qui est cet ami, c’est un collègue je ne peux pas citer de nom. J’ai peur des représailles, je ne peux pas donner son nom. Vous me rappelez que ce véhicule avait été loué au nom de quelqu’un, oui mais c’est pas cette personne. Vous me rappelez que j’avais parlé d’un Elies c’est un ami. Vous me demandez si c’est lui qui m’a confié la mission non. […] Vous me demandez si Elies fait partie de la DZ Mafia, non, ni lui ni moi[15]. »

On aborde ici une dimension importante, celle de l'omerta qui règne chez ces trafiquants placés sous l'emprise d'une DZ Mafia qui inspire la peur. Personne ici ne veut parler d'éventuels commanditaires affiliés à l'organisation, Salah évoque une « peur des représailles ». Il est vrai que le magistrat instructeur relève que Salah a perdu récemment deux amis, assassinés à peine cinq minutes après qu'il les a quittés alors qu'ils se trouvaient dans un local associatif. Mais le suspect l'affirme : « Vous me demandez si ça a un rapport avec la DZ Mafia, non. » On ne demande qu'à le croire, mais l'ombre de l'organisation, on le sent, pèse lourdement sur cette audition.

Pour le reste, on apprend que Salah dont le casier prouve qu'il est connu des services de police travaille comme cantonnier à temps partiel. Il sort et rentre des containers dans un local pour 600 à 700 euros par mois. Il est certain que jouer les chauffeurs pour la DZ Mafia est bien plus lucratif. Et risqué aussi…

D'autres garçons sont interrogés dans cette affaire, qui opposent toujours le même système de défense : j'y étais, mais je n'étais pas au courant du projet d'incendie criminel. Qu'il s'agisse de Raphaël qui travaille comme boucher à Marseille, ou d'Hilane, ils n'endossent que les seconds rôles. Ces deux suspects ont une particularité, ils n'affichent aucune condamnation à leur casier judiciaire. Ce n'était qu'une collaboration de circonstance, ils ne savent pas vraiment ce qu'est la DZ Mafia contrairement à Salah qui semble parfaitement au parfum et dont les silences sont une forme d'aveu.

Hilane, en particulier, explique qu'il a participé à cette sombre virée par besoin d'argent, sans vraiment se poser de questions. Il juge son rôle secondaire, se contentant de transporter à bord de sa voiture des personnes inconnues moyennant une rémunération de 150 euros plus 50 euros de frais de déplacement.

On comprend que l'économie de la drogue prospère sur la misère et la précarité, ce qui n'est pas une révélation : « Ma mère es tombée malade, j'étais au chômage, j'ai vu cette offre d'emploi que c'était juste que d'emmener des jeunes. Je me suis dit que même si je me faisais contrôler je n'avais rien fait d'illicite. Vous me faites remarquer que durant ma garde à vue j'ai expliqué avoir continué les missions jusqu'en mai 2024. Oui, mais pas avec des jeunes, je n'amenais plus personne. Vous me demandez ce que j'amenais, je récupérais de l'argent et j'amenai de l'argent d'un point A à un

point B, enfin je crois que c'était de l'argent car c'était dans les enveloppes. Après ça, j'ai arrêté complètement car ce n'était pas une vie. »

Seul Alan a assumé ses responsabilités et reconnu qu'il est bien celui qui met ce soir-là le feu à la porte d'entrée de l'appartement du bâtiment K de la cité du Val des Rougières, muni d'un bidon d'essence. Comparaissant le 16 octobre 2024 devant le magistrat, le suspect fait état de son épuisement à l'issue d'une interminable garde à vue, où, à trois reprises, il reconnaît les faits. Il refuse d'en dire davantage sinon d'affirmer devant le juge d'instruction : « Je ne voulais blesser personne, je voulais juste donner un avertissement, mais après réflexion j'ai compris que c'était grave. »

Hyères n'est pas le seul territoire convoité par la DZ Mafia dans le Var, comme le révèle un rapport de police[16] : « Une enquête diligentée par la police judiciaire de Toulon sur l'intervention d'un groupe de malfaiteurs dans un domicile de la Seyne-sur-Mer le 28 janvier 2024 révélait une commandite de la DZ Mafia par l'un de ses membres actifs également en détention Z. @Babayaga/Evandro[17]. » Le document fait référence ici à une action visant à vider un coffre et à « secouer » l'occupant qui se trouvait sur place avec sa compagne. On comprend qu'il s'agit ici de viser le gérant du plan convoité.

« Le recrutement de la main-d'œuvre (notamment marseillaise) se faisait sur messagerie cryptée et moyennant rémunération (5 000 euros). Les investigations permettaient de lier ces faits à une autre intrusion armée intervenue le lendemain sur la cité Berthe, chez le cousin de la première victime, dans le cadre d'un nouveau coup de force fomenté par DZ Mafia pour régler un contentieux pouvant être lié au trafic de stupéfiants (suite à un vol supposé de produits). »

La Seyne-sur-Mer, aux portes de Toulon, est depuis des années un secteur important du trafic de drogue, particulièrement la cité Berthe, haut lieu de règlement de comptes entre bandes rivales. L'œil acéré de la DZ ne pouvait que se poser sur ce juteux plan de deal. Comme elle lorgne du reste sur Toulon le plan de la cité Guynemer ainsi que l'a démontré le double assassinat visant des Toulonnais sur le parking du McDo de l'Estaque, le 11 novembre 2023[18].

Toulouse, le « *país* » de la DZ Mafia

Depuis des années, la Ville rose subit une montée inquiétante de la criminalité, consubstantielle de la montée tout aussi préoccupante du trafic de drogue. Des clans locaux se déchirent comme aux Izards, un haut lieu du deal où les règlements de compte se multiplient en 2020.

Mais c'est l'année 2024 qui marque un tournant comme le recense en septembre le quotidien *La Dépêche du Midi* évoquant « une quinzaine de fusillades maffieuses depuis début janvier »[19]. Cette augmentation significative montre l'entrée en scène de la DZ Mafia avec une succession de tentatives d'assassinats et de morts par balles. Le 6 janvier un jeune de 18 ans est retrouvé avec une balle dans la tête aux Izards ; le 12 février, c'est la jambisation d'un individu à proximité de la station de métro Empalot. Le procédé, qui consiste à tirer dans les jambes pour neutraliser des rivaux, est renouvelé en février puis le 12 avril dans le quartier la Faourette, le 24 avril à Bagatelle.

La « jambisation », une spécialité locale, mais parfois c'est bien d'assassinat qu'il est question, comme le 4 mai devant la discothèque l'Étoile où un trafiquant de drogue, Ouisam Boujoual, est abattu. Puis les fusillades se multiplient au quartier Lalande, à la Reynerie, à Blagnac dans la périphérie toulousaine. Enfin, en septembre, place de la Loire un « réglo » fait un mort et un blessé grave.

Faut-il y voir un lien, 2024 marque l'entrée en scène de Marseillais mandatés par la DZ Mafia, clairement identifiée notamment sur le coup de force perpétré le 24 avril à Bagatelle qui a fait deux blessés graves. « Un membre notoire de la DZ Mafia et homme de main de Mahdi Z, Ouadih B @opi est identifié avec trois autres Marseillais (dont Jordan V. @jojo/Mowgli) comme participants à un coup de force armé[20] », relève la PJ qui note que début avril, à la suite d'un conflit au sein d'une famille locale, les B., des Marseillais, sont recrutés pour prendre par la force deux points de deal majeurs : les Izards et rue Cher, dans le quartier Bagatelle.

Cette affaire de Bagatelle permet par ailleurs de remonter à Ouadih B., interpellé dans un appartement avec une saisie de résine de cannabis et d'herbe. Le suspect est bien connu des services marseillais. Le 22 mai 2023, Ouadih échappe à une tentative d'homicide rue Consolat. Il est également mis en examen, cette fois-ci comme commanditaire d'un coup de force sur Aix-en-Provence le 23 avril 2024 qui a fait une victime collatérale. Un membre du clan Yoda était visé. Quant à Jordan V. dit « Jojo », il est proche

du bras droit des frères D. qui règnent désormais en maîtres sur la cité Font-Vert, haut lieu du deal marseillais contrôlé par la DZ Mafia.

Dans le secteur de la Haute-Garonne sévit également un certain R9, mis en cause dans une affaire d'extorsion à Saint-Alban avec sa concubine. L'enquête a démontré que les deux malfaiteurs masqués qui s'en sont pris à un couple domicilié dans cette commune s'étaient en fait trompés de cible, croyant s'en prendre à un dénommé « Adel » – preuve que la DZ est parfois capable d'amateurisme. Le contrat posté sur les réseaux était pourtant alléchant : 40 000 euros.

Ces différents éléments relevés par des investigations policières précises montrent à n'en pas douter une montée en puissance de la DZ qui s'est poursuivie au cours de l'année 2025 avec d'autres assassinats. Si la fréquence des « réglos » n'a rien de commun avec le contexte marseillais, la lutte pour le contrôle des points de deal a marqué le passage de Samuel Vuelta-Simon au parquet de Toulouse. Procureur de la République jusqu'à l'été 2024, ce magistrat particulièrement expérimenté a officié à Boulogne où il a planché comme juge d'instruction sur les réseaux pédophiles. À Bayonne, il se frotte aux terroristes de l'ETA. Détaché par la suite au ministère de l'Intérieur, il participe à la création de l'OFAST, l'Office central de lutte contre le trafic de stupéfiants. La drogue est un domaine qu'il connaît sur le bout des doigts.

Le magistrat, désormais directeur des services judiciaires à Monaco, n'est pas étonné de voir apparaître ces Marseillais sur le terrain : « Toulouse n'est pas concernée par la DZ Mafia jusqu'en 2024. Mais comme les Toulousains sont moins bien équipés, moins expérimentés en matière de règlements de comptes, ils font appel à des Marseillais voire à des Parisiens. Ici, on utilisait jusque-là des armes traditionnelles, du 7,65 pour régler les conflits, pas de kalachnikov, une arme que maîtrisent les Marseillais. »

Concernant les ventes de drogue, le témoin relève une montée en flèche de la consommation d'herbe de cannabis au détriment de la résine. « Ces drogues sont introduites ici par les réseaux maghrébins qui se livrent à de fréquents voyages en Espagne pour s'approvisionner également en cocaïne. À Toulouse, comme dans d'autres villes, Uber shit se développe avec la livraison à domicile. Cette pratique a débuté et explosé avec le Covid. »

Mais la démocratisation du deal aura profondément marqué Samuel Vuelta-Simon avec « l'apparition de gens qui ne sont pas des marginaux, qui travaillent, sont en couple avec des enfants et se livrent au trafic pour

arrondir les fins de mois. On est désormais décomplexé par rapport au trafic de drogue. »

Cette évolution, les gens de la DZ Mafia l'ont parfaitement perçue, n'hésitant pas à recruter tous azimuts, jobbeurs[21], guetteurs, nourrices, chauffeurs, pour assurer leur business. Très souvent, les jobbeurs sont de jeunes mineurs recrutés sur les réseaux sociaux qui sont traités comme de véritables esclaves. Ils occupent des fonctions de rabatteurs, de vendeurs, de guetteurs. La DZ a également compris tout l'intérêt de passer des accords avec des équipes locales pour faire face à leurs concurrents et développer leurs activités. Elle fournit aide et assistance pour une sorte de SAV du crime. Toulouse est l'exemple parfait d'une extension intelligente et d'autant plus redoutable d'une organisation criminelle qui, avant de conquérir d'autres citadelles un peu partout en France, s'est d'abord ancrée dans le sud.

Tournons donc le dos à Toulouse, direction Nice, où la DZ a, comme on dit, des relations.

La DZ pointe la Riviera

La promenade des Anglais, les palmiers, les casinos, le charme de la Riviera, Nice abrite depuis bien longtemps un milieu actif avec quelques gloires, du strass et du sang. Ici, les mafieux corses de la Brise de mer croisent les Calabrais de la 'Ndrangheta, les Marseillais font ami-ami avec les killers des Balkans, les « Vory v Zakone » (« voleurs dans la loi ») géorgiens s'y déchirent. Ces derniers, avec leurs tatouages qui inondent leurs torses, observent des règles strictes, notamment celle de l'« obshchak », sorte de caisse commune dans laquelle chaque membre du clan doit apporter son obole. Celui qui faillit à la règle est éliminé, à l'image de Vladimir Janashia, collecteur de fonds sur la Côte d'Azur, qui échappe le 14 février 2010 à une tentative d'assassinat à Nice. Court répit : un mois plus tard, il n'échappe pas aux balles des tueurs dans une cité marseillaise.

Nice est une incroyable terre de mixité criminelle, théâtre d'ombres où se glissent Jean-Dominique Fratoni, le roi des casinos lié à Cosa Nostra, Jacques Médecin, l'ancien maire marqué par le soufre et les

compromissions, Michel Soret alias « Michel le Niçois », le roi des cercles de jeux clandestins, ou tous ces *capi* des mafias italiennes venus se réfugier sous le soleil de la promenade des Anglais. Notre imaginaire est frappé par des affaires emblématiques comme la disparition de l'héritière du Palais de la Méditerranée Agnès Le Roux, le casse de la Société générale, ou plus récemment l'assassinat d'Hélène Pastor, richissime d'entre les richissimes Monégasques, tuée au fusil à pompe aux portes de l'hôpital de la ville.

Mais depuis quelques années, loin du strass et des lumières, Nice voit poindre une nouvelle génération de mafieux, issus pour la plupart du Maghreb, qui s'infiltre au fil des années dans des cités grises et obscures comme les Moulins, l'Ariane, les Liserons, Bon Voyage, Fenoglio. Dans ce contexte, des liens ne pouvaient que s'établir avec les pontes de la DZ Mafia, soucieux d'exercer leur influence dans ce « hub » de la came aux contours très particuliers.

La proximité de la frontière italienne, l'attrait touristique, l'aéroport international à l'intense activité, Nice est un carrefour touristique et économique, une plaque tournante aussi du trafic de drogue. Certes, des Français sont à la manœuvre, mais la ville est un lieu de passage important vers l'Italie où, en la matière, règnent en maîtres des clans albanais sur un lieu de passage stratégique, le péage de la Turbie. Nice est aussi marquée par une forte consommation de résine de cannabis et depuis quelques années de cocaïne, qui débarque en quantité, notamment via l'aéroport international.

Dans ce contexte, la DZ Mafia pointe le bout de son nez et entretient de solides liens avec des équipes locales. Plusieurs Niçois collaborent ainsi dans l'autre sens à des opérations commanditées par la DZ Mafia sur Marseille et au-delà. La guerre avec le clan Yoda se prolonge en effet vers d'autres terrains comme l'Espagne.

Le 3 mai 2023, deux proches de Félix Bingui sont trucidés dans la station balnéaire de Salou, située au sud de Tarragone. Les victimes se trouvent à bord d'un véhicule stationné sur un parking quand surgit une Renault Captur avec trois tueurs. Le « rafalage » est efficace. Les deux Yoda, dont le propre beau-frère de Bingui, Omar B. dit « Scar » qui se trouve à la place du conducteur, sont abattus. Le passager s'appelle Nadir B., dit « Morales ». Il avait 25 ans.

Scar en particulier n'a rien d'un enfant de chœur. Il était recherché pour sa participation à l'assassinat de Rodolphe Sdajian en 2016, surnommé « le

tatoueur des Chartreux », un quartier situé tout en haut de la Canebière.

Les policiers espagnols retrouvent la Renault Captur sur une aire de repos à quelques kilomètres de là. Le véhicule partiellement incendié recèle un arsenal : deux pistolets automatiques dont un Beretta 92, des grenades et l'incontournable kalachnikov.

Assez rapidement, l'enquête se dirige vers un Niçois qui séjourne près du lieu de l'assassinat. Il s'appelle Zacharie B. Il est né en 1999. Puis d'autres Niçois sont à leur tour interpellés : Foued M., Alexis G. ou Gabriel M. Il apparaît également que ces shooters de la Riviera sont sollicités pour venir en aide à un allié historique de la DZ, Mohamed Djeha[22] dit « Mimo », le puissant patron, nous le verrons, de la cité la Castellane.

Les connexions DZ/Niçois sont donc anciennes et remontent même à 2020 au travers de liens étroits avec l'équipe des Oliviers A, alliée elle aussi au consortium mafieux marseillais.

La grande question qui pour l'heure n'a pas vraiment reçu de réponse est celle de l'emprise de la DZ Mafia sur les plans de deal locaux. « Des Marseillais continuent à apparaître en 2024 sur des plans de stupéfiants niçois sans que la DZ Mafia y soit formellement identifiée[23]. » Ceci étant, de forts soupçons planent alors que des membres des Nouveaux Comoriens de la cité marseillaise Félix-Pyat (alliés à Yoda) ont été interpellés, laissant à penser que la guerre DZ/Blacks se poursuit en dehors de Marseille. En attendant, attaques de points de deal et assassinats se multiplient dans des zones sensibles comme les Moulins.

Cette cité jusque-là connue des autochtones révulse par l'omniprésence des narcos sur place. Les Moulins se font tristement connaître de la France entière le 18 juillet 2024. Règne alors une odeur de mort et de cendres au petit matin autour de l'immeuble situé au 38, rue Santoline. C'est le drame absolu, l'horreur. Un incendie criminel déclenché dans la cage d'escalier s'est très rapidement propagé par un effet d'appel d'air à un appartement situé au septième étage. Sept membres d'une famille comorienne tout à fait respectable et totalement étrangère au trafic de drogue viennent de périr, pris au piège des fumées épaisses. Une ville déjà marquée par l'attentat djihadiste de la promenade des Anglais de 2020 et qui peine à panser ses plaies doit faire face maintenant à cette nouvelle menace « narcoterroriste ».

Il est rapidement établi que cet incendie criminel a été fomenté par un réseau concurrent soucieux de s'approprier le plan de drogue en lançant une opération d'intimidation. On ne peut manquer de faire le rapprochement

avec ce qui s’est déroulé quelques mois plus tôt au Val des Rougières à Hyères. Mêmes intentions, même mode opératoire.

Mais si l’empreinte du clan marseillais est bien réelle dans le Var, il n’en est pas de même ici à Nice où d’autres « étrangers » venus notamment de la région parisienne viennent dealer ou perpétrer des actions violentes comme en ce 18 juillet. Cinq personnes seront interpellées dont le conducteur de la voiture utilisée par le commando de trois hommes qui a pénétré cette nuit-là dans l’immeuble pour y mettre le feu. L’un des incendiaires, brûlé aux jambes, est interpellé dans le Val-d’Oise.

S’il ne s’agit pas ici d’une intervention directe de la DZ Mafia, on constate qu’elle a fait des émules. Qu’importe le label, les mêmes méthodes hyperviolentes prospèrent pour imposer la loi des narcos.

Reste, nous confie un enquêteur spécialisé de la PJ de Nice, « que des Marseillais interviennent sur des règlements de comptes à Nice notamment à Fenoglio, mais il est prématuré d’envisager qu’une équipe marseillaise toute-puissante ait une emprise sur ces réseaux locaux. En revanche, on constate ces derniers temps une présence accrue de voyous parisiens venus en particulier du 95. Il faut savoir qu’ici un dealer est deux fois mieux payé qu’ailleurs. »

Le policier relève que deux Marseillais, les frères M., propriétaires de deux commerces de restauration de la rue de la République, ont été victimes d’opérations d’intimidation. Programmées par la DZ ? C’est possible. Un seul indice, l’un des deux frères est présenté comme proche du clan Yoda. Sur la présence des Parisiens, les policiers niçois ont en revanche levé une planque à Toulon qui servait de relais à leur venue sur Nice.

Yoda, DZ, toujours les mêmes labels qui traînent sur les trottoirs niçois dans un contexte très particulier comme le décrit le procureur de la République Damien Martinelli. Arrivé en 2024, ce magistrat très spécialisé qui a dirigé la JIRS[24] de Marseille et qui connaît ses narcos sur le bout des doigts note une évolution inquiétante : « On constate en matière de trafic que l’on a affaire à des jeunes déscolarisés depuis longtemps. Ils ont le cerveau littéralement carbonisé par la consommation de stupéfiants, avec des troubles psychologiques importants. La consommation intense de cannabis favorise l’apparition de troubles psychiatriques par le taux de THC qui ne cesse d’augmenter avec les polyaddictions. Que faire avec ces jeunes ? Je suis très pessimiste. On n’éradique jamais la criminalité

organisée. Ceux qui prétendent le contraire mentent. Dans certaines dictatures, elle est même au pouvoir[25]. »

Alors, le combat est-il perdu d'avance ? « Nous pouvons lutter, faire reculer, mais c'est tout. L'enjeu majeur dans ce contexte est la qualité du lien avec la population. Il est important de noter que, sur tous les coups de force intervenus ces derniers temps, chaque fois la population a appelé la police. Cette relation de confiance est capitale. À Marseille, vous avez tellement de rafales de kalach qui résonnent la nuit que plus personne n'appelle la police. On peut dire qu'à Marseille, le combat n'est pas totalement perdu, mais il est difficile. »

Une question essentielle à Nice est celle de l'approvisionnement : « Les stups, on les voit arriver de Marseille pour la résine, on voit de la cocaïne débarquer directement par voie aérienne par des mules. Le niveau de production est tel que nous ne sommes plus confrontés à des problématiques de montage de filières. Les choses sont bien plus simples. Les trafiquants saturent les vols de mules, les bateaux de containers bourrés de came… Tout est possible, comme cette touriste allemande d'un certain âge que nous avons interceptée à l'aéroport de Nice en provenance de Thaïlande avec 8 kilos de coke dans les bagages. À une époque, le prix élevé de la cocaïne impliquait d'avoir des relations de confiance au départ, de maîtriser les routes. Quand je suis arrivé à la JIRS de Marseille voici dix ans, l'enjeu de la cocaïne c'était la sortie, de faire arriver le produit. À partir du moment où nous avons une surproduction le problème n'est plus le même. »

En d'autres termes, la drogue arrivera toujours. Et en quantité.

Le magistrat évoque cinquante points de deal sur les Alpes-Maritimes, dont trente-cinq sur Nice. « Les plus gros points de vente rapportent entre 15 000 et 20 000 euros par jour. Certains se fournissent aux points de deal pour acheter et revendre sur les réseaux et je ne suis pas certain que les plus grandes quantités achetées par les consommateurs le soient sur les points de vente[26]. »

Concernant la DZ Mafia et son emprise sur la ville, le constat est mitigé : « Nous avons ici du produit qui vient de Marseille, il est évident qu'ils sont présents derrière l'approvisionnement. Il est probable qu'ils ont une visée expansionniste, comme nous l'avons vu à Nîmes ou Avignon. Qu'ils soient dans une stratégie d'influence, c'est logique puisqu'ils approvisionnent et détiennent un pouvoir de contrôle. Mais je dois constater que les

personnages que je vois apparaître dans les dossiers sont plutôt des locaux concentrés sur du recrutement conjoncturel sans se placer sur un schéma d'équipe. Je te paye, je te prends, je te jette : c'est un mode de passage à l'acte qui n'a rien à voir avec une mafia structurée. »

Damien Martinelli déplore enfin un grand retard en matière d'enquête sur les réseaux sociaux, l'une des forces de frappe essentielles de la DZ Mafia. « Beaucoup de messages passent par Snapchat, Instagram ou Signal. Nous avons un énorme déficit en matière d'enquête sur des cibles anonymes. Nous ne possédons pas les codes pour tout décrypter. Il faudrait communiquer davantage sur ces réseaux en utilisant des taupes. Je dois dire qu'aujourd'hui nous ne sommes pas au niveau sur ce point précis. »

Le diagnostic du procureur de Nice peut inquiéter, il est aussi porteur d'espoir quand police et justice ont les moyens de faire leur travail. Les ont-ils aujourd'hui pour lutter contre des organisations aussi puissantes que la DZ Mafia ?

La question est ouverte alors que l'organisation pousse désormais ses pions bien au-delà de la région PACA.

Valence, Dijon… la DZ met le cap au nord

Solidement implantée dans l'interrégion sud constituée comme nous l'avons vu par les régions PACA et Languedoc-Roussillon, la DZ Mafia étend ses tentacules vers le nord du pays, notamment vers Dijon où son activité a été remarquée par les services de police.

Comme le souligne le rapport du Sirasco 13 précédemment évoqué, des Marseillais sont repérés sur divers points de deal de l'agglomération dijonnaise et marquent leur implication dans des affaires criminelles, notamment plusieurs tentatives de meurtre. Certains, s'ils ne sont pas formellement identifiés comme appartenant à la DZ Mafia, sont reliés historiquement au clan Laribi. Les policiers marseillais font état d'une note émanant de leurs homologues de Côte-d'Or (Sirasco 21) mentionnant « la présence avérée d'individus marseillais aussi bien auteurs que victimes accrédite l'implication de la DZ Mafia alors que la rumeur publique évoque un conflit entre DZ Mafia et le clan Yoda importé à Dijon par le biais d'individus ayant prêté allégeance aux puissants cartels marseillais ».

Le point de deal de Chenôve en particulier susciterait toutes les convoitises et serait à l'origine d'une flambée de violences qui suscite notamment l'intérêt de la presse internationale. Le *Daily Telegraph* note le 26 mai 2024 : « La capitale bourguignonne est la porte d'entrée vers ce qui est une des plus belles régions viticoles du monde, mais derrière ce décor de carte postale, tout n'est pas aussi rose qu'il y paraît. Loin du regard des touristes, certains quartiers de la capitale bourguignonne se retrouvent pris au piège d'une guerre territoriale sans merci entre barons de la drogue. »

De la coke sur la moutarde, une forte odeur de shit sur les hautes côtes de Beaune, même les vaches qui paissent dans les prés alentour ont la tête qui tourne. Les narcos ont mis la main sur cette capitale du bien vivre français, qui est un symbole touristique de la France des terroirs et de l'art de vivre. Ou plutôt *était* si l'on en croit notre reporter du *Daily Telegraph* réduit à interviewer des Dijonnais désabusés : « On a en assez de voir tous ces gens faire la queue pour acheter de la drogue. » On sent à travers ce reportage la gêne du journaliste qui ne semble pas vraiment comprendre comment cet écrin bourguignon est aujourd'hui devenu un hinterland mafieux contrôlé par des Marseillais armés jusqu'aux dents.

Ce regard du quotidien conservateur britannique est terrible car il montre comment les narcos sont parvenus à griffer la carte postale d'une France accueillante et touristique, en d'autres termes, l'image de notre pays. Notre patrimoine touristique se retrouve maculé à l'international par ces narcoterroristes des quartiers nord de Marseille qui se sont lancés dans une réelle conquête de territoires.

En fait, l'emprise ici de la DZ Mafia n'éclate au grand jour qu'en novembre 2023, quand un homme de 55 ans meurt tué par des balles perdues dans le quartier de Stalingrad. Un nom assez prémonitoire car Dijon entre désormais en guerre contre les narcos. Février 2024, la tension monte d'un cran : un jeune homme de 19 ans est poignardé à mort à Talant dans la banlieue dijonnaise. Puis un gamin de 15 ans tombe sous les balles, toujours à Talant, cette fois-ci dans le quartier du Belvédère.

Certes, la municipalité continue de louer la qualité de vie de la cité, mais personne n'est dupe. Ici au cœur de la Bourgogne, comme dans d'autres villes moyennes, le deal continue de gagner du terrain, de grignoter la quiétude des Bourguignons, de menacer durablement la tranquillité publique. En deux mots : de pourrir la vie des habitants.

Deux points de deal sont particulièrement en vue. En centre-ville celui des Grésilles se situe pas très loin du quartier Stalingrad, placé de l'autre côté de la voie ferrée. Stalingrad où, rappelons-le, un père de famille est mort dans son lit, non pas d'une fin paisible, mais de plusieurs balles de kalachnikov qui ont traversé le mur de sa chambre pour l'atteindre en plein sommeil. Aux Grésilles, les dealers ont pris le terrain, s'asseyant sur des chaises pliantes à l'entrée des immeubles alors que les clients font la queue.

Et puis il y a Chenôve, commune limitrophe, objet elle aussi de convoitises. On estime que ces deux plans, Grésilles et Chenôve, rapportent 10 000 euros par jour. Les gérants sont de petits caïds qui se déplacent entourés de leurs gardes du corps et invectivent les journalistes un peu trop curieux, n'hésitant pas à les menacer[27].

À Marseille, les limiers de la PJ rassemblent patiemment des informations sur la présence des Marseillais et particulièrement des proches de la DZ, informations transmises à Paris qui vont permettre de comprendre la situation à Dijon. Ils relèvent ainsi que Djibril K. qui était tombé en 2021 dans le réseau de Mahdi Zerdoum et Rachid Ghozal à Marseille était cité dans une note des policiers bourguignons en 2023 comme ayant le projet de contrôler le point de deal de Chenôve. Dès le mois de janvier des informations font état de l'entrisme des trafiquants marseillais.

En mai plusieurs Marseillais sont repérés sur le point de vente de Chenôve, l'un est identifié comme membre du réseau de Font-Vert (contrôlé par Mahdi Zerdoum), l'autre, originaire de la cité du Castellas, connu comme trafiquant aux Micocouliers et de la famille d'Hocine G. dit « le Mexicain », est clairement identifié comme membre de la DZ Mafia. Les enquêteurs marseillais relèvent également qu'un certain Louka J., inconnu des services de police, est l'objet d'une tentative d'assassinat le 25 mars 2024, avenue du Lac. On retrouve l'intéressé comme revendeur quatre mois plus tard dans le 15e arrondissement de Marseille.

D'autres informations circulent, dont une mainmise supposée d'Amine O. alias « Jalisco » sur le secteur. Mais personne à ce jour n'a pu confirmer cette emprise supposée du boss de la DZ sur le secteur.

On retrouve en revanche celui que l'on surnomme Mamine sur Valence, ce qui marque la percée de la DZ Mafia sur le couloir rhodanien après avoir conquis comme nous l'avons vu le Vaucluse. Incarcéré un temps à Valence, ce dernier aurait mis à profit sa détention pour prendre en main les points de deal locaux et recruter sur place de la main-d'œuvre destinée à ses réseaux

marseillais. Mais ces informations manquent encore d'investigations plus poussées.

L'ombre de Mamine pèserait en revanche de façon beaucoup plus forte sur un assassinat perpétré dans la nuit du 11 au 12 août 2023 devant un établissement de nuit.

Ce n'était pas le premier flingage de l'année : dans la nuit du 9 au 10 mai un homme est tué et un autre grièvement blessé dans le quartier de Fontbarlettes. Le défunt était père de famille et sa femme attendait un deuxième enfant. Connue des services de police, selon l'expression consacrée, la victime était venue sur place pour apaiser un contentieux entre jeunes dealers. Une vidéo amateur montre une horde armée jusqu'aux dents envahir le parking de l'immeuble et échanger des coups de feu dans une vraie scène de western. La vidéo prise par des riverains terrorisés a profondément choqué. Deux jours plus tard, un homme est abattu dans un bar de la ville… Valence, incontrôlable ?

D'autres homicides touchent la cité, dont celui du 11 août où plane plus que jamais la marque DZ, les policiers remarquant que la victime a été incarcérée comme Amine O. dans le centre pénitentiaire de la ville entre 2021 et 2022.

L'emprise marseillaise se confirme dans la soirée d'Halloween 2024. Dans la nuit du 31 octobre, un killer, vêtu de noir et cagoulé, ouvre le feu à l'entrée de la discothèque le Seven à Saint-Peray (Ardèche), tout près de Valence. Le tireur vise le vigile avant de tirer sans discernement sur les clients qui font la queue devant l'accès. Trois jeunes sont touchés dont Nicolas, un jeune rugbyman qui, blessé à la tête, succombera à son arrivée à l'hôpital. Signe funeste du destin, Nicolas jouait dans le même club que Thomas, tué au couteau un an plus tôt lors d'une rixe à Crépol.

Deux suspects seront interpellés pour la mort de Nicolas dont l'un à la Bricarde à Marseille, un point de deal tenu par la DZ Mafia. Il est âgé de 19 ans et de nationalité italienne. L'enquête semble accréditer la thèse d'une tentative de racket du Seven, signe que la DZ entame sa diversification, comme nous le verrons plus loin.

La patte des Marseillais semble désormais bien posée sur une ville et une région où les violences liées au narcotrafic n'ont cessé de se poursuivre durant l'année 2024 comme d'ailleurs dans plusieurs autres villes, à l'image de Grenoble, Nantes ou Rennes. Des violences marquées par une large médiatisation. Cependant, pour l'heure, aucun indice ne permet d'impliquer

la présence des Marseillais dans ces autres territoires, dans lesquels des équipes locales sont profondément ancrées et se livrent une guerre sans merci à l'image de ce qui se déroule dans le Midi.

On comprend peu à peu que la DZ Mafia n'est pas simplement une organisation structurée autour de quelques *capi*. DZ est aussi un label, une sorte de franchise que certains s'octroient pour exercer une influence sur un lieu donné, ce qui par effet rebond assoit davantage l'influence de l'organisation marseillaise, qui après avoir mis sa main sale sur la ville développe des activités de deal hors de la cité phocéenne. Elle cherche à se diversifier notamment par des activités de prestataire de services : assassinats, racket, etc., et ce, au profit d'autres organisations criminelles. De récentes affaires étayées par des investigations policières précises le démontrent.

VI
Vers la diversification

Le SIPJ relève durant l'année 2024 une volonté des pontes de la DZ de se lancer dans une activité bien connue du milieu traditionnel, l'extorsion de fonds. Sur ce point les nouveaux mafieux marseillais ne font pas preuve d'imagination. S'appuyant sur leur label de peur désormais accolé à leur nom, les émissaires de l'organisation se présentent dans les commerces, restaurants, établissements de nuit pour les mettre à l'amende sous la menace de mesures de rétorsion expéditives. On se souvient des vidéos diffusées mettant en scène des actions violentes à domicile menées contre des cibles potentielles ou des incendies criminels sur des commerces. La DZ veut faire peur et cela fonctionne.

Le Sirasco 13 note dans le rapport très largement évoqué dans ces pages que « l'action agressive de la DZ met en évidence une pratique qui se répand depuis plusieurs mois : celle de mises à l'amende visant des restaurateurs, des gérants de société ou de commerces, d'établissements de nuit et enfin des rappeurs connaissant un certain succès. En somme, tout ce qui rapporte de l'argent, ciblant en priorité des milieux brassant des espèces en fortes quantités. »

La police relève ainsi qu'en novembre 2024 des supérettes de nuit et des alimentations sont approchées dans quatre arrondissements de Marseille, le 2e, le 4e, le 14e et le 15e. Les gérants sont menacés d'incendies criminels en cas de non-versement des sommes. Une pratique mafieuse qui a fait le tour du monde.

En ce qui concerne les discothèques et le milieu des rappeurs, l'intrusion de la DZ prend souvent une autre forme, celle de s'imposer pour assurer la

sécurité des établissements ou des artistes. Ils s'opposent ainsi aux velléités de clans concurrents dans le souci de leur ôter le marché. Rappeurs et narcos des cités, c'est une véritable histoire d'amour.

Certains rappeurs consolideraient en quelque sorte « idéologiquement » le socle sur lequel se construit la force de la DZ Mafia. C'est du moins l'opinion de Samuel Vuelta-Simon[1], l'ancien procureur de Toulouse cité précédemment, et de bien d'autres magistrats. Cette consanguinité s'est ressentie notamment lors de l'assassinat le 12 juin 2014 dans la région parisienne de Karim Tir. La victime qui produisait par ailleurs d'autres rappeurs est surtout connue comme manager, à l'époque de Jul, alors en pleine ascension[2].

Les rappeurs ne sont pas les seules cibles : les influenceurs génèrent d'importants profits.

Maeva, influenceuse sous influence

La DZ a quelques comptes à régler avec une influenceuse : Maeva Ghennam. C'est la petite amie de Skander, un proche de Mamine, abattu le 9 juillet 2013. Maeva fait le buzz sur les réseaux sociaux après son passage dans des émissions de téléréalité. Depuis, cette fille dégourdie navigue entre Marseille et Dubaï et fait fortune en s'appuyant sur ses trois millions d'abonnés Instagram. Sans fard, elle attise parfois la polémique lorsqu'elle recommande aux jeunes femmes de se faire rajeunir le vagin par des opérations de chirurgie… ce qui lui vaut l'ire de Marlène Schiappa, alors ministre.

Maeva a conservé de solides liens avec son passé et les trafiquants des cités. Elle entre en conflit direct avec Mamine au sujet de l'assassinat du jeune Moussa en août 2020, dossier dans lequel le chef de la DZ est mis en examen[3].

Le 9 septembre 2024, deux agresseurs s'en prennent au domicile familial de l'influenceuse, situé dans le 11^{e} arrondissement. Ils pénètrent dans la propriété, tirent plusieurs décharges de calibre 12 sur la porte d'entrée et jettent un cocktail Molotov. Maeva Ghennam, qui se trouve à l'intérieur de la maison avec sa mère, n'est pas blessée. Mais il s'agit bien d'un avertissement.

Maeva a réagi dès le 9 septembre sur Instagram alors qu'elle se dirige vers l'aéroport de Marignane pour s'embarquer vers Dubaï. Maeva est une fille des cités. Elle sait adresser ses messages : « Bande de sacs à sperme. J'ai pas peur de vous, j'me suis jamais cachée dans Marseille. » Elle poursuit : « Vous n'avez pas de codes, vous n'êtes pas des hommes, vous ne serez jamais des hommes. Les gens ils rigolent de vous, personne ne vous respecte. Vous êtes des tueurs d'enfants et vous êtes des tueurs d'innocents. Vous avez trahi votre propre sang. »

Maeva cherche manifestement à appuyer sur l'aspect identitaire voire religieux de l'appartenance à la communauté musulmane. Elle cherche à piquer au vif : « Je suis une femme, j'ai plus de couilles que vous. Voyez ce que j'ai fait dans la vie, j'ai fait mieux que vous et je suis fière de moi. J'ai la tête haute. J'ai réussi ma vie, pas vous. Ce que j'ai fait à ma mère, vous l'avez pas fait à vos mères, elles vivent toujours dans les HLM les pauvres[4]. »

Pour la DZ, cette volée d'insultes sonne aussi comme un échec. Personne jusque-là n'avait osé s'en prendre à eux en ces termes… Et en plus, c'est une femme qui les défie.

L'un des auteurs de cette attaque d'intimidation a été identifié, il s'appelle Ugo, il a 19 ans et se trouve impliqué dans une affaire sur Montpellier. Comme E., comme Paolo, le gamin qui a tué Nessim Ramdane, Ugo a répondu à une petite annonce pour quelques billets.

Faut-il y voir un lien de cause à effet, Maeva Ghennam a sombré depuis cette attaque dans une forme de burn-out, délaissant ses vidéos aux retombées juteuses pour une sorte d'introspection auprès d'un psy. En juillet 2025, elle cherchait à revenir au premier plan avec dans sa mémoire le visage de son amoureux de toujours, le jeune Skander, abattu au détour d'une cité. Dix ans plus tard, Maeva avoue toujours en vidéo sa fidélité à son premier amour.

Deux affaires emblématiques

Deux affaires révélées en 2024 illustrent cette volonté de diversification. Deux affaires par ailleurs reliées entre elles par l'identité des protagonistes dont l'un des plus célèbres membres de la DZ mafia, Gabriel O.

Tout commence un jour de juin 2024, quand un certain Jimmy, propriétaire d'un établissement de nuit, le First à Plan de Campagne, et de plusieurs restaurants dont un Subway à Saint-Victoret, pousse la porte des enquêteurs de la PJ de Marseille. L'homme est tremblant, il suinte la peur en expliquant qu'il est depuis quelque temps harcelé par un groupe de malfaiteurs se réclamant de la DZ Mafia. Les racketteurs lui réclament des sommes astronomiques, soit 300 000 euros qu'il faut régler au choix en un seul versement ou en dix de 30 000 euros, détaillera plus tard le procureur de Marseille, Nicolas Bessone, en expliquant que la victime a été mise sous pression pendant des jours et ce plusieurs heures par jour.

Mais la DZ a d'autres ambitions aussi, celle de placer au sein du First son propre service de sécurité et de prendre le contrôle de cette boîte de nuit où se produisent régulièrement des artistes dans des showcases, de courtes apparitions. Elle est appuyée dans ce sombre dessein par l'actuel directeur artistique, qui est pris en main par les narcos marseillais. Très gourmands, les racketteurs cherchent également à placer leur « booker[5] », en la personne d'un prénommé Yassine Akhazzane[6], membre réputé influent du milieu corse. Ce Proprianais est considéré par le Sirasco comme le chef de l'une des vingt bandes criminelles corses.

Yassine aurait établi de solides liens avec la DZ lors de son incarcération à la prison du Pontet où il côtoie notamment « Gato », l'un des gros associés de la DZ. Le 25 novembre 2024, il a été mis en examen pour tentative d'extorsion aux côtés de membres de la DZ. Il est incarcéré actuellement dans la prison de haute sécurité de Vendin-le-Vieil. Gabriel O., chef présumé de la branche extorsion de la DZ, est soupçonné, quant à lui, d'avoir supervisé l'opération d'extorsion depuis sa cellule des Baumettes.

Au fil des semaines, la situation de Jimmy devient intenable au First, à tel point qu'il est contraint sous la menace de remettre les clés du club à ses racketteurs et de quitter le secteur de Marseille. Tenaillé par la peur, il se résout finalement à contacter la police, qui va mettre sous écoute toute l'équipe. À la demande des policiers, Jimmy accepte de jouer la chèvre et de remettre une somme de 10 000 euros sous l'œil des enquêteurs, qui ne ratent pas une miette de la scène. L'étau commence à se refermer sur la DZ.

L'affaire prend une autre tournure au fil des investigations. Grâce à des conversations captées sur le réseau Signal, pourtant réputé pour sa confidentialité, les policiers sont informés qu'une opération d'envergure, dont ils ne connaissent pas précisément la nature, se prépare dans la zone de

Montpellier. C’est l’acte II du plan extorsion, qui vise cette fois-ci le rappeur SCH dont on apprendra plus tard qu’il est l’objet de tentatives régulières de racket, systématiquement repoussées.

Cette nuit-là, SCH se produit pour un showcase de quelques minutes dans la discothèque La Dune située à La Grande-Motte. Il est 5 h 56 quand deux tireurs se placent devant le van du rappeur dans lequel a pris place le staff, dont son agent commercial, Tahar Taibi. Vingt-neuf coups de fusils d’assaut sont tirés, atteignant mortellement la victime assise à l’avant du van.

Depuis quelques mois, les demandes des racketteurs se sont faites plus pressantes, les menaces plus précises. Elles passent aussi par le portable de Mehdi, le manageur de SCH : le 6 janvier 2024, « pas de temps à perdre, j’ai pas que ça à faire, si j’ai pas de nouvelles je leur ferai passer le message que t’as pas voulu te prendre au tel, à tes risques et périls mais je peux te garantir une chose, c’est que tu n’es en sécurité nulle part et que personne peut rien faire pour toi ».

SCH, rapidement interrogé, explique subir la pression des narcos depuis maintenant deux ans, période marquée par l’intimidation dont ont été victimes sa mère et sa grand-mère, menacées par des individus à l’occasion d’un home-jacking. Une arme est pointée sur la tête de sa mère suivie d’une « visite » de l’appartement. Le rappeur indique que, dès 2018, il a été contraint d’embaucher, sous la pression du milieu et d’un homme présenté sous le pseudo du « Blond », un jeune pour participer à sa « sécurité ».

Puis les choses commencent à fortement se dégrader avec sa notoriété grandissante avec le tube « Bande organisée », auquel il participe avec Jul et d’autres, véritable hymne de Marseille, et sa récompense aux Victoires de la musique. « Nique ta mère sur la canebière, nique tes morts sur le Vieux-Port ». Côté scène, le rappeur vole sur un nuage, mais ce n’est qu’une apparence. En réalité, les narcos ont ciblé SCH, la bonne vache à traire.

Depuis, menaces et pressions n’ont cessé de se multiplier à tel point que l’artiste est contraint de fonctionner comme un criminel en cavale lors de ses tournées, choisissant ses hôtels au dernier moment, dormant parfois dans des Airbnb, gardant le plus grand secret sur son emploi du temps. Celui qui porte toujours des lunettes noires devient évasif, dit ne pas savoir précisément si ces menaces émanent ou non de la DZ Mafia. Pourtant, une rumeur circule dans le milieu des narcos, celle d’un engagement ancien non

respecté vis-à-vis de certains membres de l'organisation dont il aurait fait la connaissance.

Reste que la pression semble s'être accentuée ces quatre derniers mois. De son vrai nom Julien Schwarzer, l'artiste déclare qu'il devait au départ se trouver dans le van, avant de décider au dernier moment de changer de véhicule. Était-il la véritable cible des sicarios de la DZ devant son refus de passer à l'amende ? Une autre version serait que la cible était en réalité le manager, qui, ce soir-là, s'est discrètement éclipsé en compagnie du rappeur. Il aurait dû occuper le siège passager. En tout état de cause, c'est bien SCH la cible.

Le rappeur confie enfin qu'à Marseille il est de coutume d'être pris en main par des gens du milieu qui s'immiscent dans votre production pour en retirer le bénéfice. Faire preuve d'indépendance vous expose inexorablement au racket.

L'enquête révèle que Mehdi Adraouamine alias « Gato », qui appartient à la redoutable équipe des Oliviers A, alliée de la DZ, apparaît comme le maître d'œuvre de l'opération « feu » montée de sa geôle de la prison du Pontet en compagnie d'un autre détenu surnommé « 5,56 », chiffre qui correspond à un calibre de munition bien connu des amateurs d'armes. Tout a été méticuleusement préparé, à commencer par le vol et le maquillage du Range Rover utilisé par les quatre membres du commando. Le véhicule, qui pour une fois n'a pas été incendié, est retrouvé à proximité des lieux de l'assassinat.

Son examen relève la présence d'une multitude de traces ADN qui permettent rapidement de remonter aux deux tireurs, dont un garçon à peine âgé de 17 ans passé par un centre de détention pour mineurs. Gato se serait occupé, toujours de sa prison, de l'achat de treize kalachnikovs, dont celles utilisées par les killers, également de préparer les véhicules de repli, de recruter les chauffeurs. Ce scénario très militaire aurait *in fine* été validé par le « boss » : Gabriel O. aurait donné le feu vert de sa geôle de Baumettes et validé l'achat des armes pour 4 000 euros. Il aurait utilisé sur les réseaux sociaux un curieux pseudo, « Osmium ». Quant à Gato, qui semble ne pas occulter sa responsabilité dans les faits, il se déclare désormais en froid avec la DZ et souhaiterait, dit-il, « ne pas croiser certaines personnes en détention[7] ».

Au final, la JIRS de Marseille parvient à neutraliser pas moins de quarante-quatre suspects dans une double affaire de racket dont le

dénominateur commun serait Gabriel O. Déjà mis en examen dans deux dossiers d'assassinats, dont celui de Farid Tir, Gabriel O. se déclare aujourd'hui innocent dans l'assassinat de l'assistant de Jul. Le dossier semble pourtant s'épaissir.

Mais l'intervention dans cette histoire de Yassine Akhazzane ouvre à n'en pas douter de nouvelles perspectives d'enquête sur les liens forts qui semblent unir deux entités culturellement très éloignées en apparence, les mafias des cités et le grand banditisme corse.

DZ Corsica ?

Akhazzane pilote depuis quelques années un clan très implanté dans le secteur de Propriano qui allie Corses, gens du voyage et Maghrébins de l'île. Son nom apparaît en lettres rouges dans un rapport très médiatisé du Sirasco dévoilé en juin 2025. Un témoin local dresse par ailleurs un portrait de l'intéressé : « Akhazzane a un parcours particulier, nous explique une source locale. Il est issu d'une famille marocaine de quatre enfants qui débarque à Propriano quand il a 12 ans. Le père devient l'homme à tout faire d'une famille insulaire. Yassine ne réussit guère à l'école et commence à enchaîner les petits boulots. C'est l'époque des premières conneries. Il part ensuite sur le continent et commence à se livrer au trafic de came à partir de 2004. Il se rapproche en 2015 de rappeurs comme Gim's, Jul, SCH et débute un travail de booker. Il s'est marié avec une gitane du clan Ornec et séjournait à Propriano dans un camp de gens du voyage avant son arrestation. »

Cet étonnant glissement ethnique sur la terre corse semble témoigner d'un phénomène de mixité criminelle qui pourrait laisser à penser qu'à terme les mafias des cités, pour l'instant cantonnées à apporter aide et assistance à leurs « amis » corses, auraient quelques ambitions d'expansion dans l'île de Beauté. C'est tout du moins l'avis d'une magistrate passée par la JIRS qui s'inquiète de certaines connexions apparues récemment autour de deux assassinats commis début 2025 en Haute-Corse, celui de Camille Orsoni et celui de la jeune Chloé tuée en lieu et place de son petit ami dans le village de Ponte-Leccia. La mort de cette étudiante de Corte a fait l'effet d'un électrochoc sur l'opinion en Corse. Ces deux assassinats s'inscriraient

dans l'interminable vendetta entre deux familles issues de la Brise de mer, les Mattei[8] et les Costa.

Les enquêteurs qui se sont penchés sur ces deux homicides ont très vite remarqué que les véhicules utilisés dans ces actions violentes ont été volés à Marseille et maquillés. Avec l'aide de la DZ Mafia ?

Cette thèse, qui pour l'heure n'est pas étayée, pourrait cependant se confirmer au regard du rapport rédigé à la fin 2024 par les fonctionnaires du Sirasco, rapport largement commenté dans la presse[9]. Le cas Akhazzane interpelle. La note identifie dix membres de cette équipe en première ligne dans le trafic de stupéfiants qui ne cesse de croître sur l'île de Beauté comme du reste sur l'ensemble des territoires français et européens.

« Yassine Akhazzane après s'être émancipé de l'équipe Carboni[10] à laquelle il était affilié est parvenu à constituer la première équipe du banditisme insulaire construite autour d'individus issus de la communauté maghrébine et des gens du voyage », note le rapport, qui précise : « tournée vers le trafic de stupéfiants, cette équipe très active qui a étendu son influence de Propriano à Ajaccio, pourrait profiter des connexions de Yassine Akhazzane avec le milieu du banditisme marseillais et niçois pour poursuivre son développement. » Le document note aussi le rapprochement d'Akhazzane avec la redoutable équipe du Petit Bar d'Ajaccio via André Bacchiolelli, l'un des lieutenants du parrain du clan, le paraplégique Jacques Santoni[11].

Quant aux Marseillais : « Il est désormais signalé pour ses liens avec de jeunes criminels de la DZ Mafia qu'il côtoie au CP des Baumettes. Il est possible qu'à l'avenir, alors que les équipes corses s'appuient à ce jour uniquement sur de la main-d'œuvre locale pour exécuter leurs basses œuvres, Yassine Akhazzane exploite ses contacts pour faire appel à des intervenants originaires du continent et brouiller davantage le lien commanditaire/exécutants/victimes. »

Ce document indique aussi que Yassine et ses alliés entretiendraient des liens avec d'autres clans : sur Propriano, Cargèse, Ajaccio et au nord de la Corse.

Il est clair que le milieu corse organisé durant plusieurs décennies dans un partage de territoire, au nord avec la Brise de mer, au sud sous la férule de Jean-Jérôme Colonna dit « Jean-Jé », est actuellement en pleine recomposition, alors que s'imprime sur l'île une très inquiétante emprise mafieuse touchant plusieurs secteurs de la vie politique et économique[12].

La question des liens des insulaires avec les mafias des cités marseillaises qui ont supplanté ces dernières années le traditionnel milieu corso-marseillais est donc ouverte. Selon le Sirasco, Yassine Akhazzane apporterait un soutien logistique aux équipes des cités notamment par la fourniture de véhicules pour des opérations de trafic de drogue. Ses liens avec un autre clan de Propriano cité par le rapport[13] apparaissent à la suite du piratage du portable d'un des membres par un logiciel espion. Se dessine alors un projet d'assassinat du gérant d'une brasserie à Aix-en-Provence et figure du clan de Sartène, projet d'assassinat en lien avec le clan de Marignane, considéré comme un allié de la DZ Mafia. Une somme de 30 000 euros est évoquée, mais le projet aurait été finalement abandonné[14].

Ces liens Corses/cités marseillaises ne sont pas récents, comme le confirme un long rapport fort documenté rédigé en 2019 par trois magistrats de la JIRS de Marseille. Il est notamment relevé des investigations autour d'un certain Christophe Andreani par ailleurs très proche de ceux que l'on présente comme les héritiers de la Brise de mer, les frères Guazzelli, après l'assassinat de leur père, Francis, considéré comme un membre du premier cercle de cette association criminelle légendaire.

Christophe Andreani est interpellé en avril 2016 en possession d'un Glock, d'une forte somme d'argent et d'un téléphone portable de type BlackBerry. « Christophe Andreani était jugé à Ajaccio en comparution immédiate pour le transport d'armes et le téléphone portable saisi était exploité dans le cadre de l'information JIRS. L'exploitation de ce téléphone allait permettre de remonter sur un autre téléphone portable dédié attribué à Christophe Guazzelli et révélant que ce dernier se serait déplacé en urgence sur le continent sous la fausse identité de son frère lorsque le narcotrafiquant marseillais Eddy Boussaïd se faisait assassiner à Marignane le 1er septembre 2016[15]. »

L'implication des deux frères dans le trafic de drogue et leurs liens avec les narcos marseillais se confirme par ailleurs, lorsque, notent les auteurs du rapport, Christophe Guazzelli semble s'intéresser à l'évasion du trafiquant Hamza Djouhod « qui se trouvait à l'hôpital carcéral de Madrid en attente d'extradition ».

Tous ces éléments se confirment avec l'arrestation des frères Guazzelli et de leurs proches impliqués dans un important trafic de drogue entre le continent et l'île en décembre 2017. Deux semaines plus tôt, les deux frères allaient sceller leur destin en organisant l'assassinat à l'aéroport de Bastia-

Poretta de Jean-Luc Codaccioni et Antoine Quilichini, dit « Tony le Boucher », deux hommes qu'ils soupçonnent d'avoir assassiné leur père[16].

D'autres connexions sont apparues notamment au travers de dossiers d'assassinats, de recel, où se côtoient des membres du milieu corso-marseillais et des figures montantes du narcotrafic des cités.

Plus récemment, deux événements interpellent les enquêteurs. Tout d'abord l'assassinat en mars 2025 à Bastia de l'un des derniers piliers de la Brise de mer. Il est 8 heures ce samedi-là quand Robert Moracchini enfourche son scooter de grosse cylindrée au pied de son immeuble proche du port de Toga. Un individu masqué arrive et ouvre le feu sur le motard à neuf reprises. Le milieu corse traditionnel est sous le choc, Moracchini semblait intouchable.

L'assassinat quelques semaines plus tard de Martial Bounour à Venzolasca intrigue tout autant sur les actuelles connexions corso-marseillaises. Venzolasca est considéré comme le sanctuaire du clan Federici[17]. Bounour est bien connu des fichiers marseillais notamment pour trafic de drogue, certains le désignent par ailleurs comme un « flingueur », un « charcleur ». Il est présenté comme un proche du clan Bengler, clan qui bien avant la DZ Mafia s'est opposé à l'hégémonie des Blacks, notamment sur la cité la Paternelle.

Existe-t-il un lien entre ces deux assassinats ? Pour l'heure, l'enquête se poursuit avec cette interrogation : que faisait Bounour en Corse ? On lui prête notamment une association dans un restaurant avec un membre du clan Federici, dont on sait qu'il était plutôt en froid avec Robert Moracchini. Maigre indice.

Mais il y a là confirmation que les Marseillais ont bien mis un pied dans l'île de Beauté. « On peut s'interroger sur l'aide et l'assistance apportées par les Marseillais et la DZ Mafia sur des règlements de comptes en Corse. N'est-ce pas une façon de s'immiscer plus tard dans la gestion du territoire dans une logique d'expansion ? » soulève un magistrat, ancien de la JIRS de Marseille.

D'autres, à l'image du procureur de Bastia, Jean-Philippe Navarre, ne croient guère à cette perspective compte tenu de la tradition et du caractère très identitaire des équipes corses. « Il est fort possible que des acteurs de la criminalité corse aient développé des relations avec la DZ Mafia. Cela peut apparaître en filigrane dans plusieurs dossiers. Qu'il y ait des relations avec certaines organisations des cités, en particulier autour de la figure un peu

originale dans le panorama corse du Proprianais Yassine Akhazzane, dont on connaît les relations “commerciales” avec la DZ Mafia ou d’autres, ne me paraît pas plus étonnant. Cela serait même assez logique puisque ces gens-là ont tout intérêt à travailler ensemble. En revanche, j’attends de voir la DZ Mafia s’implanter à Bastia ou Ajaccio[18]. »

L’avenir tranchera, avec une certitude : le narcotrafic a de beaux jours devant lui en Corse tant la consommation de résine de cannabis et de cocaïne suit une ascension comparable à celle relevée sur le continent. L’île sous la menace des narcos ? C’est une réalité et les criminels insulaires peuvent compter sur des liens qui se sont très souvent établis en prison. Des deals se sont fréquemment noués aux Baumettes pour organiser des livraisons communes avec partage de marchandise.

VII
Prison Break

13 avril 2025. C’est le branle-bas de combat Place Beauvau, où l’on commence à mesurer la gravité de la situation. Les informations inquiétantes se succèdent, d’abord sept véhicules incendiés à Agen sur le parking de l’ENAP, l’École nationale de l’administration pénitentiaire. Puis deux voitures de surveillants brûlés au centre pénitentiaire de Réau, un engin incendiaire lancé dans l’enceinte de la prison de Châlons-en-Champagne. Pour les responsables du ministère de l’Intérieur, une action coordonnée semble se dessiner contre les prisons françaises. Mais dans quel but ?

La surpopulation carcérale n’est pas une nouveauté, l’état de délabrement non plus.

Les événements se précisent le 15 avril vers 1 heure du matin quand plusieurs individus cagoulés passent en trombe devant le centre de détention de La Farlède dans le Var puis rafalent la façade à coups de kalachnikov. Plusieurs projectiles se logent dans la façade. Puis les actions vont *crescendo* : les Hauts-de-Seine, la maison d’arrêt d’Aix-Luynes, Villepinte en Seine-Saint-Denis, Valence, les incendies de véhicules se multiplient, les flammes montent dans la nuit. La découverte de l’inscription « DDPF » taguée sur les murs de Luynes et Nîmes intrigue. Que cela signifie-t-il ? Que dissimule ce sigle énigmatique totalement inconnu au bataillon ?

Il devient impératif de répondre à cette question pour comprendre cette action coordonnée qui se poursuit à Comminges en Haute-Garonne où trois voitures sont incendiées devant le domicile d’un agent pénitentiaire. À

Villefontaine, en Isère, des cocktails Molotov sont jetés sur les pavillons d'un lotissement abritant des surveillants – en réalité les incendiaires se trompent de cible. Lutterbach, Lannemezan, Fresnes suivent. Les agresseurs se livrent à un véritable tour de France des prisons françaises avec un panel d'intimidations, de menaces, de jet de projectiles, de tirs et d'incendies criminels.

À la date du 24 avril, pas moins de cent un faits sont répertoriés sur le territoire, avec comme unique cible le système pénitentiaire et son personnel. La directrice de la prison de Saint-Malo est ainsi victime d'intimidation par deux individus à moto devant son domicile. La situation devient intenable. La maison d'un couple de surveillants à Liancourt dans l'Oise est incendiée…

Peu à peu, le brouillard se dissipe. On apprend que le sigle DDPF signifie « droits des prisonniers français » et qu'il draine toute une série de revendications visant à assouplir le système carcéral. Pendant quelques jours, le débat est ouvert : s'agit-il d'une action politique derrière laquelle se dessinerait l'ultra-gauche ou faut-il y voir la main des narcotrafiquants, le sigle DZ Mafia apparaissant lors de l'une de ces actions ?

Le PNAT (Parquet national antiterroriste) est saisi mais rapidement la piste politique fait florès, tout autant que certains commentaires de spécialistes faisant état d'une ingérence étrangère. On évoque une main algérienne, pays avec lequel la France entretient depuis des mois des rapports épouvantables, voire la Russie…

On entend tout et un peu n'importe quoi, tant l'ampleur des attaques décrit une situation proche du chaos. La terreur règne au sein du personnel pénitentiaire, qui ne se sent plus en sécurité ni dans, ni en dehors de la prison. Mais, très vite, le PNAT fait un pas de côté et renvoie le dossier aux enquêteurs chargés de la lutte contre la criminalité organisée. Point de complot poutinien à l'horizon, ni de sourde manipulation des services algériens. Tout cela n'est que fantasme.

Au bout d'une quinzaine de jours d'angoisse, le voile se lève enfin sur DDPF. Entre en scène le dénommé Imran A., présenté comme celui qui a tout organisé sur les réseaux sociaux, un nom que nous avons déjà évoqué ici. Celui que l'on surnomme « Monsieur Propre », âgé de 23 ans, est détenu à la prison du Pontet[1].

Plaque tournante, nous l'avons vu, du fonctionnement de la DZ sur la région PACA, la prison vauclusienne est considérée comme le QG

opérationnel de cette singulière opération DDPF, du repérage des cibles au recrutement des petites mains en passant par l'apport de véhicules, de matériel et d'argent. L'enquête révèle qu'une chaîne a été créée sur Telegram le 12 avril, la veille des premières attaques. Le canal réunit des détenus d'autres prisons : Lyon, Aix-Luynes, Saint-Quentin-Fallavier, Fleury-Mérogis. Ces comparses auraient la charge de recruter sur Signal les exécutants dans chaque secteur.

Le dispositif n'aurait pu fonctionner sans des aides extérieures pour fournir armes, argent et véhicules utilisés lors des opérations et bien entendu exécuter les missions. Une influenceuse a ainsi aidé à diffuser les messages de propagande de DDPF. Un homme domicilié à Oran se chargerait en outre d'alimenter les comptes DDPF sur les réseaux sociaux et notamment de diffuser le premier communiqué de revendication où l'on décrit le groupuscule comme « un mouvement dédié à dénoncer les atteintes à nos droits fondamentaux ». Il est alors question pêle-mêle des réductions injustifiées du nombre et de la durée des promenades, de la suppression des activités en détention, du coût des appels dans les cabines téléphoniques. S'ajouterait la violence des surveillants alliée « aux pressions physiques et psychologiques »…

Sur le téléphone, Imran A. enregistre un mémo vocal qui revient sur un événement particulièrement dramatique, la mort de deux surveillants abattus le 14 mai 2024 au péage d'Incarville : « le garde des Sceaux veut porter atteinte aux droits de l'homme en se servant de l'exemple d'un cas. Celui de Monsieur Amra. Monsieur Amra est un être humain qui a fait une connerie et ce sont les quatre-vingt-deux mille détenus qui en payent les frais. C'est inacceptable. Nous nous défendrons et ferons respecter nos droits de gré ou de force[2]. »

Il est vrai que l'évasion de Mohamed Amra a profondément choqué l'opinion, par sa violence, par cette volonté affirmée de tuer sans laisser la moindre chance aux deux surveillants, froidement abattus ce jour-là. Ils s'appelaient Fabrice Moello et Arnaud Garcia. Une violence digne de la DZ Mafia qui n'est pourtant pas concernée ici. Mais, indiscutablement, ces tueurs sont des émules, sur le fond et sur la forme. Les dizaines de suspects interpellés au cours de l'instruction sont reliés à une organisation « narcoterroriste », la Black Manjak Family, née au cœur des quartiers populaires d'Évreux dans lesquels Amra a vécu. La « BMF » a non seulement organisé l'attaque et l'évasion du détenu, mais également géré sa

cavale[3]. Le mystérieux patronyme de l'organisation fait référence, paraît-il, à la Guinée-Bissau.

Amra est bien connu du côté de Marseille : il est soupçonné d'avoir commandité l'enlèvement et le meurtre d'un ressortissant turc, Ugur Tekin, dont le cadavre est retrouvé au Rove près de Marseille. Amra, en complicité avec des Marseillais, dont un individu surnommé « Pilote », aurait organisé le « carottage » d'une livraison de drogue qu'il aurait détournée à son profit. Ugur Tekin qui aurait assuré la livraison de la drogue à Marseille n'était en fait qu'un pion dans un plan machiavélique[4]. Amra sera durant plusieurs mois incarcéré aux Baumettes pour être interrogé, avant de rejoindre la région rouennaise. Il sera mis en examen pour cette affaire, pour laquelle il n'a pas encore été jugé.

On lui prête durant sa détention marseillaise des contacts avec Amine O. alias « Mamine ». Amra est d'une terrible adaptabilité, comme en témoigne une anecdote. Une visio avec un juge d'instruction est organisée ce jour-là au centre de détention des Baumettes. Les surveillants découvrent avec étonnement que la visio est terminée depuis de longues minutes, Amra s'est en fait livré au nez et à la barbe de tous à une conversation avec sa compagne en utilisant le boîtier du canal visio du ministère de la Justice…

C'est aussi à partir de l'univers carcéral que fonctionne la DZ Mafia, particulièrement de cette prison des Baumettes qui nous raconte en quelques décennies l'histoire du milieu marseillais. C'est ici qu'ont séjourné les plus grandes gloires du milieu, à commencer par Francis le Belge qui, grâce à ses moyens illimités, fait carreler sa cellule ; Gaëtan Zampa s'y pend dans des circonstances encore sujettes à bien des questionnements, et Jacky Imbert, coincé dans l'affaire du Retro 25, appose, bravache, sur la porte de sa cellule un panneau « Ne pas déranger ».

Cela fait une dizaine d'années que la clientèle de l'établissement a réellement changé avec l'apparition des détenus des cités. Peu à peu, ils posent leur empreinte, imposent leurs règles et ne manquent pas de faire pression sur le personnel pénitentiaire. De fréquentes émeutes secouent à la fin des années 1980 l'univers carcéral, alimentées par l'état de saleté et de délabrement de la prison. Ce n'est aujourd'hui qu'un lointain souvenir après toute une série de tranches de travaux qui en font désormais une prison « normale ».

Ce n'était pas le cas en 2015 quand des détenus postent sur les réseaux sociaux une vraie galerie de photos en signe de provocation, arborant des

barrettes de shit, des portables et des billets de banque comme pour signifier qu'ils sont maîtres des lieux. Nous sommes huit ans avant l'apparition de la DZ Mafia, mais déjà les gangs des cités semblent avoir mis la main sur un univers où la guerre des narcos se poursuit entre les murs des Baumettes comme à l'extérieur.

Les plus riches sont les mieux lotis, les plus pauvres devenant de fait les esclaves des repus. Les plus vulnérables refusent de sortir de leur cellule pour une douche ou un médecin, de peur de se faire agresser dans les couloirs. Et puis parfois, c'est le drame : des cris résonnent dans les douches, les surveillants débarquent et découvrent plusieurs corps lardés de coups de couteau étendus sur le sol, baignant dans un flot de sang.

La loi des narcos est omniprésente ici comme nous l'explique à l'époque Rémy, un jeune gardien qui cherche avant tout à ne pas prendre de coups. Les jeunes chefs de réseaux imposent leur loi dans cet établissement : « Les séparations entre groupes ne sont plus ethniques comme avant. Les gangs se divisent en secteurs de la ville. Dans chaque secteur, on trouve un mix de Comoriens, Maghrébins, Cap-Verdiens. Le secteur du centre-ville et celui de la Castellane sont en conflit permanent[5]. » Le témoin précise que la manne de la drogue génère une nouvelle hiérarchie avec de jeunes gérants de plus en plus violents qui veulent imposer leur loi dans la prison comme ils l'ont imposée dans les quartiers. La graine de la DZ Mafia est désormais semée.

On comprend mieux que dans ce contexte l'organisation criminelle ait trouvé dans ce lieu un cluster fertile pour assouvir ses sombres desseins. Gabriel O., Amine O. et les autres, partis depuis sur d'autres sites, sont soupçonnés d'avoir commandité de leur cellule règlements de comptes, opérations de racket ou livraisons de drogue. La souplesse de leur régime carcéral de « droit co » est l'un des atouts qui a permis à la DZ Mafia de se développer malgré des tentatives de l'administration pénitentiaire de procéder à des fouilles aléatoires destinées notamment à saisir des téléphones portables.

Les policiers de la PJ demeurent très attentifs à cette question des portables qui permettent aux commanditaires de gérer de cellule leur royaume de sang et de came. Le Sirasco 13 relève ainsi dans son rapport d'octobre 2024 précité que « les leaders de la DZ Mafia maintiennent leur pouvoir de nuisance et leur niveau de communication avec leurs agents à l'extérieur, régulièrement alimentés en téléphones cellulaires. Le placement

du détenu au quartier d’isolement (dont les places restent limitées eu égard à l’ampleur croissante du phénomène) permet de neutraliser, mais dans les faits en partie seulement, ce mode de communication. »

Le rapport dresse une comptabilité précise des téléphones saisis dans les cellules de leaders de la DZ Mafia en 2023 et 2024. Quatre pour Gabriel O., sept pour Zerdoum, quatre pour Amine O. tout en reconnaissant « qu’il ne s’agit que des téléphones qui sont saisis incidemment sur des fouilles programmées, non de ce qui circule réellement au sein des prisons, dont le chiffrage n’est pas quantifiable ». Le document note également que « certains téléphones ne peuvent pas toujours être individuellement attribués, les cellules étant partagées. Mais il permet néanmoins de démontrer que cette capacité de communiquer au sein des prisons est réelle, permettant ainsi aux têtes du clan de poursuivre leur affaire et de commanditer des actions violentes. » Le rapport relève ainsi la saisie, le 12 novembre 2024, dans la maison d’arrêt du Pontet d’un iPhone dans la cellule d’un membre bien connu de la DZ, Mehdi Adraouamine, alias « Gato ».

Dans ce contexte, la question carcérale devient essentielle. Un événement survenu à la fin 2024 à la prison des Baumettes précipite la décision au ministère de la Justice de répondre rapidement au défi lancé en détention par les narcos. Le cas des Baumettes révèle toutes les failles du système carcéral français. Ici, l’administration est soumise à un phénomène récurrent : la précarisation du personnel de surveillance qui devient une cible privilégiée pour faire rentrer moyennant rétribution drogue, téléphone, argent, bref tout ce dont un détenu a besoin en détention.

« C’est une réalité, nous avons des surveillants qui n’ont pas les moyens de payer un loyer et qui dorment dans leurs voitures sur le parking de la prison. Le personnel affecté vient principalement de l’extérieur, les Marseillais refusant de travailler aux Baumettes. Nous avons un problème récurrent de logement des nouveaux arrivants », nous explique un ancien cadre de la direction régionale.

Ce responsable reconnaît avoir lui-même subi menaces et intimidations, sans parler de ce qui se passe à l’intérieur de la prison où certains n’hésitent pas à défier les gardiens dans les couloirs en se réclamant de la DZ Mafia. Une nuit entière fut nécessaire pour effacer des murs des tags tracés en hommage à l’organisation.

En cette année 2024, le personnel de la maison d'arrêt marseillaise subit dans les faits toute une série d'événements ciblant le personnel pénitentiaire mais pas que[6]. La maison d'un couple de gardiens est incendiée, fort heureusement ses occupants sont absents. Une surveillante est suivie à la fin de son service alors qu'elle regagne son domicile… Ce climat de peur atteint son paroxysme au mois de novembre à la suite d'une altercation entre la directrice de la prison et Gabriel O. Ce dernier qui vient de passer en conseil de discipline est furieux du durcissement de ses conditions de détention, il crée le buzz et fait circuler une pétition à l'intérieur de l'établissement. Mais le plus grave est à venir.

Début décembre, un contrat est posté sur Snapchat visant le chef de la détention. On voit distinctement sur les écrans un bout de papier manuscrit sur lequel est détaillé le contrat : 120 000 euros payables en deux versements de 60 000 avant et après l'assassinat. Figurent également le nom de la cible et l'adresse, qui correspond au lotissement contigu à la prison où logent les cadres de l'administration. Quant aux surveillants, ils résident dans un autre lotissement, où règne depuis plusieurs mois un même climat de peur.

Les événements se précipitent le 2 décembre 2024. Une patrouille de police repère deux suspects qui tentent de grimper sur une clôture. Les fuyards se débarrassent d'un sac durant leur fuite, qui recèle un pistolet Glock, le magasin chargé. Les deux intrus âgés de 17 et 21 ans s'appellent Christ et Samy. Ils viennent de débarquer de la région parisienne et ont manifestement répondu à l'annonce…

Pour les autorités, la coupe est pleine, il faut agir en écartant rapidement de leurs fonctions le chef de la détention et la directrice, placés sous protection policière. Mais ce n'est qu'une étape ; trois mois plus tard, Gérald Darmanin passe à l'offensive en annonçant la création de deux superprisons destinées à abriter dans un premier temps les cent plus gros narcotrafiquants, dont les membres du cartel DZ Mafia. Deux sites sont choisis : Vendin-le-Veil et Condé-sur-Sarthe.

Des mesures d'isolement strict sont prévues, dont l'absence de contacts physiques avec les familles dans les parloirs, un contrôle vidéo des rencontres avec les avocats et surtout une absence totale d'accès aux portables grâce à la mise en place d'un personnel trié sur le volet et beaucoup plus nombreux que dans une prison traditionnelle.

Il devient clair que les actions menées un mois plus tard contre les surveillants sous le sigle DDPF sont une réponse à ce régime resserré, définitivement validé par le vote le 29 avril de la loi sur le narcotrafic[7].

Nicolas Bessone se félicite, malgré de fortes réticences au sein même de l'institution judiciaire, de ces évolutions : « On a répondu à la plupart de nos attentes. Il est clair pour moi qu'il faut suivre l'exemple italien et extraire tout ce qui touche au crime organisé du circuit judiciaire normal[8]. » Ce point de vue est combattu d'un côté par certains magistrats, notamment le syndicat de la magistrature, soucieux de la préservation des libertés individuelles et des droits fondamentaux, de l'autre par les avocats pénalistes qui défendent ces trafiquants, arguant d'une atteinte grave aux droits de la défense.

Le procureur de Marseille estime que l'on va dans le bon sens : « Il est important de bénéficier avant tout d'un vrai statut de collaborateur de justice comme en Italie. Tout le monde n'est pas d'accord, à commencer par les policiers qui préfèrent travailler avec des indics rémunérés. Il faut par ailleurs durcir le régime carcéral pour forcer les chefs de gangs à devenir eux-mêmes repentis : isolement, absence de tous moyens de communication avec l'extérieur, réduction des visites. Ce qui m'intéresse, c'est qu'un chef de la DZ Mafia devienne repenti et non l'un de ses subalternes. Je pense que les *capi* viendront d'eux-mêmes quand ils se sauront clairement menacés dans leur intégrité[9]. »

Les vœux du magistrat sont donc exaucés après d'âpres débats[10]. Les premiers narcos ont commencé à débarquer sous d'impressionnantes escortes dans cet Alcatraz français où l'on compte désormais autant de gardiens que de détenus. Gabriel O. et Yassine Akhazzane sont parmi les premiers des « Sudistes » à débarquer à Vendin-le-Vieil. Des détenus sous haute surveillance, des avocats surveillés eux aussi et considérés comme des complices potentiels des cartels, la méfiance est de rigueur dans une ambiance tendue sous les nuages du Nord. Les avocates respectives de ces deux détenus, maîtres Christine d'Arrigo et Charlotte Cesari, montent en première ligne pour dénoncer des conditions de détention pour les détenus et de travail pour les défenseurs qu'elles jugent inacceptables.

« C'est un moment important, explique un policier qui traque la DZ depuis des années. On va voir quelle sera la suite. Coupés de leurs relais, les narcos sont peut-être appelés à dépérir et sur le terrain leurs réseaux aussi. » Alors la DZ va peut-être s'éteindre peu à peu, laissant une empreinte forte

dans l’histoire parfois sordide du milieu marseillais. Il est clair que d’autres prédateurs ne vont pas manquer de prendre la succession.

On se prend à rêver que Nicolas Bessone devise un jour en tête à tête avec son repenti de la DZ, comme jadis Giovanni Falcone face à un certain Tommaso Buscetta. Le repenti marseillais lui racontera comment sa famille est mise sous pression, ses proches lieutenants assassinés et combien il regrette d’avoir plongé dans cet univers maléfique qui pourtant lui apportait puissance et argent. Il évoquera peut-être (qui sait ?) une recherche spirituelle à l’image de Giovanni Brusca, l’homme qui a actionné la bombe qui a tué Falcone. Brusca devenu en détention un expert en théologie…

Grâce aux nouvelles dispositions sur les repentis, le membre de la DZ pourra bénéficier d’une condamnation *a minima* pour les nombreux assassinats qu’il a commandités. En attendant, c’est coupé de tout et de tous qu’il croupit sans sa geôle de Vendin-le-Veil, voyant passer sous haute garde ses comparses d’hier désormais reclus eux aussi.

Bientôt, il va craquer… C’est du moins l’espoir des juges confrontés à un nouveau défi, celui de la force corruptive de ces organisations criminelles.

VIII
Narco-corruption

Narco-corruption, le terme claque comme une gifle assénée à l'État en cet été 2025 dans un imposant rapport de l'OFAST consacré à la montée du narcotrafic en France[1]. Depuis des mois, policiers, magistrats, députés, sénateurs, responsables associatifs ou élus de terrain ne cessent de tirer la sonnette d'alarme sur cette gangrène qui prospère chaque jour davantage : la corruption dont profitent désormais des narcotrafiquants aux moyens illimités.

Le personnel pénitentiaire[2] est concerné, comme le confirme ce rapport évoquant, entre autres, l'interpellation le 18 octobre 2024 d'un surveillant à Pont-à-Mousson qui reconnaît avoir remis une dizaine de téléphones à un détenu albanais moyennant des rémunérations de 2 000 à 3 000 euros. Le phénomène touche toutes les prisons françaises et bénéficie largement aux cadres de la DZ Mafia, comme à d'autres gangs.

Au-delà des prisons, ces policiers spécialisés énumèrent les cibles privilégiées, tant dans la sphère publique que dans le privé : « Longtemps sous-estimée, la corruption est devenue un moyen d'action habituel des groupes criminels organisés en France. Combinée aux menaces, la pression corruptrice liée au narcotrafic constitue une menace majeure pour l'État de droit : elle touche de nombreux secteurs publics et privés en ciblant des employés à différents niveaux de responsabilité pour faciliter l'activité des trafiquants (sécurisation et développement des trafics, passage de frontières, blanchiment, manipulation des stupéfiants, obtention et facilitation de documents, accès à des informations sensibles, mises en place de contre-mesures). Il ne s'agit plus de signaux faibles : le phénomène est confirmé

même si les faits constatés au sein du service public montrent qu'il touche un nombre infime d'agents[3]. »

Qu'il s'agisse de policiers, de magistrats, de greffiers, d'employés de mairie, de douaniers dans le secteur public, ou des métiers du fret et des transports maritimes, plus particulièrement ciblés par les réseaux dans le privé, le phénomène est plus que préoccupant. La même remarque s'applique au secteur de la banque de détail et des services de paiement utiles au blanchiment de capitaux. En résumé, tout s'achète quelle que soit la profession, il suffit d'y mettre le prix.

La nouveauté est à n'en pas douter le rôle clé des réseaux sociaux : « Les contacts entre criminels et agents corrompus passent par des messageries instantanées comme Telegram ou Snapchat ou des intermédiaires spécialisés (brokers) organisant la mise en relation et la tarification de ces services illégaux. Certains groupes sur les réseaux sociaux peuvent rassembler plus de dix mille abonnés et mettent en relation des trafiquants avec des agents publics prêts à vendre des consultations de fichiers pour des sommes parfois relativement modiques (50 à 100 euros la consultation). Le recours à l'ingénierie sociale via le numérique permet aux trafiquants d'identifier des acteurs publics ou privés pouvant faire l'objet de pressions ou de tentatives de corruption. »

Et l'OFAST de donner en exemple les personnels portuaires et aéroportuaires. On note ainsi que les codes d'accès à un traçage de conteneur se négocient entre 60 000 et 100 000 euros…

À Marseille, un homme a rapidement pris conscience du phénomène : le procureur Nicolas Bessone s'intéresse de très près à cette corruption dite de « basse intensité » qui n'épargne pas le palais de justice[4]. Une affaire a particulièrement ému, ces derniers mois, l'implication d'une greffière, par ailleurs sœur d'une magistrate en fonction à Marseille, celle-ci étant, précisons-le, totalement étrangère aux faits. La greffière concernée se trouve être la compagne d'un membre éminent de l'équipe des Oliviers A, elle-même associée à la DZ Mafia. De lourds soupçons pèsent désormais sur la consultation de différents fichiers confidentiels via Cassiopée, le système informatique du ministère de la Justice. Un autre dossier similaire est par ailleurs en cours à Marseille.

Dans ce contexte, le procureur réfléchit à la mise en place d'une structure dédiée destinée à prévenir ce type d'infractions au sein du tribunal : « Il faut s'interroger au regard des gens qui sont susceptibles d'être approchés

comme les policiers, les fonctionnaires de greffes, la pénitentiaire, des professions où les gens débutent avec de faibles salaires, autour de 2 000 euros par mois, ce sont des proies faciles. La question du trafic de drogue est une question systémique. Nous sommes face à une économie parallèle et nous devons travailler sur le concept de domination qu'induit ce pouvoir. Il faut traiter le problème à la base, être à la hauteur des enjeux[5]. »

Ironie du sort, alors que l'OFAST rend son précieux rapport, une rocambolesque affaire de livraison de drogue, sur fond de corruption supposée, touchant l'antenne OFAST de Marseille secoue l'institution.

Rocambolesque est le terme le plus adapté quand prend place sur le casting de ce scénario noir une incroyable galerie de personnages. Dans les rôles principaux, un trio d'enquêteurs de l'OFAST Marseille, des informateurs juteusement rémunérés, une figure de l'OFAST de Nanterre dénommée « le Colombien », les limiers de la DEA[6] américaine, un des plus grands trafiquants français… Dans les seconds rôles apparaissent la patronne de l'antenne OFAST de Marseille et le chef de la brigade des stups, qui feront les frais d'une opération mal ficelée depuis l'origine.

Il faut d'abord situer le contexte de cette affaire. Nous sommes au début 2023, la DZ Mafia met Marseille à feu et à sang. Les médias ne cessent de décrier l'impuissance de l'État face à la montée en puissance de ce qui apparaît de plus en plus comme un véritable cartel. Il semble nécessaire de frapper un grand coup avec une cible numéro un, Mohamed Djeha dit « Mimo », considéré comme le puissant patron de la cité la Castellane, sorte de prince du trafic de drogue à Marseille qui gère de son exil algérien son royaume au chiffre d'affaires jugé astronomique.

Mimo est par ailleurs identifié comme un associé indépendant de la DZ Mafia, mais qui n'hésite pas à recourir à ses services. Or Mimo est insaisissable, impalpable, il applique une logique d'entreprise à ce supermarché de la came comme nous le verrons en fin d'ouvrage.

Nous entrons ici dans le domaine très secret des livraisons surveillées, sorte de zone grise dans laquelle évoluent pêle-mêle policiers et trafiquants sur le mode « Tu me permets de faire une saisie et je te laisse quelques kilos… ». Le procédé est juridiquement encadré, le système a généré de gros dérapages, dont notamment le commissaire François Thierry, alors patron de l'OCRTIS[7], a fait les frais. Il lui sera reproché d'avoir fait sortir un indic de garde à vue pour organiser une livraison surveillée…

Finalement relaxé après des années de procédure, François Thierry est un homme à la vie et à la carrière brisées, comme d'autres policiers avant lui[8].

L'affaire amènera la création d'un nouvel office, l'OFAST, en 2019 sous l'impulsion de Christophe Castaner qui visait à faire du passé table rase et à assainir le mode de fonctionnement de l'office.

Samuel Vuelta-Simon est alors détaché comme magistrat pour intégrer et développer la nouvelle structure : « J'arrive à Nanterre en 2019 pour devenir le numéro deux aux côtés de Stéphanie Cherbonnier. Christophe Castaner a choisi de prendre le nom OFAST, ce que je regrette. J'aurai préféré le terme "agence" comme aux États-Unis pour faire de l'institution un vrai chef de file de la lutte contre le trafic de stupéfiants. Nous avons beaucoup évolué en matière de lutte contre les réseaux. Jadis, on avait un informateur, un tonton puis une info sur une livraison, on saisissait la drogue et tout le monde était content.

Désormais, un agent traitant gère une source qui lui donne un renseignement. On fait une affaire non pas pour saisir de la drogue, mais pour arrêter les trafiquants et *in fine* saisir les biens dont ils disposent. »

Cette révolution dans l'approche n'est pas sans risque, comme le confirme ce qu'il faut bien appeler désormais « l'affaire de l'OFAST ». Nous sommes donc en ce début 2023 lancés dans la « chasse au Mimo », quand se monte une opération ambitieuse nommée Trident. Elle vise à démanteler le réseau de la Castellane en usant de la technique de la livraison surveillée, qui consiste à superviser une réelle livraison de drogue pour en interpeller les auteurs et remonter la filière.

À la fin 2022, un renseignement de la DEA américaine avait été transmis à l'office : une importante cargaison de cocaïne doit partir incessamment de Colombie pour atterrir à Marseille, dissimulée dans des conteneurs de bananes. L'initiative revient à des trafiquants colombiens soucieux d'établir des liens plus directs avec des trafiquants marseillais en leur proposant directement le produit sur place dans une sorte de circuit court… Il est alors question de 200 kilos. L'open bar de la came est ouvert.

À Marseille, c'est le branle-bas de combat à l'antenne OFAST. Le groupe 8 qui rassemble trois enquêteurs entend caser la drogue au réseau de la Castellane. Objectif : faire tomber Mimo. La JIRS de Marseille, qui supervise l'opération, autorise donc cette livraison surveillée qui voit entrer sur scène des trafiquants, des complicités sur le port, des informateurs, et des policiers qui s'insèrent dans le circuit pour surveiller la sortie du

conteneur du port autonome. Tout est prêt pour que l'étau se resserre sur Mimo qui, espèrent les enquêteurs, ne peut passer à côté d'une telle opportunité.

Le 4 mars 2023, le « 40 pieds » est chargé à bord d'un porte-conteneurs de la CMA CGM dans le port colombien de Carthagène. Après plusieurs péripéties et un changement de navire, le conteneur bourré de came arrive finalement le 26 mars à Marseille sous la surveillance des enquêteurs locaux de l'OFAST qui suivent l'opération en relais avec leurs collègues de Nanterre. Le conteneur sort début avril de l'enceinte du port pour être dépoté loin de la ville. Ce sont alors non pas 200 mais 400 kilos de cocaïne qui sont placés dans une fourgonnette Mercedes qui prend la direction de Marseille.

L'idée est désormais d'appâter d'éventuels acheteurs grâce aux informateurs infiltrés dans l'équipe. La ligne est donc lancée avec l'appât qu'il faut pour ferrer le gros poisson, en l'occurrence Mimo. Si, dans un premier temps, la cible semble mordre à l'hameçon, la proie finit par s'échapper, possiblement informée par une taupe au sein du service…

Fallait-il arrêter l'opération à ce stade ? C'était sans doute la décision la plus raisonnable. Mais tant les policiers que les magistrats impliqués dans cette affaire décident de poursuivre la chasse aux trafiquants en tentant de coincer d'autres cibles et pourquoi pas des gens de la DZ Mafia.

Ce choix s'avère périlleux. Durant plusieurs jours, la fourgonnette tourne dans le périmètre marseillais, seuls quelques petits « gobies » viennent grignoter l'appât. De petites quantités sont écoulées, un kilo par-ci, un kilo par-là : les clients débarquent des cités de Marseille, de Nice, d'Hyères, mais il ne s'agit là que de menu fretin, au mieux du « milieu du spectre », comme disent les spécialistes. Ce tour-opérateur quotidien, que le quotidien *Le Monde* baptise la « coke-mobile[9] », continue de tourner inlassablement sur les parkings alors que des rumeurs commencent à faire état d'une disparition inexpliquée d'une partie du chargement, chouravée par les indicateurs…

Le climat au sein de l'OFAST Marseille devient irrespirable, tout le monde soupçonne tout le monde, à commencer par ces trois policiers du groupe 8, leur chef et surtout les deux enquêteurs connus pour leur efficacité, mais sur lesquels on commence à se poser bien des questions.

Il serait temps de mettre un terme à ce dangereux carrousel. De façon assez inexplicable, la pêche aux narcos se poursuit, malgré la volonté de la

patronne de l’OFAST d’arrêter les frais. La commissaire G. se heurte à la volonté de certains magistrats de maintenir l’opération pourtant si mal embarquée.

On note que la camionnette stationne durant des semaines sur un parking proche de Marseille sans véritable surveillance. Deux mois plus tard, la porte arrière du Mercedes Vito est enfin ouverte, et c’est la surprise : ne reste qu’un pain de cocaïne de 990 grammes à l’intérieur. Où sont donc passés les 359 autres kilos ? Certes, neuf équipes des cités sont venues se servir, mais ce n’étaient encore une fois que quelques kilos ?

La suite de ce mauvais film voit apparaître un personnage central, un certain « Hervé », serrurier de son état. Hervé, c’est le MacGyver, le couteau suisse du service, capable d’ouvrir n’importe quelle porte, et surtout de poser des caméras dans des endroits impossibles. Artisan indépendant opérant sans véritable statut au sein du service, il agit souvent en dehors de tout cadre judiciaire, habitué à se fondre comme un poisson dans l’eau dans cette fameuse zone grise où de drôles de requins pointent leurs dents acérées.

Un beau jour, Hervé se lâche. Il met brutalement en cause un enquêteur du groupe 8, qu’il accuse d’avoir récupéré sous son nez une sacoche bourrée de billets remise par un informateur. Selon le témoin, le policier concerné aurait indiqué que l’argent était destiné « au Colombien », l’homme de Nanterre. Hervé explique en outre, alors qu’il a été sollicité pour poser douze caméras durant l’opération, avoir été intrigué par le comportement très suspect de certains policiers du groupe 8, qui lui ont demandé de « flouter » certains visages ou d’effacer des numéros de plaque de voitures lors des visionnages des bandes vidéo… Le serrurier s’étonne également qu’après avoir constaté la présence d’un angle mort sur un parking, il ne lui a pas été demandé d’y remédier[10].

Une enquête préliminaire est ouverte en janvier 2024 au parquet de Marseille à la suite du signalement de la patronne de l’OFAST, qui commence à prendre doucement des distances avec cette opération gérée par des subordonnés devenus incontrôlables. Ils conduisent depuis des semaines l’opération en contact direct avec l’OFAST à Nanterre, sans en référer à leur hiérarchie marseillaise. Au bout de quelques mois, la JIRS de Marseille se dessaisit de la « patate chaude » au profit de la Junalco à Paris.

Parallèlement, une enquête administrative est confiée aux fameux bœufs-carottes, l’IGPN, la police des polices, qui note des faits susceptibles de

« relever d’une logique de corruption » appuyée « sur des pratiques professionnelles dévoyées […] avec une validation de la chaîne hiérarchique[11] ».

La patronne de l’OFAST, la commissaire G., commence alors à comprendre qu’elle est appelée à porter le chapeau en compagnie du patron de la brigade de stups, le commissaire L. Pourtant c’est bien elle, la responsable de l’antenne OFAST qui a levé le lièvre. Sans son intervention, le dossier serait-il sorti des arcanes de stups marseillais ?

Mais le couperet tombe. Si la commissaire se voit exonérée de toute implication dans le trafic proprement dit, elle est mise en examen en compagnie de son collègue notamment pour « complicité de faux en écritures publiques par personne dépositaire de l’autorité publique » et « violation du secret d’une enquête sur la criminalité organisée ».

De l’aveu unanime de plusieurs contacts, la commissaire G. paye en quelque sorte les pots cassés alors que les deux enquêteurs du groupe 8 sont quant à eux mis en examen pour « importation et trafic de stupéfiants en bande organisée, blanchiment, association de malfaiteurs, faux en écriture publique » et écroués. Leur chef est lui aussi mis en examen, mais placé sous contrôle judiciaire.

C’est un coup terrible dont les stups marseillais vont avoir bien du mal à se remettre dans une période stratégique de submersion du narcotrafic. Les deux limiers du groupe 8 sont désormais soupçonnés d’avoir détourné la cargaison de cocaïne à leur profit et à celui de deux indics, écroués eux aussi. Ces derniers auraient récupéré entre 80 et 100 kilos de drogue.

Mais le compte n’est toujours pas bon. Restent *a minima* 250 kilos de cocaïne qui se sont évaporés, dissous dans les troubles arcanes de cet incroyable cafouillage.

La justice devra séparer le bon grain de l’ivraie dans cette enquête qui pointe du doigt une figure de l’OFAST. On le surnomme le Colombien car c’est lui qui gère tous les contacts du service en Amérique du Sud. Une légende. Son bureau a été perquisitionné en juillet 2025 dans le cadre d’une autre affaire de livraison douteuse. Il est prévisible que l’intéressé ait également des comptes à rendre dans l’affaire de Marseille qu’il aurait lui-même supervisée, surtout après les déclarations du serrurier Hervé sur la fameuse enveloppe.

De son exil algérien, Mimo a sans doute bien ri devant l’infortune des policiers qui cherchaient à le coincer. Mais ce répit aura été de courte durée

car les enquêteurs n’ont pas desserré l’étreinte sur le baron de la Castellane. Bien au contraire, il reste plus que jamais une cible prioritaire.

IX
Mimo et la DZ : « le haut du spectre »

Le rapport du Sirasco est formel, il s'appelle donc Mohamed Djeha, et les membres du service de renseignement du ministère de l'Intérieur le désignent comme celui qui règne depuis des années sans partage sur la Castellane, la cité emblématique du narcotrafic, pour un chiffre d'affaire annuel estimé à 40 millions d'euros. Mimo est une véritable gloire dans son genre, au même titre qu'un certain Zinedine Zidane qui a chaussé ses premiers crampons ici, au pied de la fameuse tour K, haut lieu du deal, détruite depuis.

Mimo est un mystère, une légende. Une intelligence mise au service du pire. Il y a du Keyser Söze chez Mimo, tout aussi insaisissable que le héros de *Usual suspects* dont on ne connaît pas le visage. À se demander si ce n'est pas lui qui tire dans l'ombre les ficelles de l'épouvantail DZ Mafia ?

Les spécialistes démentent pourtant. « Mimo a créé sa propre structure, indépendante, compartimentée et pyramidale. C'est un indépendant dissocié de la DZ Mafia bien qu'ils soient en affaires », nous confie un policier qui ne croit pas une seconde à ce *deus ex machina* qui déciderait des agissements de la DZ. Reste que s'il ne tient pas le rôle, il en aurait la carrure.

Beaucoup de policiers ou de magistrats qui se sont penchés sur le dossier et rencontrés lors de cette enquête s'interrogent aujourd'hui sur le décalage entre la brutalité parfois très maladroite de la DZ, sa sauvagerie aveugle et la subtilité de leur système de communication via les réseaux sociaux qui

peut laisser à penser que l'on pourrait avoir affaire à un théâtre de marionnettes, dont les ficelles seraient actionnées dans l'ombre par des « gros ». Mais qui ? Mystère.

Mimo n'est pas un narco comme les autres. C'est un véritable chef d'entreprise. À la suite de poursuites judiciaires en 2018, il a navigué entre Dubaï, le Maroc et l'Algérie, avant d'être arrêté près d'Oran, le 15 juin 2023. Condamné à trente ans et dix ans de prison, il est emprisonné à Oran.

Il est clair que, ne voyant que son intérêt, Mimo s'est rapproché à plusieurs reprises de la DZ Mafia, comme le confirment les rapports de police. S'il n'est pas entré en conflit direct avec Yoda, il s'est en quelque sorte associé avec le vainqueur.

La « DZ Mafia est intervenue à plusieurs reprises comme force de frappe dans le cadre d'un contentieux interne à la Castellane opposant traditionnellement le clan Djeha à la branche Tachouaft[1] », relèvent les policiers de la PJ. Une relation est faite notamment sur un assassinat : celui de Dylan Guerini Tachouaft, le 15 août 2023[2]. La victime, qui initialement était proche de la DZ, avait rejoint le clan Yoda. Elle sortait ce jour-là de la cité Maison Blanche pour regagner à pied son scooter, garé sur le boulevard Danielle-Casanova, quand deux tueurs circulant dans une Peugeot 208 l'ont abattu. Les policiers retrouveront une balise de repérage placée sur le deux-roues, preuve que le coup était bien préparé.

Mimo a trouvé en la DZ un allié de poids pour régler ses contentieux et continuer à gérer ses affaires de sa geôle algérienne. Mais Mimo est bien plus qu'un trafiquant, un véritable entrepreneur de la came capable de gérer l'importation de très fortes quantités de cocaïne en s'approvisionnant via les ports d'Anvers, de Rotterdam ou du Havre qui devient au fil des mois un hub prisé des trafiquants. Son incarcération ne semble pas un handicap.

« Mimo contrôle tout, se fait remettre des comptabilités journalières, gère son personnel d'une main de fer sur ses points de deal grâce à ses lieutenants », explique une source policière. Mimo, qui possède la double nationalité française et algérienne, coulait des jours paisibles en Algérie, jusqu'au jour où les policiers français d'Europol se sont penchés sur la messagerie Exclu. Nous sommes à la fin de l'année 2022.

Exclu est une version plus primitive de Sky qui permet aux trafiquants d'échanger des messages, des vidéos et des photos. Initialement, les enquêteurs travaillaient sur des gangs à moto au niveau européen et partout dans le monde. Les échanges se déroulent principalement en anglais mais

subitement des messages en français apparaissent avec une connotation très marseillaise. Il est question de la Bricarde ou des Micocouliers. Il est clair que des Marseillais sont concernés. Peu à peu apparaissent de façon assez claire des dialogues évoquant des opérations de trafic de drogue et de règlements de comptes. Une voix inconnue revient constamment dans les conversations captées en direct par les enquêteurs. Un indice interpelle : un message de vœux d'anniversaire qui correspond à la date de naissance de Mimo. Une empreinte vocale est identifiée puis comparée à des données de Sky ECC, qui permettent par la suite de désigner formellement Mimo.

Ce récit d'enquête révèle les méthodes très pointues utilisées par les policiers chargés de la lutte contre le narcotrafic qui s'assimile à un travail de bénédictin, fait de patience et de recoupements. Les policiers remontent tous les messages et les abonnements de Mimo sur les réseaux sociaux.

Tout ce travail aboutit à un rapport détaillé et circonstancié qui cible tout le fonctionnement de la filière, de l'approvisionnement à la distribution. Mais il reste un dernier obstacle à franchir, celui de la transmission de ces données à l'OFAST qui doit être validée par les autorités hollandaises, maîtres de la procédure Exclu. L'intérêt a consisté à suivre en direct les messages diffusés sur la messagerie cryptée, comme le furent par le passé les messages Sky ECC. Le but est de récupérer une multitude d'informations avec des échanges, des photos, des numéros de comptes bancaires qui donneront lieu à une enquête financière spécifique. Tout l'univers caché de Mimo et de la Castellane apparaît au grand jour.

« Certains mots ne pouvaient être compris que d'un policier ayant la connaissance du langage des dealers marseillais », nous explique un enquêteur. Par exemple, le signe « TP » désigne le temps plein d'un charbonneur sur un plan de drogue. « Mache » évoque la cocaïne. Dans la région parisienne, on parlera plutôt de « zipette ».

Ces données ont donc été transmises au pôle renseignement de l'OFAST qui réunit une trentaine d'enquêteurs.

La qualité et la précision des éléments de ce rapport ont conduit les responsables français à se rapprocher des autorités algériennes pour organiser un déplacement. Une délégation de l'OFAST se rend à Alger en mai 2023, rejointe par le directeur général de la police nationale, Frédéric Veaux, et le directeur de la PJ, Jérôme Bonnet. Les responsables auraient alors présenté aux autorités locales les éléments recueillis par Europol qui

vont convaincre les Algériens de procéder à l'arrestation de Mimo près d'Oran le 15 juin 2023[3].

Mais ce n'est qu'une étape. Au vu des éléments recueillis par Europol, les policiers de la PJ de Marseille se concentrent sur le fonctionnement du réseau de la Castellane. Mimo anime les forums de discussion sur Signal et donne ses ordres, respectés à la lettre. Tout ce qui suit en termes de procédure est la mise en musique du travail d'Europol.

En avril 2025, le couperet tombe. Une cascade d'interpellations menée par cent soixante-dix policiers dont des unités du RAID et de la BRI conduit vingt-trois suspects en garde à vue dont le frère de Mimo. Les écoutes nous apprennent que sa présence n'est pas forcément appréciée sur les points de deal. Le superviseur historique de la Castellane, Samy I., est dans la nasse. Toute la hiérarchie est ciblée, dont des lieutenants réfugiés en Algérie et des gérants des huit plans du terrain de la Castellane qui tournent à plein. L'Esquinade, Berneix ou Le Porche sont gelés, un grand coup de froid souffle sur le royaume de Djeha.

On apprendra plus tard de la bouche du procureur Nicolas Bessone que depuis juillet 2024 les activités ont été fortement perturbées par la multiplication des fameuses opérations XXL qui visent à assurer une forte présence policière sur le site. Les communications sur Exclu ou sur Signal démontrent que les trafiquants développent des solutions de repli sur d'autres cités contrôlées par Mimo, comme la Bricarde. Ils ont aussi recours aux livraisons à domicile, appelées « l'Uber shit ».

C'est tout un univers assez opaque et très bien organisé qui apparaît en procédure. Tout est managé d'une main de fer par Mimo qui fait pression sur les gérants propriétaires pour sanctionner les déviances : le non-respect des horaires de travail sur les plans, la disparition de marchandise ou d'argent.

La chaîne hiérarchique s'active : les gérants salariés mettent la pression sur les charbonneurs. La came est une entreprise et Mimo veille à son bon fonctionnement sous le management de la terreur.

Tout est prévu. On apprend qu'une équipe « sécurité » se charge d'appliquer les sentences envers les récalcitrants et de le faire savoir. Le lynchage des cibles le visage tuméfié est filmé et diffusé sur les réseaux sociaux. L'équipe sécurité se charge également d'opérations à l'extérieur de la Castellane pour prendre le contrôle d'un point de deal, comme quand un commando s'en prend en juillet 2024 à la cité la Solidarité. Nicolas Bessone

évoque des associations de circonstance avec d'autres équipes. Parmi elles, nous l'avons vu, la DZ Mafia. Le procureur de Marseille se félicite d'avoir démantelé – du moins pour un temps – un véritable cartel marseillais construit sur un système pyramidal qui active un « capitalisme criminel des plus bestial ».

Un capitalisme en outre diversifié puisque l'enquête révèle un système de contrôle et de racket de nombreux rappeurs à l'image de ce qui s'est passé avec SCH pour la DZ Mafia[4].

Un exemple fort est sans doute apporté par un assassinat assez emblématique en cette fin d'année 2023, riche de quarante-neuf règlements de comptes. Nordine Achouri remonte à pied le trottoir de la rue de Lyon. Cette interminable avenue du 15e arrondissement mène au quartier de Saint-Antoine, qui ouvre sur les cités des quartiers nord les plus connues. Celui que l'on surnomme « Nono » s'est longtemps fait connaître comme le boss de la tour K, point de deal emblématique de la Castellane. Il est l'acteur d'une scène inscrite dans les annales policières. Lors d'une descente, Nono n'a pas hésité à jeter par la fenêtre une sacoche contenant un million d'euros en espèces, la recette de plusieurs journées de deal, qui est récupérée par un policier. Depuis, « Nono » croupissait en prison après sa condamnation en 2015. Quant à la tour K, détruite en 2019, elle n'est plus qu'un lointain souvenir.

Mais en cette fin 2023, certains craignent le retour sur place de cette légende de la Castellane qui vient de sortir de prison. Une Renault break s'arrête à la hauteur de la victime, un tueur muni d'un fusil d'assaut s'approche et loge une première balle dans la fesse d'Achouri, qui s'étale entre deux voitures. Il est alors achevé de vingt-cinq balles tirées à bout portant, son visage n'est plus qu'une bouillie informe. Noël sanglant. Nous sommes le 25 décembre[5].

Pour les enquêteurs, l'ombre de Mimo se dessine derrière cet assassinat pour lequel la DZ Mafia est soupçonnée d'avoir mandaté les « charcleurs ». Ce contrat est bien dans la tradition de ces jeunes loups du crime. Bien sûr, à cette époque, Mimo reste enfermé dans sa geôle algérienne, mais tout le monde sait qu'il continue de gouverner avec rigueur son impressionnant royaume. Nono n'avait aucune chance de revenir au premier plan, surtout avec cet appui logistique de la DZ Mafia à l'efficacité létale.

Quant à Mimo, il apporte à ses violents partenaires son expertise et son omniscience en matière de fourniture de drogue. Mimo est le profil type de

criminels que le rapport de l'OFAST 2025 qualifie de « haut du spectre ». Il a ses entrées partout, en Colombie, en Belgique et en Hollande via les ports d'Anvers et Rotterdam. En France, il est connecté sur Le Havre pour importer des cargaisons importantes de cocaïne. Quant à la résine de cannabis, la route du Maghreb est son royaume. On comprend dès lors comment a pu se dessiner l'échange de bons procédés avec la DZ Mafia : « Prête-moi tes tueurs, je te refile ma came. »

« Nous sommes avec Mimo dans une structure pyramidale avec deux cercles, nous explique un enquêteur : celui des grands gérants propriétaires des onze plans visés par l'opération dans et en dehors de la cité qui contrôlent des gérants salariés. Se place au-dessus un premier cercle de lieutenants, réfugiés comme lui au Maghreb, pour la plupart en Algérie. » Il convient d'ajouter à cet organigramme les « cadres sup » de la Castellane présents sur place dont le chef de la sécurité et le chef des approvisionnements.

Les troupes de Mimo sont menées à la baguette, mais très fortement rémunérées, ce qui assure une continuité dans le fonctionnement de l'entreprise. Mimo tient quant à lui une comptabilité très stricte, car si les points de deal tournent à plein, les charges sont importantes, estimées à deux tiers du chiffre d'affaires.

L'enquête Mimo a également révélé un important volet blanchiment, qui là aussi interpelle sur les connexions avec la DZ Mafia. Un suspect est en effet interpellé à Orange en possession de 1,2 million d'euros en espèces. Ce cash proviendrait des plans de la Castellane mais également des points de deal contrôlés par la DZ Mafia à la Paternelle, aux Micocouliers, au Castellas et ailleurs. Il existerait donc un canal commun de blanchiment sur lequel investiguent les limiers de l'OCRGDF[6].

Pour mieux comprendre la place qu'occupe Mimo dans la sphère criminelle marseillaise et nationale – et celle de la DZ Mafia –, il convient de se référer aux conclusions du rapport de l'OFAST paru en juillet 2025[7]. Le document, qui chiffre le trafic de drogue à 7 milliards d'euros sur 2023, relève notamment que « des milliers d'acteurs structurent une pyramide criminelle massive : haut du spectre (moins de cent grands importateurs), milieu du spectre (plusieurs milliers de semi-grossistes et chefs de réseaux), bas du spectre (trafics locaux et petites mains, possiblement deux cent mille personnes tirant directement profit des trafics) ».

Pour l'anti-stup, il est clair que Mimo appartient à la première catégorie dans une évolution de carrière qui ne doit rien au hasard :

« Au tournant des années 2010 une évolution notable a eu lieu : à la faveur de l'explosion de la production mondiale de cocaïne, de la multiplication des itinéraires et vecteurs de ce produit nettement plus lucratif et rentable que le cannabis, une petite fraction de ces trafiquants s'est connectée directement aux cartels sud-américains […]. Cet accès direct de certains trafiquants français au marché sud-américain par ailleurs en pleine expansion en raison de l'explosion de la production de cocaïne a considérablement modifié la physionomie des trafics, de la consommation et de la sécurité en France[8]. »

Les experts de l'OFAST notent que le haut du spectre fonctionne dans un système de mutualisation des contacts, des investissements et de la logistique : « Chaque trafiquant apporte sa compétence propre ou celle de son réseau […] dans le pot commun leur permettant d'acheminer de manière sécurisée les marchandises et de les livrer en France. » Les policiers relèvent que ces trafiquants très riches se sont internationalisés, parlent plusieurs langues et parviennent à se réfugier à l'étranger, notamment au Maghreb ou à Dubaï, et à bloquer les demandes d'extradition de par leur double nationalité franco-algérienne ou franco-marocaine. Une sorte d'association de seulement « dix organisations maîtrisant la quasi-totalité des importations de cocaïne en France » formerait *in fine* une sorte de cartel français de la coke.

Ce haut du spectre comprendrait par ailleurs d'autres acteurs désignés comme grossistes en cannabis et de semi-grossistes (cannabis/cocaïne) « dont l'actualité impacte fortement la sécurité d'autant que certains ont conservé la maîtrise de territoires de vente et possèdent donc une maîtrise totale sur l'approvisionnement, l'acheminement, la distribution et la vente[9] ». Le rapport cite en exemple le cas de la Castellane et de Mimo, clairement classé « haut du spectre ».

Quelle place donner à la DZ Mafia dans ce schéma, haut/milieu/bas du spectre ? Le document apporte la réponse sous le titre « DZ Mafia une menace majeure ». Les analystes de l'OFAST explicitent leur démonstration : « La DZ Mafia a émergé de façon fulgurante ces dernières années. Partageant des points communs avec la Mocro-Maffia, elle a davantage les caractéristiques d'une alliance de caïds du narcobanditisme marseillais sans hiérarchie strictement définie.

« Son impact en matière de trafic de stupéfiants ne la distingue pas fondamentalement d'autres groupes criminels organisés identifiés dans le milieu du spectre sur le marché des drogues. *A contrario* son ultraviolence, sa volonté d'expansion territoriale, la diversification de ses activités criminelles (extorsions), sa stratégie de communication agressive et les menaces proférées à l'égard de représentants des institutions, laissant à craindre la réussite d'un prochain passage à l'acte, font d'elle une menace majeure sur le territoire[10]. »

Mais cette menace n'est pas la seule caractéristique de l'organisation. Au-delà de la violence assumée, de la volonté de terroriser des territoires conquis, comme nous l'avons vu précédemment sur Nîmes par exemple, nos Marseillais développent une activité de prestataire de services : « Pour aider d'autres groupes indépendants afin d'exiger d'eux un retour sur investissement. Ces éléments procèdent au début de la mise en place d'un système d'influence criminel. Son aura grandissante pousse des délinquants à revendiquer sans fondement leur appartenance à l'organisation. Sa renommée pourrait également pousser d'autres groupes criminels à s'inspirer de ses méthodes pour gagner en importance », relate l'OFAST.

Le rapport conclut ici que l'émergence d'autres groupes labellisés à l'image de la Black Manjak Family, au cœur de l'affaire Amra, n'est pas à exclure. La DZ Mafia deviendrait en fait une sorte de franchise dupliquée un peu partout.

Cette analyse fine du fonctionnement de cette mafia informelle, tout aussi brutale que subtile dans sa stratégie, laisse comme un goût d'amertume, signe aussi des errances d'un État qui n'avait pas pris d'emblée toute la mesure du phénomène, de ce « tsunami blanc » décrit par Bruno Retailleau. Un tsunami qui n'étonne guère un enquêteur qui échangeait voici quinze ans avec l'un des plus grands trafiquants marseillais : « Il m'a expliqué qu'ils anticipaient sur une possible légalisation du cannabis en misant sur une croissance exponentielle du trafic de cocaïne qu'ils allaient eux-mêmes contrôler pour provoquer une baisse des prix. » Les trafiquants, eux, ont vraiment tout compris.

Car la réalité est là : le narcotrafic nous submerge et la DZ Mafia n'est finalement que le symptôme le plus voyant d'une nécrose qui gagne peu à peu tout le territoire avec son lot de menaces qui touchent tous les secteurs de la vie publique : la politique, l'économique, le social.

Nous laisserons la conclusion de cet ouvrage au journaliste et figure de l'antimafia Roberto Saviano, qui répond en janvier 2025 aux questions d'une journaliste du *Nouvel Obs* l'interrogeant notamment sur la longue cécité des autorités françaises face au poids des mafias de la drogue dans notre pays[11].

« Le principal écueil, je le dis depuis longtemps, c'est que les Français sont convaincus que le crime organisé est un problème marginal de la société, secondaire, qui est le fruit de la misère et ne concerne pas la bourgeoisie. On utilise encore en France le mot "banditisme" : c'est un terme totalement désuet, presque romantique. Alors que toutes les situations auxquelles nous sommes confrontés montrent que l'économie de la mafia est partie prenante de l'économie française. Si on l'enlève, le PIB s'en trouvera considérablement affaibli. Le narcotrafic est une chaîne de montage, la banlieue fait fonctionner cette usine, puis l'argent est injecté dans les magasins, restaurants, entreprises à Paris, dans les centres-villes partout en France, non dans les banlieues. »

La DZ Mafia ne serait donc, au bout du compte, qu'un maillon de la chaîne.

TABLE

La nausée

I - DZ, le casting
II - Des anciens aux nouveaux narcos
III - 2021-2023 : la DZ monte en puissance
IV - « Nés pour tuer »
V - La DZ à l’assaut du territoire
VI - Vers la diversification
VII - Prison Break
VIII - Narco-corruption
IX - Mimo et la DZ : « le haut du spectre »

1. Service interdépartemental de la Police judiciaire issu de la réforme de la police entrée en vigueur le 1er janvier 2024 qui fait l’objet de nombreuses critiques.

2. Les chouffeurs sont chargés de faire le guet pour le trafic de drogue.

3. Entretien avec l’auteur, novembre 2024.

1. Le Service d’information, de renseignement et d’analyse stratégique sur la criminalité organisée est un organisme dépendant du ministère de l’Intérieur chargé de collecter le renseignement criminel.

2. Mehdi Laribi a été condamné en 2015 à dix ans de prison par la cour d’assises du Var pour avoir incendié le véhicule des victimes lors d’un triple assassinat commis en décembre 2011 avec son frère Lamine, qui écope lui de vingt-cinq ans de réclusion criminelle.

3. Kamel Mimar a été condamné en 2018 à huit ans de prison pour son implication dans une fusillade quatre ans plus tôt dans une cité marseillaise qui visait des associés montpelliérains. Il est également condamné la même année par la cour d’assises des Bouches-du-Rhône à dix ans de prison pour le braquage raté d’un grossiste en bijoux quatre ans plus tôt à Marseille.

4. Mahdi Zerdoum est condamné en mai 2025 à trente ans de réclusion par la cour d’assises des Bouches-du-Rhône pour une tentative d’assassinat commise en 2021 dans une cité proche de la Paternelle.

5. Amine O. est mis en examen pour plusieurs homicides, dont un double assassinat commis en novembre 2023 sur le parking d’un restaurant McDonald’s du quartier de l’Estaque. Il demeure présumé innocent.

6. Gabriel O. est mis en examen et incarcéré depuis douze ans pour cinq mandats de dépôt criminels dont l’assassinat de Farid Tir et celui d’un indic de police à Mulhouse. Il est également soupçonné d’avoir commandité l’assassinat d’un assistant du rappeur SCH près de La Grande-Motte en 2025. Il demeure présumé innocent.

7. Rachid Ghozal est condamné en décembre 2024 par le tribunal de Marseille à neuf ans de prison et 100 000 euros d’amende pour trafic de drogue. Il se trouve actuellement en fuite.

8. Note d’analyse du Sirasco 13, 18 octobre 2024.

9. La sonorisation d’un lieu consiste à y déposer des moyens d’écoute.

10. Observatoire français des drogues et des tendances addictives.

11. David Coquille, « Mehdi Laribi : “Être un petit jeune comme tout le monde” », *La Marseillaise*, 22 décembre 2015.

12. Violette Lazard, « “Tic”, le minot devenu parrain de Marseille », *Le Nouvel Obs*, 2 novembre 2024.

13. Dealer qui revend de la drogue au détail.

14. Personne qui stocke de la drogue à son domicile.

15. Yoda est associé à un autre clan basé à la cité Félix-Pyat, baptisé « Les Nouveaux Comoriens », qui continue à faire front contre la DZ Mafia.

16. Extradé, DSK sera par la suite condamné à onze ans de prison pour trafic de stupéfiants dans la cité la Busserine. Florent Bonnefoi, « Le supposé caïd marseillais Ahcène Mabrouk dit “DSK” condamné à 11 ans de prison », *La Provence*, 21 juin 2024.

17. Bingui est interpellé au Maroc en mars 2024 et extradé vers la France le 25 janvier 2025. Il attend son jugement. Il est présenté par Gérald Darmanin comme « l’un des plus gros narcotrafiquants de notre pays ».

18. Rapport du Sirasco 13, *op. cit.*

19. Marine Stromboni, « Au procès d’un cadre de la DZ Mafia, un vrai “mode d’emploi” du narcotrafic », *La Provence*, 21 mai 2025.

20. « Narcotrafic à Marseille : un lieutenant de la DZ Mafia écope de trente ans de prison pour une tentative d’assassinat », *20 minutes* avec AFP, 23 mai 2025.

21. L’Office anti-stupéfiants est l’agence française chargée de coordonner la lutte contre le trafic de stupéfiants.

22. Rapport du Sirasco 13, *op. cit.*

1. Le terme désigne l’équipe chargée de monter les règlements de comptes, trouver les armes, repérer les cibles, mettre les posts sur les réseaux sociaux pour recruter les tueurs souvent mineurs. Le Niçois Christian G., surnommé « la Mouche », est présenté comme l’un des responsables de ce secteur.

2. Seul survivant du trio, Noël Mariotti est condamné en 2007 à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d’une peine de sûreté de vingt-deux ans par la cour d’assises des Bouches-du-Rhône pour quatre homicides. Il bénéficie néanmoins en 2015 d’une mesure de semi-liberté et n’exécute que neuf ans de détention.

3. Écoute du 2 octobre 1993, procès-verbal de la brigade criminelle de la PJ de Marseille du 5 octobre 1993, cote 1662 à 1687.

4. « Fumer » signifie tuer en langage de truands.

5. L’enquête met en scène un homme d’affaires bien connu à Bonifacio qui est sollicité pour faire admettre en urgence le blessé à la clinique Clairval sous le faux nom de Simeoni par l’entremise d’un professeur de médecine d’origine insulaire, preuve que le terme de réseaux corses n’est pas galvaudé. Une fois remis sur pied, ATF est discrètement exfiltré vers l’île. Il sera interpellé par la suite à Paris.

6. Ordonnance de mise en accusation du 21 octobre 2014, 913/00010.

7. Direction interrégionale de la police judiciaire devenue par la suite DZPJ (Direction zonale de la police judiciaire).

8. Éric Arella sera démis de ses fonctions à la tête de la PJ de Marseille en octobre 2022 en raison de son opposition à la réforme, qui fut effective début 2023. Ce limogeage a créé un profond traumatisme au sein du service, ce haut cadre originaire de Marseille étant particulièrement apprécié de ses troupes. Il quittera son poste sous une impressionnante haie d'honneur formée aux portes de l'Évêché. D'autres mouvements ont lieu un peu partout en France, certains policiers arborant un écriteau « Je suis Éric », sur le modèle des manifestations après l'attentat contre *Charlie Hebdo*.

1. Karim Harrat est interpellé le 14 novembre 2021 à l’aéroport de Casablanca en provenance de Dubaï. Il est extradé vers la France en février 2023 pour son implication supposée dans quatre assassinats commis entre décembre 2018 et décembre 2020, trois à Marseille et un en région parisienne. Il bénéficie à ce jour de la présomption d’innocence, ces affaires n’ayant pas été jugées.

2. Sky Global est une start-up créée en 2017 à Vancouver par un entrepreneur du numérique, Jean-François Eap, associé à son père, considéré comme un spécialiste des algorithmes. Ils travaillent au départ avec des appareils Blackberry dotés d'un module de chiffrement. En quatre ans, pas moins de 70 000 appareils sont vendus avec un abonnement annuel de 4 000 euros. Le succès s'est confirmé par la suite sur d'autres modèles de mobiles destinés quasi exclusivement au crime organisé. Jean-François Eap a fait l'objet d'une demande d'extradition émanant des États-Unis mais non exécutée, car le Canada n'extrade pas ses ressortissants.

3. Raffaele Imperiale, interpellé à Dubaï en août 2021, a été extradé en Italie où il devient repenti. Le tribunal de Naples le condamne le 10 juillet 2024 à quinze ans et huit mois de prison.

4. Le 27 février 2024, celui que l’on présente comme le cerveau de la Mocro-Maffia est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour une série d’assassinats au terme d’un maxi-procès retentissant en Hollande.

5. Considéré comme le chef du clan del Golfo, il est extradé de Colombie vers les États-Unis où il est condamné en 2023 à quarante-cinq ans de prison.

6. Le chef du clan, Nikola Vusovic, est interpellé en octobre 2024 à Barcelone après trois ans de cavale.

7. Voir note page 169.

8. Nisso est connu des services de police pour s’adonner à des trafics de stupéfiants.

9. Office central de lutte contre la cybercriminalité.

10. Juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée.

11. Procès-verbal d’interrogatoire du 28 juin 2021, cote D 1208/1.

12. *Ibid.*

13. Procès-verbal du 10 mars 2021, DIPJ Marseille, cote D805/1 à D 805/23.

14. *Ibid.*

15. Ali Rahrah, caïd de la cité du Castellas, est abattu le 17 mars 2016. Deux ans plus tôt, son frère Farès est tombé pour trafic de drogue dans la cité (10 kilos de drogue et un stock d’armes saisis).

16. Procès-verbal du 10 mars 2021, DIPJ Marseille, cote D805/1 à D 805/23.

17. Direction nationale de la police judiciaire.

18. Entretien avec l’auteur.

19. Luc Leroux, « Trafic de stupéfiants : le Marseillais Karim Harrat, alias “Le Rent”, extradé du Maroc », *Le Monde*, 14 février 2023.

1. Voir p. 11.

2. Matteo est mis en examen dans cette affaire avec son frère.

3. Rapport de transmission en vue de l’ouverture d’une information judiciaire du 2 avril 2023. Cote D000002.

4. Cette séquence est décrite dans l’ouvrage de Jean-Michel Décugis, Vincent Gautronneau, Jérémie Pham-Lê, *Tueurs à gages. Enquête sur le nouveau phénomène des shooters*, Flammarion, 2024.

5. Conversation du 19 septembre 2023, cote D1441.

6. « Très ».

7. *Ibid.*

1. Le prénom a été changé.

2. Voir *infra* chapitre VII et IX.

3. Entretien avec l’auteur, janvier 2025. Christophe Berthelin, promu depuis cet entretien au grade de général, a été nommé à la tête des gendarmes de l’Oise.

4. Note d’analyse du Sirasco 34, 11 janvier 2018.

5. Rapport du Sirasco 13 de 2024, *op. cit.*

6. Le terme désigne un appartement au sein de la cité qui fait office de planque pour la drogue et l’argent des points de deal.

7. Les deux hommes sont assassinés à un mois d’intervalle en mai et juin 1999.

8. Note d’analyse du Sirasco 34, *op. cit.*

9. PV du SIPJ de Nîmes du 12 septembre 2022. N° 08174/2021/000006. Ces documents sonores ont été versés dans une instruction ouverte à la suite d'une tentative d'homicide le 13 décembre 2020 au Chemin-Bas d'Avignon. En juin 2024, « La Casté » est définitivement condamné par la cour d'assises du Gard.

10. En langage jeune, cela signifie une « chose » sans la nommer.

11. Les frères Perletto ont régné durant les années 1990 sur le milieu varois. Ils ont été condamnés dans deux dossiers fleuves de trafic de drogue, Océan et Topaze, en juillet 2003. Pascal Perletto est assassiné le 1er juin 2011 à Toulon.

12. Procès-verbal d’audition du 17 octobre 2024, cote D01925.

13. *Ibid.*

14. Procès-verbal d’audition du 18 octobre 2024, cote D02131.

15. Procès-verbal d’audition du 17 octobre 2024, cote 1642.

16. Note d’analyse du Sirasco 13, *op. cit.*

17. Z. a notamment été mis en examen avec Gabriel O. pour l’assassinat le 29 décembre 2023 de Sofiane B., assassinat commandité par la DZ Mafia. Il est également impliqué dans l’assassinat de Farid Tir en décembre 2021, dossier dans lequel Gabriel O. (Gaby) et Amine O. (Mamine/Jalisco/Nemesio) sont également mis en examen.

18. Voir *supra*.

19. Brice Vidal, « Toulouse, déjà une quinzaine de règlements de comptes par armes à feu en 2024 », *La Dépêche du Midi*, 10 septembre 2024.

20. Rapport du Sirasco 13, *op. cit.*

21. Le jobbeur est un intérimaire mandaté sur un point de deal qui vient d’une autre ville.

22. Le 15 juin 2023, Mohamed Djeha alias « Mimo » est interpellé en Algérie et incarcéré à la demande des autorités françaises. Il ne peut être extradé, l'Algérie se refusant à extrader ses ressortissants. Il purgera dans son pays une condamnation à trente ans de réclusion prononcée en mai 2023 par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône pour avoir commandité un assassinat commis en 2017 à la cité La Castellane. Elle fait suite à une précédente condamnation, pour blanchiment, à dix ans de prison prononcée en 2019.

23. Rapport du Sirasco 13, *op. cit.*

24. Juridiction interrégionale spécialisée.

25. Entretien avec l’auteur, septembre 2024.

26. *Ibid.*

27. À ce sujet, lire le reportage saisissant de Valentin Loisel, « Ma rencontre avec les trafiquants de drogue : « T'aimes bien les flics ? Non ? Prouve-le », France 3 Bourgogne-Franche-Comté, 18 mai 2024.

1. Entretien avec l’auteur, octobre 2024.

2. Deux hommes, dont Mohamed Seghier, considéré comme membre influent du clan de Marignane, sont condamnés en appel par la cour d’assises des Bouches-du-Rhône à trente ans de réclusion criminelle en septembre 2024. Cité à comparaître comme témoin par le parquet lors des deux procès, Jul ne s’est jamais présenté à la barre.

3. Voir *supra*.

4. Anna Simone, « “J’ai pas peur de mourir.” Maeva Ghennam sort du silence après l’attaque au fusil qui l’a ciblée », Public.fr, 9 septembre 2024.

5. Le booker est la personne chargée d’organiser moyennant rémunération le passage des artistes dans les établissements de nuit.

6. Yassine Akhazzane est décrit par un rapport du Sirasco (révélé en juillet 2025 par le quotidien *Le Monde* et dont l'auteur a pris connaissance) comme le boss de l'un des clans dominants de Propriano. Il est condamné en juin 2025 à un an de prison ferme pour des menaces de mort sur un surveillant de la prison de Luynes. En avril 2024, il est condamné à sept ans de prison pour son implication dans un trafic de drogue à Ajaccio. Il est par ailleurs mis en examen dans un dossier d'extorsion de fonds en liaison avec la DZ Mafia.

7. Violette Lazard, « Fusillade à la sortie d’une boîte, menaces et DZ Mafia : ce que le rappeur SCH a raconté aux enquêteurs », *Le Nouvel Obs*, 23 janvier 2025.

8. Les Mattei, s’ils reconnaissent l’existence du conflit ouvert avec les Costa et semblent en assumer les conséquences judiciaires, ont fait savoir à l’auteur à la suite de la parution d’un article qu’ils étaient totalement étrangers à l’assassinat de l’étudiante. La démarche est suffisamment singulière pour être soulignée.

9. Jacques Follorou, « La mafia corse au cœur d’une “vaste recomposition en cours” selon une note du renseignement », *Le Monde*, 28 juin 2025.

10. Rapport du Sirasco 2025 sur les vingt organisations criminelles corses. Le clan Carboni sévit sur Cargèse en opposition avec un autre clan, celui des Susini, à l'origine de la création du comité antimafia « Massimu Susini » suite à l'assassinat le 12 septembre 2019 de ce gérant de paillote par ailleurs militant nationaliste. À noter que l'équipe Susini est bien décrite dans le rapport comme une organisation criminelle liée en outre à un mouvement indépendantiste. Le rapport utilise désormais le terme de « mafionalistes » pour qualifier des organisations criminelles sévissant du nord au sud de l'île, ce qui a soulevé une vague d'indignation chez les indépendantistes de Nazione dont l'un des chefs, Pierre Paoli, est nommément désigné comme mafieux.

11. Santoni et Bacchiolelli doivent comparaître fin 2025 pour l’assassinat en octobre 2012 de l’avocat Antoine Sollacaro. Ils sont présumés innocents jusqu’au jugement.

12. Durant le printemps, des incendies criminels de navettes de promenade en mer ou de location se multiplient à Saint-Florent et Calvi mais également dans le sud de l’île. Ce marché juteux attire la convoitise des mafias corses. Des loueurs de voitures et des boulangeries sont également visés.

13. Les policiers estiment que cette équipe composée « d'héritiers du clan de feu Jean-Jé Colonna est historiquement proche du Petit Bar. Elle rassemble d'importants propriétaires fonciers à la tête de plusieurs commerces et entreprises dans le territoire du Sartenais. Le clan Mocchi fait face depuis plusieurs années à une guerre de territoires qui l'oppose dans sa microrégion à plusieurs individus proches de Guy Orsoni (les frères Moretti, Olivier Demonte, Pierre Balenci). Cette guerre à l'origine d'une vague d'assassinats a conduit Toussaint Mocchi dans une dérive mafieuse et criminelle et l'a vu passer d'une posture d'autodéfense à celle de chef de clan criminel ». Rapport du Sirasco 2025, *op. cit.*

14. Voir à ce propos Jacques Follorou, « DZ Mafia : comment les milieux corses et marseillais se sont rapprochés », *Le Monde*, 9 décembre 2024.

15. « Dix ans de traitement du banditisme corse par la JIRS de Marseille », 2009-2019.

16. Les frères Christophe et Richard Guazzelli seront lourdement condamnés pour ces faits en juin 2024 par la cour d’assises des Bouches-du-Rhône.

17. Voir *supra*.

18. Entretien avec l’auteur, août 2025.

1. Surnommé « Monsieur Propre », Imran A., qui a sévi comme dealer dans la cité du Castellas, est considéré comme le logisticien de la DZ Mafia, rôle qui consiste à fournir les véhicules utilisés pour les règlements de comptes en maquillant les plaques et en les stockant. Monsieur Propre doit par la suite faire disparaître toutes traces exploitables en les incendiant, comme ce fut le cas le 15 août 2023 après l'assassinat d'un trafiquant de 23 ans à Maison Blanche dans le 14^{e} arrondissement de Marseille. Rapidement interpellé, Imran A. a reconnu avoir incendié la 208 utilisée par les tueurs. Il est par ailleurs incarcéré dans un autre dossier, celui de l'assassinat deux jours plus tôt d'un dealer à la sortie du Miami, un établissement de nuit des quartiers nord.

2. Vincent Gautronneau, Jean-Michel Décugis et Julien Constant, « Qui est “Monsieur Propre”, ce membre de la DZ Mafia instigateur des attaques contre les prisons ? », *Le Parisien*, 2 mai 2025.

3. Mohamed Amra est interpellé à Bucarest le 22 février 2025. Il se rendait ce jour-là dans un barber shop. Durant sa cavale, il s’est fait teindre les cheveux en roux.

4. Amra sollicite pour cette opération un dénommé « Pilote », proche du clan Yoda. Des sicarios venus de Rouen sont par ailleurs impliqués dans l’assassinat de Tekin.

5. Témoignage recueilli par l’auteur pour *VSD*, « Les Baumettes : au bonheur des taulards », 13 mai 2015.

6. En octobre 2024, Robin Cotta est égorgé dans sa cellule avec un tesson de bouteille par un codétenu se réclamant de la DZ Mafia.

7. La loi prévoit un renforcement des outils procéduraux avec des techniques d'enquête élargies et mieux adaptées aux pratiques du trafic, une organisation judiciaire recentrée pour une réponse pénale plus rapide. Le Conseil constitutionnel a par ailleurs validé le principe d'un régime carcéral dérogatoire pour les narcotrafiquants. Quant aux repentis – jusque-là exclus en France de la protection de ce statut lorsqu'ils sont impliqués dans des crimes de sang –, ils peuvent désormais en bénéficier avec l'application *in fine* d'une réduction des deux tiers de la peine.

8. Entretien avec l’auteur, juin 2025.

9. *Ibid.*

10. On note que les députés LFI se sont opposés au vote du texte.

1. *État de la menace liée aux trafics de stupéfiants*, rapport OFAST, 2025.

2. Voir *supra*.

3. En 2023, l’Agence française anticorruption note que gendarmes et policiers ont enregistré neuf cent trente-quatre infractions d’atteinte à la probité contre huit cent soixante-trois en 2023. Près de 6 % de ces infractions sont liées au trafic de stupéfiants.

4. Rencontres avec l’auteur, janvier et juin 2025.

5. *Ibid.*

6. Drug Enforcement Administration.

7. Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants.

8. François Thierry est acquitté en septembre 2024 par la cour criminelle de Lyon. Lors du procès, l’ancien procureur de Paris, François Molins, était pourtant venu livrer un témoignage accusateur à la barre des témoins.

9. Antoine Albertini, Arthur Carpentier et Thomas Saintourens, « L’opération “Trident”, un fiasco sans précédent des policiers marseillais pour faire tomber un narcotrafiquant », *Le Monde*, 11 mai 2025.

10. Éléments révélés par Vincent Monnier, « “J’ai cru qu’ils allaient sortir la kalach” : les confidences de “Passe-Partout”, le serrurier des stups marseillais », *Le Nouvel Obs*, le 25 juillet 2025.

11. *Ibid.*

1. Note du Sirasco 13, 18 octobre 2024.

2. Dans cette affaire, Imran A. alias « Monsieur Propre », incarcéré au Pontet, est mis en examen pour avoir joué les nettoyeurs et incendié le véhicule des tueurs (voir *supra*). Il est également mis en examen pour sa participation à un autre assassinat, trois jours plus tôt, devant le Miami, une discothèque des quartiers nord.

3. Conjointement, Mimo est condamné par la cour d’assises des Bouches-du-Rhône à trente ans de réclusion criminelle pour avoir commandité un assassinat en 2017 dans l’enceinte de la Castellane au terme d’une course-poursuite entre Martigues et Marseille. En 2019, Mimo avait écopé d’une condamnation à dix ans de prison pour blanchiment.

4. Voir *supra*.

5. Nicolas Farmine, « Marseille : qui était “Nono”, le baron de la drogue abattu en pleine rue le soir de Noël ? », *Le Figaro*, 28 décembre 2023.

6. Office central pour la répression de la grande délinquance financière.

7. *État de la menace liée aux trafics de stupéfiants, op. cit.*

8. *Ibid.*

9. *Ibid.*

10. *Ibid.*

11. Violette Lazard, « Narcotrafic en France : pourquoi Roberto Saviano pousse un cri d’alarme », *Le Nouvel Obs*, 29 janvier 2025.

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library